



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

[QUÉBEC, SAMEDI, 1ER DÉCEMBRE 1923]

[QUEBEC, SATURDAY, 1ST DECEMBER, 1923]

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
OFFICIELLE GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES:

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon receipt of the account, before the second publication,

qui sera cancellée, si ces conditions n'ont pas été remplies

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

5523

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

5524

On peut se procurer, au bureau de l'Imprimeur du Roi, des copies reliées de la "Gazette officielle", depuis 1873 à 1916 inclusivement.

Prix donnés sur demande, pour toute la série ou par années. 2963—22-9

Bound copies of the "Official Gazette" may be obtained from the office of the King's Printer, from 1873 to 1916 inclusively.

Price on application for the whole set or for any one year. 2964—22-9

Bills privés, Assemblée législative.

*Private Bills, Legislative Assembly.

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 3 décembre 1923 et présentés avant le 7 janvier 1924, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 27 décembre 1923 et reçues avant le 1er janvier 1924, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 21 janvier 1924.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 3rd December, 1923, and introduced before the 7th January, 1924; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 27th December, 1923, and received before the 1st January, 1924; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 21st January, 1924.

Québec, ce 2 novembre 1923.

Quebec, 2nd November, 1923.

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

L. P. GEOFFRION,
Clerk.

5877—46-5

5878—46-5

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de
Quebec.

Canada,
Province of
Quebec.

[L.S.]

[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, }
Assistant-Procureur- } ATTENDU qu'une
Général-Suppléant. } requête nous a été
 présentée, demandant
 de détacher de la municipalité de la paroisse de
 Saint-Mathias-de-Cabano, dans le comté de
 Témiscouata, le territoire ci-après décrit et de
 l'ériger en municipalité de village, sous le nom de
 "La Municipalité du village de Cabano";

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code
 municipal à cet égard ont été remplies, que ledit
 territoire est dans les conditions exigées par la loi
 pour former une municipalité de village, et qu'il
 restera à la municipalité de la paroisse de Saint-
 Mathias-de-Cabano, après cette érection, une
 population de plus de trois cents âmes;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement
 de Notre conseil exécutif, exprimé dans un décret
 en date du 25 octobre 1923, et conformément aux
 dispositions du Code municipal de Notre province
 de Québec, nous déclarons que le territoire ci-
 après décrit, compris dans les premier et deuxième
 rangs de la seigneurie du Lac Témiscouata et ren-
 fermé dans les bornes suivantes, savoir:

Vers le nord-est, le Lac Témiscouata, en le re-
 montant depuis le lot numéro deux cent cinquante-
 cinq (255) du cadastre de la paroisse de Notre-
 Dame-du-Lac, jusqu'au lot numéro quatorze
 (14) du cadastre de la paroisse de Saint-Louis-de-
 Ha! Ha!;

Vers le sud-est, le lot numéro deux cent cin-
 quante-cinq (255) du cadastre de la paroisse de
 Notre-Dame-du-Lac;

Vers le nord-ouest, les lots numéros quatorze
 et quinze (14 et 15), du cadastre de la paroisse de
 Saint-Louis-de-Ha! Ha!; et

Vers le sud-ouest, le lot numéro quatre cent
 cinquante-quatre (454) du cadastre de la paroisse
 de Notre-Dame-du-Lac, et le lot numéro cent
 vingt-quatre (124) du cadastre de la paroisse de
 Saint-Louis-de-Ha! Ha!;

Est détaché de la municipalité de la paroisse de
 Saint-Mathias-de-Cabano, et érigé en municipa-
 lité de village, sous le nom de "La Municipalité
 du village de Cabano", à compter de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et
 tous autres que les présentes peuvent concerner,
 sont requis de prendre connaissance et de se
 conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos
 présentes lettres patentes et sur icelles
 fait apposer le grand sceau de Notre
 province de Québec. TÉMOIN : Notre
 très fidèle et bien-aimé l'honorable M.
 LOUIS-PHILIPPE BRODEUR, mem-
 bre de Notre Conseil privé du Canada,
 lieutenant-gouverneur de Notre pro-
 vince de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité
 de Québec, de Notre province de QUE-
 BEC, ce QUATORZIÈME jour de
 NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent
 vingt-trois de l'ère chrétienne et de
 Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
 C.-J. SIMARD.

6147

PROCLAMATION.

J. A. HUDON, }
Acting Deputy } WHEREAS applica-
Attorney General. } tion has been
 made to Us, by petition,
 to detach from the municipality of the parish
 of Saint-Mathias-de-Cabano, in the county of
 Témiscouata, the territory hereunder described
 and to erect it into a village municipality under
 the name of "The Municipality of the Village of
 Cabano";

WHEREAS all the provisions of the Municipal
 Code on that behalf have been observed, that
 the said territory conforms to the conditions
 required by law to form a village municipality,
 and that there shall remain in the municipality
 of the parish of Saint-Mathias-de-Cabano, after
 such erection, a population of over three hundred
 souls;

THEREFORE, with the consent and advice
 of Our Executive Council, expressed in an Order
 in Council dated the 25th of October, 1923, and
 in conformity with the provisions of the Muni-
 cipal Code of Our Province of Quebec, we declare
 that the territory hereunder described, included
 in the first and second ranges of the seigniorie of
 Lake Témiscouata and contained within the
 following boundaries:

Towards the northeast, Lake Témiscouata,
 towards the head from lot number two hundred
 and fifty five (255) of the cadastre of the parish
 of Notre-Dame-du-Lac, up to lot number four-
 teen (14) of the cadastre of the parish of Saint-
 Louis-de-Ha! Ha!;

Towards the southeast, lot number two hun-
 dred and fifty five (255) of the cadastre of the
 parish of Notre-Dame-du-Lac;

Towards the northwest, lots numbers fourteen
 and fifteen (14 and 15) of the cadastre of the
 parish of Saint-Louis-de-Ha! Ha!; and

Towards the southwest, lot number four hun-
 dred and fifty four (454) of the cadastre of the
 parish of Notre-Dame-du-Lac, and lot number
 one hundred and twenty four (124) of the cadas-
 tre of the parish of Saint-Louis-de-Ha! Ha!;

Is detached from the municipality of the
 parish of Saint-Mathias-de-Cabano, and erected
 into a village municipality, under the name of
 "The Municipality of the village of Cabano",
 from and after this day.

Of all which Our loving subjects, and all others
 whom these presents may concern, are hereby
 required to take notice and to govern themselves
 accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, we have caused
 these Our Letters to be made Patent
 and the Great Seal of the Province of
 Quebec to be hereunto affixed. WIT-
 NESS: Our Right Trusty and Well
 Beloved the Honourable LOUIS PHI-
 LIPPE BRODEUR, Member of Our
 Privy Council for Canada, Lieutenant-
 Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of
 QUEBEC, in Our said Province, this
 FOURTEENTH day of NOVEMBER,
 in the Year of Our Lord one thousand
 nine hundred and twenty three, and
 in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,
 Assistant Provincial Secretary.

6148

Canada,
Province de
Québec,
[L.S.]

L.-P. BRODEUR.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, }
Assistant-Procureur- } ATTENDU qu'une re-
Général-Suppléant. } quête Nous a été
présentée demandant de détacher de la municipalité de Saint-Michel-de-Mistassini, dans le comté municipal du Lac Saint-Jean-ouest, le territoire ci-après décrit et de l'ériger en municipalité de campagne, sous le nom de "La Municipalité de Saint-Eugène";

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que le dit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité, et qu'il restera à la municipalité de Saint-Michel-de-Mistassini, après cette érection, une population de plus de trois cents âmes;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 2 octobre 1923, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, nous déclarons que le territoire suivant, savoir:

Le territoire comprenant les lots de terre connus et désignés, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Pelletier, par les lettres A, B, C et D, et les numéros un à quarante-trois (1 à 43) du cinquième rang; les numéros treize à quarante-deux (13 à 42) du quatrième rang; les numéros un à quarante-six (1 à 46) du troisième rang; les numéros un à quarante-huit (1 à 48) du deuxième rang et les numéros un à quarante-neuf (1 à 49) du premier rang—tous inclusivement—du dit canton de Pelletier, dans le comté municipal du Lac Saint-Jean-ouest, est détaché de la municipalité de Saint-Michel-de-Mistassini et érigé en municipalité de campagne, sous le nom de "La municipalité de Saint-Eugène".

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. LOUIS-PHILIPPE BRODEUR, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de Québec, de Notre province de QUÉBEC, ce QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent vingt-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

6149

Canada,
Province of
Quebec,
[L.S.]

L. P. BRODEUR.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, }
Acting Deputy At- } WHEREAS application
torney General } has been made to
Us, by petition, to detach from the municipality of Saint-Michel-de-Mistassini, in the municipal county of Lake Saint-John West, the territory hereunder described and to erect it into a rural municipality under the name of "The Municipality of Saint-Eugène";

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code on that behalf have been observed, that the said territory conforms to the conditions required by law to form a municipality, and that there shall remain in the municipality of Saint Michel-de-Mistassini, after such erection, a population of over three hundred souls;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order in Council dated the 2nd of October, 1923, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, we declare that the following territory, to wit:

The territory comprising the lots of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the township of Pelletier, by the letters A, B, C and D, and the numbers one to forty three (1 to 43) of the fifth range; the numbers thirteen to forty two (13 to 42) of the fourth range; the numbers one to fortysix (1 to 46) of the third range; the numbers one to forty eight (1 to 48) of the second range and the number bers one to forty nine (1 to 49) of the first range—all inclusively—of the said township of Pelletier, in the municipal county of Lake Saint-John West, is detached from the municipality of Saint-Michel-de-Mistassini and erected into a rural municipality, under the name of "The municipality of Saint-Eugene".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable LOUIS PHILIPPE BRODEUR, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, at Our City of QUÉBEC, in Our said Province, this FOURTEENTH day of NOVEMBER, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty three, and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

6150

Lettres patentes

Letters patent

"Ahuntsic Nord, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de novembre 1923, constituant en corporation : Arthur Vallée, Jacques Perron, Auguste Mathieu, avocats, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'une compagnie foncière en rapport avec telles affaires, acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autrement détenir et subdiviser, disposer en lots à bâtir, rues, terrains, squares, ou autrement améliorer, développer, louer, vendre, céder, échanger, affermer ou autrement aliéner et commercer généralement les terrains et biens fonciers de toutes sortes et espèces, soit vacants, améliorés ou autres, et aussi des droits, titres et intérêts s'y rapportant et aussi des propriétés de toutes sortes et espèces, y compris des propriétés personnelles et mobilières et tous droits et privilèges que la compagnie pourra juger nécessaires pour les fins de son industrie, et sur tels terrains et biens-fonds ou toutes parties d'iceux, faire, ériger, construire, bâtir, exploiter et entretenir des chemins, rues, ruelles, ponts et autres voies de communication, maisons, résidences, écuries, fabriques, moulins, usines, manufactures, et toutes autres bâtisses et travaux et améliorations qui peuvent être jugés désirables en rapport avec les fins de la compagnie, y compris la construction de trottoirs, drains, aqueducs, égouts, et toutes autres améliorations de nature à augmenter la valeur des propriétés de la compagnie ou de toute partie d'icelles ; faire les affaires d'agents d'immeubles, experts, évaluateurs, courtiers en immeubles, entrepreneurs et constructeurs et faire les affaires générales d'une agence d'immeubles, y compris l'entreprisa d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges, et choses semblables et baux négociables et toutes sortes de contrats se rapportant au commerce d'immeubles ;

Agir comme agents d'immeubles, agents financiers, agents d'assurance et agents pour la collection de rentes, et se charger de, ou diriger la gestion et l'administration de propriétés mobilières et immobilières ;

Prendre et détenir des gages, hypothèques et des liens pour garantir le paiement ou prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie, d'acheteurs ou autres, ou pour avances faites par la compagnie à des acheteurs pour des fins de construction ou autres améliorations ;

Acheter, vendre et autrement trafiquer de denrées, produits et marchandises de toutes sortes, soit comme principaux ou comme agents ; exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement, conjointement avec son industrie ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur, ou rendre profitable toute propriété ou droits de la dite compagnie ;

Faire des avances au moyen de prêts pour fins de construction ou autres améliorations aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des propriétés de la compagnie, et aider au moyen d'avances ou autrement dans la construction de chemins, rues, ponts, trottoirs, aqueducs, égouts, ou autres améliorations jugées susceptibles de rendre plus faciles d'accès les propriétés de la compagnie ou d'augmenter leur valeur ;

"Ahuntsic Nord, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1923, incorporating : Arthur Vallée, Jacques Perron, Auguste Mathieu, advocates, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of a land company, and in connection therewith, to acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold, sub-divide, lay out in building lots, streets, lands, squares and otherwise to improve, develop, rent, sell, convey, exchange, lease or otherwise dispose of and generally deal in lands and real estate of all and every kind and description, whether vacant, improved or otherwise, as also any right, title or interest therein, as also property of any other kind and description, including personal and moveable property, and any rights and privileges that the company may consider necessary for the purposes of its business, and in and upon such lands and real estate, or any part thereof, to make, erect, construct, build, operate and maintain roads, streets, lanes, bridges and other means of communication, houses, dwellings, stables, factories, mills, plants, manufactories and all other buildings and works and improvements that may be considered advisable in connection with the purposes of the company, including the construction of sidewalks, drains, water-mains, sewers, and all and any other improvements of a nature to enhance the value of the company's property or any part thereof ; and to carry on business as real estate agents, experts, valuers, realty brokers, contractors and builders, and do a general real estate agency business, including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges and the like, and negotiable leases and all other forms of contract in respect of real estate ;

To act as real estate, financial and insurance agents, and as agents for the collection of rents, and to undertake to direct the management and administration of movable and immovable property ;

To take and hold mortgages, hypothecs and liens, to secure the payment or purchase price of any property sold by the company from purchasers, or others, or advances by the company to purchasers for building purposes or other improvements ;

To buy, sell and otherwise deal in goods, wares and merchandise of all kinds, whether as principals or agents ;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To make advances by way of loans for building purposes or other improvements to purchasers or lessees of any part of the company's property and aid by way of advances or otherwise in the construction of roads, streets, bridges, sidewalks, waterworks, sewers and other improvements calculated to render the company's property more accessible or enhance its value ;

Rechercher, fouiller, miner, donner une valeur marchande à, manufacturer, utiliser acheter, vendre et trafiquer de la pierre ou de la pierre artificielle, de la marne, de l'argile, de l'ardoise, de la graise, du gravier, sable, chaux, plâtre, de la houille, du coke, du combustible et des autres minéraux, métaux et terres, des ciments Portland et autres, ainsi que de tous articles qui en sont faits, en tout ou en partie, de tous leurs sous-produits, ou d'aucun d'iceux en tout ou en partie;

Acheter, vendre ou trafiquer de tous les articles et effets que la compagnie croira propres à faire l'objet d'un commerce, en rapport avec son industrie, et faire, établir, outiller, maintenir et exploiter des fabriques pour manufacturer des effets et articles pour aucunes des fins susmentionnées ;

Exercer toute autre industrie (soit manufacturière ou autre), que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son industrie ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur de tous biens ou droits de la corporation ;

Conclure avec toutes autorités municipales, locales ou autres, tous arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et obtenir de toutes telles autorités les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir ; et exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété personnelle, tous les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce, et particulièrement des machines, outillage et fonds de commerce ;

Vendre ou céder autrement l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise, pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

S'unir ou faire toutes conventions relatives au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce semblable à celui de la compagnie ou y subsidiaire, faire des avances de deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute personne ou compagnie en relations d'affaires avec la compagnie ou endettée envers elle ; placer aussi les deniers de la compagnie dans des actions de toute autre compagnie exerçant une industrie semblable ;

Souscrire, recevoir, acheter, ou autrement acquérir les actions ou valeurs de toute compagnie exerçant un commerce semblable, les accepter en paiement intégral ou partiel en extinction du prix ou comme considération de la vente, location, concession ou autre aliénation de biens, droits ou dettes qui peuvent être détenus par la compagnie, dont elle a la jouissance ou qui lui sont dus ; aussi détenir, voter sur, vendre, ré-émettre ou autrement disposer de ces actions ou valeurs de la manière que la compagnie estimera convenable ;

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir, posséder et trafiquer de toute propriété mobilière et immobilière que la compagnie croira nécessaire ou utile à son industrie ou à ses opérations, y compris des marques de commerce, produits industriels, patentes, droits brevetés, licen-

To search for, quarry, mine and make merchantable, manufacture, use, buy, sell and deal in stone, artificial stone, marble, shale, slate, clay, gravel, sand, lime, plasters, coal, coke, fuel and other minerals, metals and earths, Portland and other cements, and all articles composed of all or any of the same, in whole or in part, or of all or any of the by-products thereof, in whole or in part ;

To buy, sell or deal in all such articles and goods as the company may consider capable of being conveniently dealt in in relation to its business and to manufacture and establish, equip, maintain and operate factories for manufacturing articles and goods for any or all of the above mentioned purposes ;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant and stock in trade ;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To amalgamate with or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or about to carry on business similar to that of the company or ancillary thereto ; to advance money to, or guarantee the contracts of or otherwise assist any person or company having dealings with this company or indebted to it and to invest any of the moneys of the company in the shares of any other company carrying on a similar business ;

To subscribe for, receive, purchase, or otherwise acquire the shares or securities of any company carrying on a similar business or to accept the same in whole or in part payment or satisfaction of the price or consideration of the sale, lease, concession or other disposal of any property, rights or debts which may be held, enjoyed by, or due to this company and such shares or securities to hold, vote upon, sell, re-issue or otherwise deal with as this company may see fit ;

To purchase, lease, exchange or otherwise acquire and possess and deal in all movable and immovable property which the company may deem necessary or useful for its business or operations, including trade-marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, franchises or other

ces, franchises ou autres droits et privilèges de toute nature quelconque ; rights and privileges of any kind whatsoever ;

Émettre des actions de la compagnie en paiement de la propriété acquise par ou avec l'approbation des actionnaires, des services rendus à la compagnie, y compris les services rendus aux promoteurs en rapport avec la constitution ou l'organisation de la compagnie ou pour des franchises, options, contrats ou autres droits, bénéfices ou privilèges, sous le nom de "Ahuntsic Nord, Limitée", avec un capital total de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de novembre, 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
6101 C.-J. SIMARD.

"Builders Reserve, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de novembre 1923, constituant en corporation : Lilius Traill Oman, Annie Robertson, Mary Margaret Ramsay, commis, et résidant au No 160, rue Saint-Jacques, Montréal, dans le district de Montréal, pour les fins suivantes :

Acheter, louer ou acquérir autrement et posséder des immeubles, les vendre, louer, céder, échanger, en disposer ou en faire le commerce autrement, ou de toutes parties d'iceux et développer, améliorer et subdiviser ces propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement ; cultiver tels terrains et vendre et aliéner leurs produits et en général acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de produits agricoles ;

Louer, posséder et exploiter des hôtels, maisons de rapport, entrepôts et fabriques, plaines pieds et en général acheter, posséder, louer, entretenir et exploiter toutes sortes de bâtiments devant servir pour aucunes fins quelconques, avec toutes les améliorations utiles ou nécessaires ou qui peuvent être avantageusement fournies ou données en rapport avec tels bâtiments ;

Agir comme agents ou procureurs pour l'administration de successions, la vente de propriétés, le placement, la manipulation, le prêt, le paiement, la transmission et la collection de deniers, rentes, intérêts, dividendes, mortgages, bons, débetures et autres valeurs et l'entreprise de et l'examen, l'évaluation, la vente, l'échange, la location, la subdivision, agir comme agents et courtiers en assurance ;

Construire, bâtir, réparer, modifier et aménager des bâtiments et autres constructions et faire le commerce de matériaux de construction ;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins avec aucun gouvernement, autorité municipale ou locale ou avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et garantir, soit avec ou sans garantie, les contrats et prêter de l'argent ou aider autrement toute personne, firme ou compagnie, ou toute personne, firme ou compagnie

To issue shares of the company in payment for the property acquired by or with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, including services rendered to the promoters in connection with the incorporation and organization of the company or for franchises, options, contracts or other rights, benefits or privileges, under the name of "Ahuntsic Nord, Limitée", with a total capital stock of twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of November, 1923.

C. J. SIMARD,
6102 Assistant Provincial Secretary.

"Builders Reserve, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1923, incorporating : Lilius Traill Oman, Annie Robertson, Mary Margaret Ramsay, clerks and residing at 160 Saint James street, Montreal, in the district of Montreal, for the following purposes :

To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate ; to sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise ; to farm any such real estate and to sell and dispose of the products thereof and generally to buy, sell and deal in all kinds of farm products ;

To lease, own and operate hotels, apartment houses, warehouses and factory flats, and generally to build, own, lease, maintain and operate all kinds of buildings to be used for any purposes, together with all forms of conveniences usual or necessary or which can be advantageously furnished or supplied in connection therewith ;

To act as agents or attorneys for the management of estates, the sale of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, debentures and other securities, and the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like and to act as agents and brokers in placing insurance ;

To construct, build, repair, alter and equip buildings and other structures and to deal in any building requisites ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any government, municipal or local authority, or with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to guarantee contracts of, either with or without security, and to lend money to or otherwise assist any such person, firm or company, or any person, firm or company building, engaged in building on or improving real

construisant, engagées dans la construction ou dans l'amélioration de propriétés immobilières, dans la province de Québec ;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, gages ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou de toutes sommes d'argent dues à la compagnie par les acheteurs ou avances faites par la compagnie aux acheteurs ou autres pour fins de construction ou autres améliorations ;

Demander, poursuivre, forcer le paiement de, recevoir et donner des décharges pour tous deniers, valeurs, contrats, stocks, parts et autres propriétés personnelles, appartenant actuellement ou devant appartenir plus tard à la compagnie ; collecter et donner des reçus pour tout intérêt et rentes, ou mortgages ou autrement, et toute assurance, argent qui pourraient être ou devenir dus à la dite compagnie, et recevoir et accorder des décharges et des quittances pour chacune ou toutes sommes qui pourraient être dues à la dite compagnie, relativement à tout principal de toutes dettes, garanti par hypothèque ou autrement ;

Garantir le paiement des argents garantis par et payables en vertu des obligations, débetures, actions, contrats, hypothèques, charges, obligations ou autres valeurs de toute compagnie ou entreprise dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété réelle ou personnelle que la compagnie croirait nécessaire ou recommandable, améliorer, administrer, louer, disposer de, rendre profitable ou autrement trafiquer de la totalité ou de toute partie de la propriété de la compagnie, et, d'une manière générale, agir comme agents ou courtiers en immeubles ;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et aliéner les actions, titres, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou exerçant un commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

Émettre des actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie entièrement acquittées et non sujettes à appel en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés foncières ou personnelles droits ou autres biens acquis par la compagnie en vertu d'aucun titre ou, ou avec l'approbation des actionnaires pour services rendus dans l'organisation de la compagnie ou autrement ;

Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou toute partie des biens et de l'entreprise de la compagnie pour telle considération et aux termes et conditions que la compagnie croira convenables et accepter de l'argent, des actions, bons, débetures, titres ou valeurs de toute autre compagnie en paiement intégral ou partiel pour iceux ;

Agir comme agents ou procureurs pour la transaction de toute affaire que la compagnie est autorisée à transiger, et pour la collection des argents, rentes, intérêts, dividendes, mortgages, bons, billets, notes et autres valeurs ;

Agir comme agents aux fins d'enregistrer, émettre, contresigner, transférer ou autrement établir et certifier l'authenticité de certificats de stock, bons, débetures et autres obligations, ou sûretés pour de l'argent de tout gouvernement, corporation municipale, commerciale ou autre corps incorporé ou autre société, sous tels termes et conditions qui pourraient être agréés ;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter des billets promissoires, lettres de change, connais-

estate in the Province of Quebec, and generally to such persons, firms or companies and upon such terms and conditions as the company may think fit ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges, to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers or others for building purposes or other improvements ;

To demand, sue for, enforce payment of, receive and give discharges for all moneys, securities, deeds, stocks, shares and other personal estate, now belonging to or hereafter to belong to the company ; to collect and give receipts for any and all rentals interest, or mortgage or otherwise, and any insurance, moneys which may be or become due to the said company, and to receive and grant discharges for and releases of any and all sums which may be due to the said company in respect of the principal of any debt whether secured by hypothec or otherwise ;

To guarantee the payment of money secured by or payable under or in respect of bonds, debentures shares, contracts, mortgages, charges, obligations or other securities of any company or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real and personal property which the company may think necessary or advisable and to improve, manage, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the company's property, and generally to act as real estate agents or brokers ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stock, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To issue fully paid up and non assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or part payment for any real or personal property, rights or other assets acquired by the company by any title or with the approval of the shareholders, for service rendered by way of promotion or otherwise ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such considerations and upon such terms and conditions as the company shall see fit and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or part payment thereof ;

To act as agents or attorneys for the transaction of any business which this company is authorised to carry on and for the collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities ;

To act as agents for the purpose of registering, issuing, countersigning, transferring or otherwise ascertaining and certifying to the genuineness of certificates of stock, bonds, debentures or other obligations or securities for money of any government, municipal, trading or other corporate body or society on such terms and conditions as may be agreed upon ;

To draw, make, accept, endorse, and execute promissory notes, bills of exchange, bills of lading,

ments, et autres effets négociables ou transférables ;

Placer et négocier les deniers disponibles de la compagnie sur telles valeurs et de la manière qui pourront être déterminées de temps à autre ;

Se joindre à tout autre individu, firme ou corporation exerçant un commerce dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, aux termes et conditions qui seront jugés convenables ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, tous biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer ;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou sont de nature à favoriser la réalisation des objets précités, sous le nom de "Builders Reserve, Limited", avec un capital total de quarante-quatre mille piastres (\$44,000.00), divisé en quatre cent quarante (440) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
6105 ALEXANDRE DESMEULES.

"Bernard Avenue Garage, Limited—Garage de l'Avenue Bernard, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de novembre 1923, constituant en corporation: Louis-Philippe Crépeau, Maurice Dugas, John Parker Callaghan, Maurice Versailles, avocats, Michael Harry Franklin, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme manufacturiers et réparateurs de voitures et de véhicules-moteurs, et exercer, à Montréal et ailleurs, le commerce de manufacturiers, réparateurs, trafiquants, en gros et en détail, importateurs, locataires de véhicules de toutes sortes et de toute description et de toutes classes, mus ou mis en opération par des chevaux, de la vapeur, de l'électricité, gazoline, air ou autre pouvoir et moyens de locomotion, et de toute ou de chaque partie d'iceux et des accessoires qui s'y rattachent et qui s'y rapportent, et de toute sorte et de tous autres moteurs, machineries, appareils, ferrures, instruments, ustensiles, accessoires, appareils, métaux, draps, tissus, peintures, huiles, vernis, pétrole, gazoline et matériaux, marchandises, articles et choses, d'une manière générale et de toutes sortes, susceptibles d'être utilisés avec les présentes ou se rapportant aux présentes, ou dans la manufacture, l'opération et l'entretien de chacune de ces choses, respectivement, ou de quelques-unes d'entre elles;

Tenir, maintenir, mettre en opération et conduire des garages, magasins, dépôts, entrepôts, et autres lieux semblables pour la garde, le nettoyage, la réparation et les soins, d'une manière générale, d'automobiles, et de chars-moteurs de toutes sortes de toute description et de toutes classes, et de tous les accessoires de toutes sortes et de toute description, louer, prendre à bail, emprunter des chars-moteurs, des camions et des automobiles de toutes sortes; conduire et transporter des passagers et de la marchandise au moyen de ces voitures, sous tels termes et condi-

and negotiable or transferable instruments ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required upon such securities and in such manner as may from time to time be determined ;

To amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company on such terms and conditions as may be deemed advisable ;

To distribute among the shareholders of the company, in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in any other company belonging to the company or which the company may have power to dispose of ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Builders Reserve, Limited", with a total capital stock of forty four thousand dollars (\$44,000.00), divided into four hundred and forty (440) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of November, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
6106 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Bernard Avenue Garage, Limited—Garage de l'Avenue Bernard, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1923, incorporating: Louis Philippe Crépeau, Maurice Dugas, John Parker Callaghan, Maurice Versailles, advocates, Michael Harry Franklin, student-at-law, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and repairers of carriages and motor vehicles and carry on at Montreal and elsewhere the business of manufacturers and repairers of and dealers both wholesale and retail in and importers and hirers of vehicles of all kinds, description and classes and whether drawn or operated by horses, steam, electric, gasoline, air or other power and means of locomotion and of all and any parts thereof and of the accessories thereof and thereto of all and every kind, and of all motors, machinery, gear, fittings, implements, utensils, appliances, apparatus, metals, cloths, textiles, paints, oils, varnishes, petrol, gasoline and materials, goods, articles and things generally of any and every kind capable of being used therewith or in connection therewith or in the manufacture, operation and maintenance thereof respectively or of any thereof;

To keep, maintain, operate and manage garages, storehouses, storerooms, warehouses and other like places for the safekeeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor cars of all and every kind, description and class and of all the accessories thereof and thereto of any and every kind and description, and to rent and lease and hire motor cars, trucks and automobiles of all kinds, carry and transport passengers and freight in same upon such terms and conditions as the company may consider advisable and carry on the business of a taxi-cab,

tions que la compagnie jugera raisonnables, et faire affaires comme compagnie de taxis, transport, livraison et de transfert;

Faire affaires comme marchands de, manufacturiers, loueurs, locataires, réparateurs, dépositaires, garagiers d'automobiles, de moteurs, d'aéroplanes, ballons, avions et machines volantes de toutes sortes, soit plus lourds que l'air ou autrement, mus mécaniquement ou autrement, soit pour des fins commerciales, militaires, navales, scientifiques ou autres, et tous moteurs, appareils, parties constituantes, accessoires, ferrures, instruments, ustensiles, accessoires, appareils, lubrifiants, solutions et toutes choses susceptibles d'être utilisés avec iceux, ou dans leur manufacture, maintien et opération, respectivement, ou dans l'entretien de tous hangars, travaux, plans inclinés ou surfaces, adaptés aux usages relatifs à ci-dessus, et comme ingénieurs, pour la mécanique et l'aéronautique, ingénieurs, électriciens, ingénieurs en électricité, voituriers, aéronautes, manufacturiers de pneus, charrons, fondeurs, fabricant de tuyaux, galvanisateurs, laqueurs, recuiseurs, émailliers, ouvriers en galvanoplastie, peintres et manufacturiers de vernis, et faire le commerce de produire, accumuler, manufacturer, distribuer, trafiquer de et fournir de l'électricité dans le district de Montréal, de la vapeur, du gaz, du pétrole et autre énergie, aux fins de produire de la force motrice ou de la lumière ou autrement, et manufacturer, et trafiquer de toutes sortes d'appareils et de choses requises pour ou susceptibles d'être utilisées relativement à telle génération, accumulation, manufacture, distribution et fourniture; mais le pouvoir d'agir comme ingénieurs, tel que décrit ci-dessus, n'inclura pas le droit d'exercer les fonctions d'ingénieurs civils telles que définies dans le paragraphe D, article 5116, S. R. P. Q., 1909;

Agir comme manufacturiers, courtiers, agents, agents à commission, agents de camionnage, arrimeurs, gardiens de quais, gardiens d'entrepôts et expéditeurs et messagers par terre et par mer;

Acquérir par achat, échange, bail ou par tout autre titre légal, et posséder et détenir, vendre, hypothéquer, louer, sous-louer, aliéner ou autrement disposer de, ou rendre profitables des terrains, édifices, facilités, tenements et héritages et tous droits s'y rattachant et s'y rapportant, de toute manière et de toute description, et généralement faire affaires comme compagnie d'immeubles dans toutes ses branches;

Modifier, améliorer, embellir, démolir, enlever et autrement trafiquer d'édifices appartenant à ou en possession de la compagnie et bâtir, ériger et construire des édifices sur les terrains possédés ou détenus par la compagnie, ou dans lesquels la compagnie est intéressée, et maintenir, réparer, gérer, administrer et mettre en opération des édifices possédés ou détenus par la compagnie, et les louer, les sous-louer, les hypothéquer, les vendre ou autrement en disposer, et accorder, louer, sous-louer, hypothéquer des chambres, bureaux ou des appartements dans ces édifices sous tels termes et conditions qui pourront être agréés, et fournir à et pourvoir les locataires et autres de lumière, de chaleur, pouvoir, services, messagers, téléphone, chambres de toilette, élévateurs, salles de rafraichissements et salles d'attente, et tous autres services et avantages ordinaires ou nécessaires, et faire généralement le commerce de construire, posséder, louer, maintenir et administrer des maisons de rapport, des bureaux et autres édifices;

Faire affaires comme agents d'immeubles, ex-

transport, delivery and transfer company;

To carry on the business of dealers in, manufacturers, letters, hirers, repairers, storers and warehousemen of automobiles, motors, aeroplanes, balloons, airships and flying machines of all kinds, whether heavier than air or otherwise, and whether propelled by mechanical power or not, and whether for commercial, military, naval, scientific or other purposes, and all motors, machinery, gear, component parts, accessories, fittings, implements, utensils, appliances, apparatus, lubricants, solutions and all things capable of being used therewith or in connection therewith, or in the manufacture, maintenance and working thereof respectively, or in the maintenance of any sheds, works, inclines or surfaces adapted for use in connection therewith, and also the business of mechanical and aeronautical engineers, electricians, electrical engineers, carriers, aeronauts, tire manufacturers, wheel-wrights, futers, founders, tubemakers, galvanizers, japanners, annealers, enamellers, electroplaters, painters and varnish manufacturers, with the businesses of generating, accumulating, manufacturing, distributing, dealing in and supplying electricity in the district of Montreal, steam, gas, petrol and other energy for the purposes of motive or lighting power or otherwise and manufacturing and dealing in all kinds of apparatus and things required or capable of being used in connection with such generation, accumulation, manufacture, distribution and supply; but the power to act as engineers, as herein set out, shall not include the right to exercise the fonction of civil engineers as defined in par. D. Art. 5116 R. S. P. Q., 1909;

To act as factors, brokers, agents, commission agents, cartage agents, stevedores, wharfingers, warehousemen and forwarders and carriers by land and water;

To acquire by purchase, exchange, lease or by any other legal title and to own, hold, sell, hypothecate, lease, sublet, alienate or otherwise dispose of or turn to account lands, buildings, easements, tenements and hereditaments and rights therein and thereunto of every kind and description, and generally to carry on the business of a real estate company in all its branches;

To alter, improve, embellish, demolish, remove and otherwise deal with buildings, owned or held by the company, and to build, erect and construct buildings on lands owned, leased or held by the company or in which the company is interested, and to maintain, repair, manage, superintend and operate buildings owned or held by the company, and to lease, sublet, hypothecate, sell or otherwise dispose of the same, and to grant, lease or sublet rooms, offices or apartments therein, upon such terms and conditions as may be agreed upon, and to provide for and supply to tenants and others light, heat, power, attendance, messengers, telephone, lavatories, elevators, refreshments and waiting rooms, and all other conveniences and advantages usual or necessary, and generally to carry on the business of building, owning, leasing, maintaining and operating apartment houses, offices and other buildings;

To carry on business as real estate agents,

perts, évaluateurs, courtiers en immeubles, entrepreneurs et constructeurs, et faire affaires comme agents, agent général d'affaires, comprenant la conduite de recherches, évaluations, ventes, échanges et autres choses semblables, et négocier des baux et toutes autres formes de contrats se rapportant à l'immeuble, garantir le paiement des rentes par les locataires à qui la compagnie pourrait louer ses propres propriétés ou celles de ses clients ou de ses pratiques ou quelques parties d'icelles, et charger et collecter telles commission, et recevoir telles compensations et tels services, soit en argent ou en garantie de toute autre compagnie, ainsi que la compagnie pourra le juger raisonnable et recommandable;

Exercer tout autre commerce d'une nature financière, commerciale ou manufacturière, de toutes sortes, que la compagnie jugerait susceptible d'être exercé convenablement avec son commerce, ou calculé pouvoir augmenter la valeur ou rendre profitable chacune des propriétés et droits de la compagnie, directement ou indirectement, ou que la compagnie jugerait à propos d'exercer;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder, construire, développer et mettre en opération des usines à vapeur, électriques, hydrauliques et à air comprimé, pour produire de la chaleur, de la lumière et du pouvoir à l'usage de la compagnie, en rapport avec chacune de ses opérations, et en disposer le surplus non requis, pour telle opération, et, relativement à ci-dessus, construire toute telle digue, écluses, réservoirs, cours d'eau, édifices et autres constructions qui pourraient être nécessaires au parfait achèvement de tels travaux, ou d'aucun d'entre eux, et faire tous contrats et arrangements pour fournir la lumière, la chaleur et le pouvoir que la compagnie jugerait à propos de fournir, pourvu toutefois que toutes ventes, transmission ou distribution de pouvoir électrique, hydraulique ou autre, en dehors des terrains de la compagnie, soient sujetes aux règlements locaux et municipaux à ce sujet; et l'exercice de ce commerce sera confiné dans les limites du district de Montréal;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement et posséder et détenir, améliorer, utiliser chacun et tous terrains, droits et concessions, sites de manufactures, terrains à charbon, des mines, des minéraux et des droits miniers, des terrains à minerais et des droits, des lots riverains, des minéraux et des droits miniers et des terrains minéraux et des droits, des chutes d'eau, des privilèges ou concessions riveraines et tous pouvoirs, droits et intérêts qui s'y rattachent, des terres à bois, des limites et des licences et d'autres propriétés immobilières et mobilières, et des droits, de toute nature que ce soit, qui pourraient être utiles à la compagnie relativement à aucune branche de son commerce, et y ériger, entretenir et mettre en œuvre tous édifices, manufactures, entrepôts secs et frigorifiques, des magasins, des cours, des usines pour faire le minage, la manipulation et le traitement du charbon et de l'huile, des cours à charbon et tous édifices et usines, de quelque nature que ce soit, qui pourraient être utiles en rapport avec aucune des branches du commerce exercé par la compagnie, et acquérir, utiliser toute propriété mobilière que la compagnie jugerait nécessaire d'utiliser;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat, bail ou autrement, et exercer, exécuter et avoir la jouissance de toute licence, pouvoir, autorité, franchise, concession, droits ou privilèges que tout gouvernement, autorité,

experts, valuator, realty brokers, contractors and builders, and do a general estate agency business, including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchange and the like and negotiate leases and all other forms of contract in respect of real estate, to guarantee the payment of rentals by lessees to whom the company may lease its own or its clients, and customers' properties or any part thereof, and to charge and collect such commissions and receive such compensations for such services, either in cash or securities of any other company as this company may consider proper and advisable;

To carry on any other business of a financial, commercial or manufacturing nature of any kind whatsoever, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights or which the company deems advisable to carry on;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to own, construct, develop and operate steam, electric, hydraulic and compressed air plants for the purpose of generating heat, light and power for the uses of the company in connection with any of its operations, and to dispose of any surplus of the same not required for such operation, and in connection therewith to erect all such dams, sluices, reservoirs, watercourses, buildings and other constructions, as may be necessary for the proper completing of such works, or any of them, and to enter into all and any contracts and agreements for the supply of heat, light and power that the company may deem proper, provided, however, that any sale, transmission or distribution of electric, hydraulic or other powers beyond the lands of the company shall be subject to local and municipal regulations in that behalf, and the exercise of the business of electricity shall be confined to the district of Montreal;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to own and hold, improve, utilize all and any lands, rights and concessions, factory sites, coal lands, mines, minerals and mining rights, are lands and rights, water lots, minerals and mining rights, are lands and rights water lots, water falls, water privileges or concessions and powers and rights and interest therein, timber lands, limits or licences and other immovables and real properties and rights of any nature whatsoever that may be useful to the company in connection with any of its business, and to erect thereon, maintain and operate all and any buildings, factories, cold and dry storage plants, warehouses, yards, plants for mining, handling and treating coal and oil, coal yards and any other buildings and plants of any nature whatsoever that may be useful in connection with any of the businesses carried on by the company and to acquire and employ any movable which the company deems advisable;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, lease or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or

ou toute corporation, ou autre corps public, pourraient être autorisés à accorder, et les payer, aider à, et contribuer à leur mise en opération, appliquer, approprier, ou autrement faire usage d'aucune des actions de la compagnie, des bons et des biens aux fins de, ou pour le paiement, soit en tout ou en partie, des frais, charges et dépenses s'y rapportant;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement et se charger de la totalité ou de toute partie de l'entreprise, des affaires, propriétés, biens ou responsabilités de toute personne, société ou compagnie, exerçant un commerce semblable à ou un commerce que cette compagnie est autorisée à exercer;

Faire des conventions pour le partage des profits, l'amalgamation, consolidation ou l'union des intérêts, la coopération, les aventures conjointes, les concessions réciproques, l'administration des affaires de, et la conduite du commerce de la compagnie, ou autres arrangements de même nature, avec toute compagnie ou compagnies, ou toute personne exerçant ou engagées dans, ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans tout commerce semblable, dans lequel cette compagnie est autorisée à s'engager ou qu'elle a le droit d'exercer, et prendre toutes telles mesures ou procédures, et faire toutes telles autres affaires et choses nécessaires ou recommandables pour réaliser et donner effet à tels arrangements, ou à quelques-uns d'entre eux;

Souscrire à, acheter, prendre en échange ou en paiement de, ou autrement acquérir, détenir ou posséder, et, comme détenteurs, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de détenteurs et propriétaires de ces choses, recevoir et distribuer, comme profits, les dividendes et les intérêts qui en dérivent, et garantir, vendre avec ou sans garantie, et vendre et disposer de, et trafiquer de parts, bons, débetures, actions-obligations, et autres valeurs de toute autre compagnie, ou compagnies, poursuivant des fins et des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant tout commerce susceptible d'être exercé de manière à favoriser la compagnie directement ou indirectement, et établir, promouvoir ou autrement aider toute telle autre compagnie ou compagnies;

Placer les fonds disponibles de la compagnie de telle manière qui, de temps en temps, pourrait être fixée;

Émettre des actions libérées, des bons, débetures, actions-obligations, ou autres valeurs, pour le paiement total ou partiel de toute propriété, réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, propriété ou autres droits, bail, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, licences ou concessions, que cette compagnie pourrait acquérir, et aussi, avec l'approbation des actionnaires, en paiement de services rendus à la compagnie dans son organisation ou autrement, et émettre des parts totalement libérées, des débetures, des actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie, en paiement partiel ou total des actions, des bons, débetures, actions-obligations, ou autres valeurs, de toute autre compagnie faisant un commerce semblable ou se rapportant au commerce de cette compagnie;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de, ou trafiquer de chacun ou de tous les biens, de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, pour telle considération que la compagnie jugerait raisonnable et, particulièrement, pour des parts, bons, débetures, actions-obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie;

any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to apply, appropriate or otherwise make use of any of the company's shares, bonds and assets towards or for the paying, either in whole or in part, of the costs, charges and expenses incidental thereto;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on a like business which this company is authorized to carry on;

To enter into any agreements for sharing of profits, amalgamation, consolidation or union or interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions, management of the affairs of, carrying on the business of the company, or other arrangements of a like nature with any person or company or companies carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any like business which this company is authorized to engage in or carry on, and to take all such steps and proceedings and to do all such matters and things as may be necessary or expedient to carry out and give effect to such agreements or any of same;

To subscribe for, purchase, take in exchange or in payment or otherwise acquire, hold and own, and while holding same to exercise all the rights, powers and privileges of holders and owners thereof, receive and distribute as profits the dividends and interests thereon and to guarantee, sell, with or without guarantee, and otherwise dispose of, deal in the shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company or companies having purposes and objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly to benefit this company and to establish, promote or otherwise assist any such other company or companies;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To issue paid up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, movable or immovable, property or other rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, licenses or concession, which this company may lawfully acquire, as also, with the approval of the shareholders, in payment of services rendered to the company by way of promotion or otherwise, and to issue fully paid shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company;

To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of or deal with all or any of the assets, property, rights or undertaking of the company, for such consideration as the company may think proper, and in particular for shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies ayant des relations avec la compagnie, et garantir l'exécution de contrats ainsi que l'exécution de toutes obligations ou entreprises de toute autre personne ou compagnie dans laquelle cette compagnie est intéressée, comprenant le paiement de dividendes, de l'intérêt sur les bons, débetures, actions-obligations ou autres garanties, mortgages ou engagements de toute telle compagnie ou personne; et accepter comme garantie, tels prêts, et garantir toutes valeurs qui pourraient être offertes par telle compagnie ou telle personne comprenant des actions, bons, débetures, actions-obligations, mortgages, hypothèques, liens, ou autres garanties de telles autres compagnies, ou par, ou sur la propriété de telles personnes ou compagnies;

Tirer, faire, accepter, endosser et émettre des billets promissoires, des lettres de change, mandats, valeurs, sous la Loi des Banques, et autres instruments négociables ou transférables;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature, en espèces, ou autrement, ainsi qu'il pourrait en être résolu, au moyen de dividendes, boni ou de toute autre manière jugée recommandable, toute propriété ou tous biens de la compagnie, ou tous revenus provenant de la vente ou de la disposition de toute propriété de la compagnie, et, particulièrement, toutes actions, débetures, actions, obligations ou autres valeurs de, ou dans toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont elle peut avoir le droit de disposer;

De temps en temps, faire chacun ou plusieurs des actes et des choses décrites dans les présentes, soit seuls ou conjointement avec d'autres, et soit comme principaux, agents, entrepreneurs, ou par l'intermédiaire de commissaires, agents, entrepreneurs, ou autrement, et exercer et jouir de tous tels droits ou privilèges, et faire tous tels autres actes et choses comme se rapportant à, ou favorisant la réalisation des objets ci-dessus, ou de quelques-uns d'entre eux, et aussi, conduire toute autre affaire d'une nature quelconque ayant quelques relations avec les objets exposés ci-dessus, sous le nom de "Bernard Avenue Garage, Limited"—Garage de l'Avenue Bernard, Limitée", avec un capital total de trois cent mille piastres (\$300,000.00), divisé en douze mille parts (12,000), de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
6103 ALEXANDRE DESMEULES.

"Kerhulu, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1923, constituant en corporation: Joseph Kerhulu, pâtissier, Charles-Edmond Taschereau et Claude Taschereau, notaires, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail comme épicier, boulanger, boucher, confiseur et charcutier;

Faire et fabriquer la confiserie, charcuterie, le pain et autres produits alimentaires;

Acquérir, louer ou échanger, en tout ou en partie, les crédits, l'achalandage, les propriétés mobilières et immobilières, et autres droits et intérêts appartenant à des compagnies constituées en corporation, des sociétés et individus;

To lend money to persons or companies having dealings with the company, and guarantee the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertaking of any other company or person in which the company is interested, including the payment of dividends, interests on bonds, debentures, debenture stock or other securities, mortgages or liabilities of any such company or persons; and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or person, including shares, bonds, debentures, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies or of or upon the property of such persons or companies;

To draw, make, accept, endorse and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, securities under the Bank Act, and other negotiable or transferable instruments;

To distribute amongst the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, as may be resolved, by way of dividend, bonus or in any other manner deemed advisable, any property or assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of or in any other company belonging to this company or which it may have power to dispose of;

From time to time to do any one or more of the acts and things herein set forth, either alone or in conjunction with others and either as principals, agents, factors or by or through trustees, agents, factors, or otherwise, and to exercise and enjoy all such rights and privileges, and to do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, as also to carry on any business whatsoever having reference to the objects hereinabove set out, under the name of "Bernard Avenue Garage, Limited—Garage de l'Avenue Bernard, Limitée", with a total capital stock of three hundred thousand dollars (\$300,000.00), divided into twelve thousand (\$12,000) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of November 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
6104 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Kerhulu, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1923, incorporating: Joseph Kerhulu, confectioner, Charles Edmond Taschereau and Claude Taschereau, notaries, all three of the City of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of grocers, bakers, butchers, confectioners, and meat-dealers;

To make and manufacture confectionery, prepared meats, bread and other food stuffs;

To acquire, lease or exchange, in whole or in part, the credits, goodwill, movable and immovable property and other rights and interests belonging to incorporated companies, partnerships and individuals;

Acquérir, posséder, louer, donner à bail, vendre, échanger ou hypothéquer des propriétés mobilières et immobilières pour les fins du dit commerce;

Acheter, accepter en paiement, posséder ou vendre des actions dans d'autres compagnies constituées en corporation;

Promouvoir, ou aider à promouvoir, toutes compagnies ou corporations faisant un genre d'affaires semblable, en tout ou en partie, à celui de cette compagnie ou constituées dans le but d'acquérir l'achalandage de la compagnie, ou toute partie d'icelle, et organiser d'autres compagnies semblables;

Vendre, louer, engager, céder et transporter la totalité, ou aucune partie des biens, droits, franchises, clientèle, licence de la compagnie à toute autre compagnie, exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et en paiement d'iceux accepter de l'argent, des actions, obligations ou autres valeurs de cette compagnie ou de toutes autres compagnies, d'individus ou sociétés;

Se fusionner avec toute autre compagnie exerçant un commerce semblable, ou toute autre se rapportant au commerce de la compagnie, et acquérir d'aucune manière les biens, franchises, contrats et industries de toute autre compagnie et les payer soit en argent, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Promouvoir toute autre compagnie subsidiaire, semblable ou quasi-semblable et en devenir actionnaire;

Acquérir par achat ou autrement les biens, achalandage, clientèle et les droits de toute autre compagnie ou individu exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie ou s'y rapportant individuellement, engager les biens, droits et débetures de la compagnie et en général faire tous actes et choses nécessaires ou convenables aux objets susdits de la compagnie;

Emprunter, sur le crédit de la compagnie, telle ou telles sommes qui lui seront nécessaires pour les fins de son industrie, hypothéquer, pour garantir tel ou tels emprunts, tout ou partie de son actif, ses immeubles, ses dettes actives, achalandage, émettre des bons ou débetures et pour garantir telle émission, hypothéquer ou donner en gage ou nantissement, suivant le cas, en faveur de un ou plusieurs fiduciaires tout ou partie de ses immeubles, crédits, achalandage;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires et utiles pour l'accomplissement des fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Kerhulu, Limitée", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
6115 ALEXANDRE DESMEULES.

"Citadel Brick, Ltd—Brique Citadelle, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de novembre 1923, constituant en corporation: George Parent, Paul Taschereau, avocats, Alida Chouinard, Germaine L'Heureux, sténographes, tous de la cité de Québec, province de Québec, pour les fins suivantes :

To acquire, possess, lease, let, sell, exchange or hypothecate movable and immovable property for the purposes of the said business;

To buy, accept in payment, possess or sell shares in other incorporated companies;

To promote or assist in promoting any companies or corporations carrying on a business similar in whole or in part to that of this company or incorporated for the purposes of acquiring the goodwill of the company or any part thereof and to organize other similar companies;

To sell, lease, pledge, assign and transfer the whole or any part of the property, rights, franchises, clientele, license of the company to any other company carrying on a business similar to that of this company and, in payment thereof, to accept cash, shares, bonds or other securities of this company or of any other company, individual or partnership;

To amalgamate with any other company carrying on a similar business or any industry connected with the business of the company and to acquire in any manner the property, franchises, contracts and business of any other company and to pay for the same in cash, debentures or other securities of the company;

To promote any other subsidiary company, similar or quasi-similar, and to become a shareholder therein;

To acquire by purchase or otherwise the property, goodwill, clientele and rights of any other company or individual carrying on a business similar to that of the company or individually connected therewith, to pledge the property, rights and debentures of the company and generally do all acts and things necessary or convenient for the above purposes;

To borrow on the credit of the company such sum or sums as may be necessary for the purposes of its business, to hypothecate, as the security for such loans, the whole or part of its assets, immovables, credits, goodwill, issue bonds or debentures and, for the guarantee of such issue, to hypothecate, mortgage, or pledge, as the case may be, in favor of one or several trustees, the whole or part of its immovables, credits, goodwill;

And without limiting the generality of the above powers, to do all acts and things and matters which may be deemed necessary and useful for the attainment of the purposes for which the said company is incorporated, under the name of: "Kerhulu, Limitée", with a total capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
6116 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Citadel Brick, Ltd—Brique Citadelle, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1923, incorporating: George Parent, Paul Taschereau, barristers-at-law, Alida Chouinard, Germaine L'Heureux, stenographers, all of the city of Quebec, in the Province of Quebec, for the following purposes:

Acquérir des terrains, et dépôts d'argile, de glaise et autres minéraux, des édifices et de la machinerie ;

Miner et extraire de l'argile et de la glaise et autres minéraux ;

Manufacturer de la brique, des tuiles et des blocs pour pavage, matériaux à l'épreuve du feu, conduites vitrifiées, tuyaux d'égouts, conduites électriques, brique éprouvée par les acides, ciment et tous autres produits semblables ;

Vendre, et distribuer ces choses par les voies de transport publiques ou par des véhicules ou des vaisseaux possédés par la compagnie ;

Posséder et mettre en opération des chemins de fer ou des lignes de tramways sur la propriété de la compagnie et pour les fins de son commerce ;

Posséder et exploiter des vaisseaux dans toutes les eaux navigables ;

Construire et posséder des quais sur le Saint-Laurent ;

Construire et posséder des digues et autres travaux nécessaires pour développer des pouvoirs d'eau et autres pouvoirs, et, d'une manière générale, construire et acquérir tout ouvrage ou propriété nécessaire aux opérations de la compagnie ;

Acheter et vendre, et faire le commerce de brique, pierre, ciment et autres matériaux de construction ;

Avoir, posséder, ériger, acquérir par achat ou autrement, et utiliser, mettre en opération, et entretenir des manufactures, des moulins, magasins, entrepôts, maisons d'habitation, boutiques, fourneaux, machines, travaux et accessoires nécessaires pour le commerce de la compagnie, et les vendre, les louer, les aliéner, les échanger ou les remplacer ;

Acquérir par achat ou autrement toute propriété réelle ou personnelle, libertés, droits ou privilèges qui pourraient être nécessaires pour les fins de la compagnie et en disposer de quelque manière que ce soit ;

Agir comme agents pour toute compagnie, corporation, firme ou individu exerçant aucune des branches du commerce ou des entreprises ci-dessus mentionnées ;

Faire affaires comme contracteurs généraux et, sans limiter tels pouvoirs, faire des contrats pour l'érection de bâtisses de toutes sortes, des chemins de fer, des lignes de téléphone, télégraphe et pour lumière électrique, et fournir des matériaux de toutes sortes pour être utilisés en rapport avec l'exécution de tout contrat fait ou entrepris par la compagnie ; et aussi, faire des contrats pour l'installation de la plomberie, de gaz et d'appareils pour l'électricité, des lignes de téléphone ou de télégraphe et, d'une manière générale, pour l'installation de toutes sortes d'appareils et d'équipements en rapport avec toutes sortes d'édifices ;

Faire usage de, manufacturer, produire de l'électricité, du charbon, du gaz, de l'huile ou de l'électricité, pour la production de chaleur, lumière ou pouvoir pour les fins de la compagnie, avec l'autorisation de vendre ou autrement disposer de tout surplus non requis, et fournir ce surplus de lumière, chaleur ou pouvoir à toute personne ou corporation dans les comtés de Montmorency, Charlevoix, Portneuf et dans la cité de Québec, sous tels termes qui pourraient être établis, pourvu que les pouvoirs ci-dessus, quand ils seront exercés en dehors de la propriété de la compagnie, soient sujets à toutes les lois et règlements provinciaux et municipaux qui s'y rapportent ;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir, et faire usage de, posséder, opérer et introduire, et vendre, céder ou autrement disposer de toutes marques de commerce,

Acquire land, shale and clay or other mineral deposits, buildings and machinery ;

Mine and recover shale, clay or other mineral ;

Manufacture brick, tile, paving blocks, fire proofing, vitrified conduits, drain pipe, electric conduits, acid proof brick, cement and all other similar products ;

Sell and deliver same either by public conveyance or by vehicle or vessels owned by the company ;

Own and operate railways or tram lines on the property of the company and for the purposes of its business ;

Own and operate vessels on any navigable waters ;

Build and own wharves on the Saint Lawrence ;

Build and own dams and other necessary works, to develop water or other power, and generally construct and acquire all work of property necessary to the operation of the company ;

Buy and sell and deal in brick, stone, cement and other building materials ;

To have, own, erect, acquire by purchase or otherwise and to use, operate and maintain manufactures, mills, stores, warehouses, dwelling houses, shops, furnaces, machinery, works and appliances necessary for the company's business, and to sell, lease, dispose of, exchange or replace the same ;

To acquire by purchase or otherwise any property real or personal, liberties, rights or privileges, which may be necessary for the purposes of the company and to dispose of the same in any manner ;

To act as agents for any company, corporation, firm or person carrying on any of the business or undertakings heretofore mentioned ;

To carry on business as general contractors and, without limitation to such powers, to contract for the erection of buildings of any kind, railroads, telephone, telegraph or electric light lines, and to supply the materials of any and every kind to be used in connection with the fulfilment of any contract made or entered into by the company ; and also to contract for the installation of plumbing, gas or electrical fixtures, telephone or telegraph lines, and generally to contract for the installation of any sort of fixtures or equipment used in connection with buildings of any kind ;

To use, manufacture, produce steam, coal, gas, oil or electricity for the production of heat, light or power for the purpose of the company, with power to sell or otherwise dispose of any excess not required and to supply the same for light, heat or power purposes to any person or corporation in the Counties of Montmorency, Charlevoix, Portneuf, and the City of Quebec, on such terms as may be agreed upon, provided that the foregoing powers, when exercised outside the property of the company, shall be subject to all provincial and municipal laws and regulations on that behalf ;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire and to hold, use, own, operate and introduce, and to sell, assign, or otherwise dispose of any trade marks, trade names, designs,

raisons sociales, dessins, brevets, inventions, améliorations et procédés, utilisés relativement à, ou obtenus par lettres patentes, dans la Puissance du Canada ou ailleurs, ou autrement rendre profitables toutes telles marques de commerce, raisons sociales, dessins, brevets, procédés et autres choses semblables, ou toute telle propriété ou droits;

Détenir, acheter ou autrement acquérir et vendre, et autrement disposer de parts ou bons de toute autre compagnie poursuivant des fins totalement ou partiellement semblables à celles de cette compagnie, ou exerçant un commerce susceptible d'être conduit de manière à favoriser la compagnie, directement ou indirectement;

Vendre ou disposer de la totalité de l'entreprise, des biens ou propriété de la compagnie, pour telle considération que la compagnie jugera raisonnable et, particulièrement, pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie poursuivant des fins totalement ou partiellement semblables à celles de cette compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies;

Acquérir comme une industrie active, ou autrement se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens, propriété et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou pouvant avoir de la valeur pour la compagnie, et émettre des actions libérées ou partiellement libérées de cette compagnie en considération totale ou partielle pour icelles ou pour toute autre propriété ou droits acquis par la compagnie;

Accepter en paiement de toutes dettes envers la compagnie, du stock, des actions, bons, débetures ou autres valeurs de toute compagnie;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que chacune des choses ci-dessus décrites ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables; faire tous actes, exercer tous pouvoirs ser apportant à la bonne réalisation des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et nécessaires pour permettre à la compagnie de réaliser ses entreprises d'une manière profitable;

Emettre, en paiement ou partie de paiement pour ces propriétés, des actions totalement acquittées, des bons, des débetures ou d'autres valeurs de la compagnie;

Etablir ou entretenir ou aider à l'établissement et à l'entretien d'associations, d'institutions, fonds et choses de nature à profiter aux employés ou aux ex-employés de la compagnie (ou ses prédécesseurs en affaires) ou les personnes dépendantes ou alliées à ces dits employés, et administrer, investir, et négocier des fonds, souscriptions et autres paiements faits pour ou en faveur d'employés ou ex-employés, ou d'associations composées d'employés ou d'ex-employés, et accorder des pensions et allocations et faire des paiements dans un but d'assurance, et souscrire ou garantir des fonds pour des fins charitables ou de bienfaisance,

patents, inventions, improvements and processes, used in connection with or secured under Letters Patent of the Dominion of Canada, or elsewhere, or otherwise turn to account any such trade marks, trade names, designs, patents, licenses, processes and the like, or any such property or rights;

To hold, purchase or otherwise acquire, and to sell, or otherwise dispose of shares or bonds of any other company having objects wholly or in part similar to those of this company, or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To sell or dispose of the whole or any part of the undertakings, assets, or property of the company for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company;

To acquire and take over as a going concern or otherwise or undertake the whole or any part of the business, assets, property and liabilities of any person or company carrying on business which this company is authorized to carry on, or might be of value to the company and to issue paid up or partially paid up shares of this company in consideration or part consideration therefore or for any other property or rights acquired by the company;

To accept in payment of any debt due to the company, stock, shares, bonds, debentures or other securities of any company;

To carry on any other business (manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above specified business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights, and to do all acts and exercise all powers incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated and necessary to enable the company to profitably carry on its undertakings;

To issue in payment of the properties or part payment therefore fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to manage, invest and deal in funds, subscriptions and other payments made by or on behalf of employees or ex-employees or of associations composed of employees or ex-employees and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any

ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de tel gouvernement ou de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer, sous le nom de "Citadel Brick, Ltd—Brique Citadelle, Ltée", avec un capital total de un million quatre cent mille piastres, (\$1,400,000.00) divisé en mille quatre cents (1,400) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
6107 C.-J. SIMARD.

"Club Social Belgo-Canadien, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de novembre 1923, constituant en corporation: Henri Hieguet, tailleur pour dames, Ernest Bousekel, vendeur, Guillaume Sondyms, mécanicien, Hervé Dumontet, commis, Alexandre Terreault, mécanicien, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Resserrer les liens d'amitié des races; à cet effet, tenir tout club, toute maison de pension et être autorisés à obtenir toutes licences possibles sous les lois de la province et particulièrement sous la loi des liqueurs alcooliques;

Être autorisés à louer ou acheter tout immeuble à ces fins, à les hypothéquer;

Etablir et tenir tout commerce, et spécialement le débit de tabac à ces fins, sous le nom de "Club Social Belgo-Canadien, Limitée", avec un capital total de deux mille cinq cents piastres (\$2,500.00), divisé en deux mille cinq cents (2,500) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
6109 ALEXANDRE DESMEULES.

"Multigraphing & Printing Service, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de novembre 1923, constituant en corporation: Francis Jeffrey Cockburn, comptable, de la cité de Westmount, David Fred Marcovitch, sténographe officiel, Francis Mackay Raphael, gérant, Edwin Peel, comptable licencié, et Adolphe Gardner, avocat, de Montréal, tous du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce, d'une manière générale, d'imprimeurs, multigraphes, miméographes, sténographes publics et officiels, annonceurs, lithographeurs, stéréotypeurs, électrotypeurs et marchands de tous articles et choses d'un caract-

exhibition or for any public, general or useful object;

To enter into any arrangements with any government, authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions, under the name of "Citadel Brick, Ltd—Brique Citadelle, Ltée", with a total capital stock of one million four thousand dollars (\$1,400,000.00), divided into fourteen thousand (14,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of November, 1923.

C. J. SIMARD,
6108 Assistant Provincial Secretary.

"Club Social Belgo-Canadien, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1923, incorporating: Henri Hieguet, ladies' tailor, Ernest Bousekel, salesman, Guillaume Sondyms, machinist, Hervé Dumontet, clerk, Alexandre Terreault, machinist, all of Montreal, for the following purposes:

To promote good fellowship among races; to that end to keep any club and boarding house and to be authorized to secure any possible licenses under the laws of the Province of Quebec and particularly under the Alcoholic Liquor Act;

To be authorized to lease or buy any immovable for such purposes and to hypothecate the same;

To establish and conduct any business and particularly tobacco shops for such purposes, under the name of "Club Social Belgo-Canadien, Limitée", with a total capital stock of two thousand five hundred dollars (\$2,500.00), divided into two thousand five hundred (2,500) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of November, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
6110 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Multigraphing & Printing Service, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November 1923, incorporating: Francis Jeffrey Cockburn, accountant, of the city of Westmount, David Fred Marcovitch, official stenographer, Francis Mackay Raphael, manager, Edwin Peel, chartered accountant and Adolph Gardner, advocate, of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of printers, multigraphers, mimeographers, public and official stenographers, advertisers, lithographers, stereotypers, electrotypers, and dealers in any other articles or things of a character similar or

tère semblable ou analogue aux choses ci-dessus désignées, ou à quelques-unes d'entre elles, ou s'y rapportant ;

Faire le commerce, d'une manière générale, comme graveurs sur métal et sur étain, médailleurs, photograpeurs, bosseleurs, et faire le commerce de tous dessins et, d'une manière générale, de spécialités de toutes sortes pouvant être utilisées en rapport avec ci-dessus ;

Faire un commerce général d'annonce commerciale et de publicité, comme principaux et agents, et acquérir et exercer des franchises ou privilèges pour des fins d'annonces ou pour l'achat et la vente de droits d'annonces ; demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, inventions, dessins ou autres choses semblables, conférant un droit exclusif ou non-exclusif, ou limité, de faire usage de, ou toute information qui semblerait susceptible d'être utilisée pour les fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblerait devoir favoriser la compagnie, directement ou indirectement ;

Acheter, vendre, manufacturer, trafiquer de, opérer et faire le commerce de tous ateliers, machines, outils, matériaux, appareils et tous articles requis pour, utilisés dans, ou se rapportant à, ou qui peuvent être employés en rapport avec les arts ou affaires ci-dessus, ou avec quelques uns d'entre eux ;

Acheter, ou autrement acquérir les affaires de sténographes et multigraphes officiels ci-devant exercées par D. F. Marcovitch et F. J. Cockburn, sous la raison sociale de "Stenographic Service Regd.", et les payer en actions totalement acquittées de la compagnie ;

S'unir à, acheter, louer ou autrement acquérir toute affaire, firme, corporation ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, ou posséder et détenir des actions et des valeurs dans toute telle compagnie ;

Rémunérer toute personne pour services rendus à la compagnie ou pour toute propriété ou droits acquis par la compagnie, de telle manière que la compagnie jugera convenable et, plus particulièrement, par l'émission et la distribution d'actions, bons ou autres valeurs de la compagnie ;

Organiser une ou plusieurs compagnies afin d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété de la compagnie ou pour aucun autre objet qui paraîtra propre à profiter à la compagnie, directement ou indirectement ;

Acheter, prendre à bail, ériger, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière, ou tous droits et privilèges que la compagnie croirait nécessaires ou convenant aux fins de son commerce, et, particulièrement, tous terrains, édifices, machines, fonds de commerce, et les vendre, arrenter, louer, sous-louer et autrement en disposer, ou quelques parties d'icelles ;

Exercer tout autre commerce, soit seuls ou conjointement avec d'autres, qui pourrait être exercé convenablement par la compagnie dans l'intérêt, fins et objets ci-dessus, ou qui semblerait devoir augmenter la valeur de, ou rendre profitable chacun des intérêts et droits de la compagnie ;

Etablir des branches, si la compagnie le juge nécessaire aux intérêts de son commerce, et faire tous et chacun des actes nécessaires à ces fins ; et

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs, faire tout commerce se rapportant à, ou favorisant la réalisation, par la compagnie, des objets ci-dessus, ou de quelques-uns d'entre eux, sous le nom de "Multigraphing & Printing Service, Limited", avec

analogous to the foregoing or any of them or connected therewith ;

To carry on all or any of the businesses of metal and tin-plate printers, die-sinkers, photo-engravers, embossers and to deal in every device and generally in specialties of all kinds to be used in connection with the foregoing ;

To carry on a general commercial advertising and publicity business both as principals and agents, and to acquire and operate franchises or privileges for advertising purposes or for buying and selling of advertising rights ; to apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, inventions, designs or the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any other information which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company ;

To buy, sell, manufacture, trade, work or deal in any and all plants, machinery, tools, supplies, appliances and all articles requisite in, used or connected with, or which can be used in connection with said arts, or businesses or any of them ;

To purchase or otherwise acquire the business of official stenographers and multigraphers hitherto carried on by D. F. Marcovitch and F. J. Cockburn, under the firm name of Stenographic Service, Regd., and to pay for the same in fully paid up shares of this company ;

To amalgamate with, purchase, lease or otherwise acquire any business, firm or corporation having objects similar in whole or in part to those of this company, or to own and hold shares and securities in any such company ;

To remunerate any person for services rendered to the company, or for any property or rights acquired by the company, in such manner as the company may deem expedient, and more particularly by the issue and allotment of shares, bonds or other securities of the company ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring any or all of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly to benefit the company ;

To purchase, take on lease, erect, hire or otherwise acquire any real and personal property, and any rights and privileges which the company may deem necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any land, buildings, machines, stocks-in-trade, and to sell, rent, lease, sublet and otherwise dispose of the same or any part thereof ;

To carry on any other business either alone or in conjunction with others, which may be conveniently carried on by the company in furtherance of its purposes and objects above-enumerated, or which may be calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable, any of the company's interests and rights ;

To establish branches as the company shall deem necessary in the furtherance of its business, and to do any and all acts that may be necessary in that behalf ; and

To do all acts, exercise all powers, carry on all business incidental and conducive to the attainment by the company of the above objects, or any of them, under the name of "Multigraphing & Printing Service Limited", with a total capital

un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

6117

C.-J. SIMARD.

stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of November, 1923.

C.-J. SIMARD,

6118

Assistant Provincial Secretary.

"St. Lawrence Finance Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de novembre 1923, constituant en corporation : Charles Russell McKenzie, avocat, Francis George Bush, teneur de livres, et William Patrick Creagh, sténographe, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire le commerce de placement d'obligations, et placer dans, acheter et trafiquer de tous stocks, obligations, débetures, actions, certificats ou garanties de tout gouvernement, état, dominion, province, souveraineté ou autorité suprême, municipale, locale ou autrement, bons, débetures, parts, titres, obligations, actions ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation quelconque, publique ou privée, ou dans aucune entreprise que pourra assumer la compagnie ou que d'autres assumeront, de même que sur toute propriété mobilière ou immobilière quelconque ; placer et prêter de l'argent à intérêt, avec ou sans garantie, aussi changer ces placements, les modifier ou réaliser et replacer de la manière précitée l'argent dont la compagnie disposera en aucun temps ;

Faire affaires comme épargnistes, capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers et agents, entreprendre, exploiter et exécuter tous genres d'opérations financières, commerciales, foncières, mercantiles et autres, exercer aucun autre commerce qui paraîtra propre à être convenablement exercé en rapport avec aucun de ces objets, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur de la propriété de la compagnie de la rendre profitable, ou d'en faciliter la réalisation ;

Souscrire à, garantir, acheter, prendre ou autrement acquérir, et détenir, comme principal ou agent, et absolument comme propriétaire ou au moyen de sûretés collatérales, et avoir la jouissance de, vendre, échanger, voter ou autrement trafiquer de stock, bons, débetures et autres sûretés de tout gouvernement, municipalité, corporation scolaire, industrielle, financière, ou autre corporation ou compagnie, et émettre des actions libérées en paiement partiel ou total du prix d'achat pour tout stock, bons, débetures ou autres valeurs acquises par la compagnie ;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer, aider à promouvoir, organiser, administrer ou développer aucune corporation, compagnie, aucun syndicat, aucune aventure ou entreprise dans laquelle la compagnie peut être intéressée, ou des titres sur lesquels elle aura placés ses deniers ;

Acheter ou autrement acquérir, détenir ou autrement trafiquer de propriétés foncières et personnelles, des droits, et spécialement des terrains, bâtiments, héritages, maisons et entreprises commerciales ou industrielles, hypothèques, charges, contrats, concessions, franchises, annuités, patentes, licences, titres, polices, dettes

"St. Lawrence Finance Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1923, incorporating : Charles Russell McKenzie, advocate, Francis George Bush, bookkeeper and William Patrick Creagh, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of an investment company and to invest, buy, sell and deal in any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, province, sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise, and in bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or corporation whatsoever, whether public or private, or in any undertaking upon which the company may itself enter into or which may be entered into by others, as well as in any movable or immovable property whatsoever, and to invest and lend money at interest with security or without security, and to change, alter or realize upon any such investments and to reinvest in the manner aforesaid any moneys which may at any time be in the hands of the company ;

To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and agents and to undertake and carry on and execute all kinds of financial, commercial, real estate, trading and other operations, and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of, or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property ;

To subscribe for, underwrite, buy, take or otherwise acquire, and to hold either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security, and to enjoy, sell, exchange, vote or otherwise deal in the stock, bonds, debentures and other securities of any government, municipal, school, industrial or financial or other corporation or company, and to issue paid up shares in payment or part payment of the purchase price of any stock, bonds, debentures or other securities acquired by the company ;

To promote, organize, manage or develop or to assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking in which the company may be interested or in the securities of which it may have invested its funds ;

To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in real and personal property and rights and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchise, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts and any interest in

actives, d'aucun intérêt dans la propriété foncière ou personnelle, de réclamations à l'encontre de cette propriété ou contre aucune personne ou compagnie, de privilèges et choses en litige de toutes espèces ;

Emettre des débetures, actions hypothécaires, bons, obligations et titres de toutes sortes, les rédiger, constituer et garantir, comme on le jugera à propos, avec plein pouvoir de les faire transférables par remise, instrument de cession ou autrement, à perpétuité ou à terme, rachetables, convertibles ou autrement, les grever ou les garantir par acte de fidéicommis ou autrement sur l'entreprise de la compagnie, sur aucuns biens et droits spécifiques, présents ou futurs, de la compagnie ou d'aucune autre manière quelconque ;

Agir en qualité d'agents et courtiers pour placer, manipuler, prêter, payer, transmettre et percevoir de l'argent pour aucune personne, corporation, firme ou cour judiciaire, aussi recevoir, prendre, détenir, transférer et céder toute propriété foncière ou personnelle qu'on pourra octroyer, céder ou confier à la présente compagnie ;

Faire enquête, examen, audition et rapport, relativement aux livres, à l'état, à l'avenir, aux affaires et conditions commerciales d'aucune personne, firme ou corporation, relativement aux circonstances d'aucune maison ou entreprise mercantile, et généralement sur l'actif, les biens ou les droits ;

Agir comme agents ou procureurs pour la transaction de toute affaire, l'administration et la collection de deniers, rentes, intérêts, dividendes, mortgages, bons, billets, notes et autres valeurs ;

Fonder et sustenter, aider à établir et sustenter des associations, institutions, fonds, trusts et secours propres à profiter aux employés actuels et anciens de la compagnie, de leurs dépendants ou aux parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurances, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables, éducationnelles et bienveillantes, pour aucun objet d'utilité générale et publique, aussi établir et sustenter, aider à établir et sustenter aucune association, institution, aucun fonds, aucune fiducie pour réaliser aucun de ces objets ;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables ;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage ou les faire valoir autrement ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers et immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce ;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et en-

real or personal property, any claims against such property or against any person or company, and privileges and choses in action of all kinds ;

To issue debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities of all kinds, and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient, with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either perpetual or terminal, and either redeemable, convertible or otherwise, to charge or secure the same by trust deed or otherwise in the undertaking of the company or upon any specific property and rights, present and future, of the company, or otherwise howsoever ;

To act as agents and brokers for the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of money for any individual, corporation, firm or court of law, and to take, receive, hold, transfer and convey all property, real or personal, which may be granted, conveyed or committed to this company ;

To investigate, examine, audit and report on the books, standing, prospects, business affairs and conditions of any person, firm or corporation or on the circumstances of any business concern or undertaking and generally on any assets, property or rights ;

To act as agents or attorneys for the transaction of any business, the management and collection of moneys, rents, interests, dividendes, mortgages, bonds, bills, notes and other securities ;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit servants or ex-servants of the company or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances to such persons, and to make payments towards their insurance, and to subscribe or guarantee money for any charity or educational or benevolent object, of any public, general, or useful object, and to establish and support or aid in the establishment and support of any association, institution, fund or trust for the attainment of any such objects ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets

gagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat ;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ; garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies ;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ; et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement ;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ; et les vendre ou autrement en disposer ;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat, ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires ;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation ;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Distribuer en espèces ou autrement les biens

of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof ;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same ;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof ;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, or corporation ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined ;

To distribute in specie or otherwise, any assets

quelconques de la compagnie entre ses membres et, en particulier, les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie ;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ;

Vendre, louer, échanger la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et, particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer ;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables ;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débetures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "St. Lawrence Financial Corporation".

Le capital-actions de la compagnie consistera en cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en deux cent cinquante parts d'actions préférentielles cumulatives à huit pour cent, 8%, et deux cent cinquante parts de stock commun, toutes d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune.

Les dites actions préférentielles à huit pour cent (8%) porteront et seront sujettes aux préférences, priorités, droits, privilèges, limitations et conditions suivantes, c'est-à-dire :

1. Les détenteurs de telles actions préférentielles seront autorisés à recevoir, à même les profits de la compagnie, comme une première charge, un dividende préférentiel, cumulatif, fixe, au taux de huit pour cent (8%), et pas plus, sur le capital alors payé sur telles actions, respectivement. Le dit dividende préférentiel sera payé semi-annuellement.

2. Advenant une liquidation de la compagnie, le porteur ou les porteurs des dites actions préférentielles auront droit à ce que le surplus de la compagnie soit appliqué pour leur payer le montant versé sur les actions préférentielles détenues par eux respectivement, de même que tous arriérés de dividendes jusqu'au moment de la liquidation, déclarée ou non, mais ils ne seront pas autorisés à aucune autre participation dans un tel surplus.

of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company ;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company ;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property, or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same ;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient ;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "St. Lawrence Financial Corporation".

The capital stock of the company shall consist of fifty thousand dollars (\$50,000.00) divided into two hundred and fifty shares of eight per cent (8%) cumulative preferred stock and two hundred and fifty shares common stock, all of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The said eight per cent (8%) preferred stock shall carry and be subject to the preferences, priorities, rights, privileges, limitations and conditions following, that is to say :

1. The holders of such preferred shares shall be entitled to receive, out of the profits of the company as a first charge a fixed cumulative preferential dividend at the rate of eight per cent (8%) per annum, and no more, on the capital for the time being paid up on such shares respectively. The said preferential dividend shall be paid semi-annually.

2. That in the event of the company being wound up, the holder or holders of the said preferred shares shall be entitled to have the surplus assets of the company applied in the first place to pay to them the amount paid up on the preferred shares held by them respectively and any arrears of dividend up to the commencement of the winding up, whether declared or not, but shall not be entitled to any further participation in such surplus assets.

3. Par un vote du conseil de direction, la totalité ou toute partie du stock préférentiel de la compagnie, alors en force, pourrait être appelée et retirée par la compagnie, à chaque jour de dividende, à cent dix piastres (\$110) par part, avec les dividendes accrus jusqu'à ce jour de dividende appelé, et tous les dividendes accumulés, s'il y en a, ou achetés et retirés à ce prix, ou à tel prix moindre auquel le dividende pourra être obtenu, pourvu que tout tel rachat de parts préférentielles soit confirmé par l'émission de lettres patentes supplémentaires réduisant le capital-actions de la compagnie. Dans le cas où moins de tout le capital préférentiel existant est ainsi appelé, les directeurs détermineront, par lot, les actions préférentielles à être appelées. Le prix d'achat du stock ainsi appelé sera payable au bureau de la compagnie, dans la cité de Montréal, ou à tous autres endroits, s'il y a lieu, que le vote, faisant l'appel, spécifiera. Avis de tel appel, fixant la date de l'appel et l'endroit, ou les endroits, où le prix d'achat du stock ainsi appelé sera payable, sera adressé par la maille à chaque porteur du stock ainsi appelé, dont l'adresse est enregistrée dans les livres de la compagnie, à son adresse ainsi enregistrée, pas moins de vingt jours avant le jour de dividende pour lequel l'appel est ainsi fait. Après tel jour de dividende, les porteurs de certificats de tout stock ainsi appelé, cesseront d'avoir aucun droit aux dividendes futurs, ou autres droits ou privilèges comme actionnaires, relativement à tel stock, et n'auront droit en vertu des certificats, qu'au paiement du montant spécifié ci-dessus ;

4. Les dites actions-préférentielles ne conféreront aucun droit de vote à aucune des assemblées des actionnaires de la compagnie, soit générales ou spéciales.

Le bureau de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de novembre, 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
6123 ALEXANDRE DESMEULES.

"The Levis Shoe Factory, Ltd—La Manufacture de Chaussures de Lévis, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de novembre 1923, constituant en corporation: Joseph-Wilfrid Jean, industriel, de la cité de Lévis, William Lapointe, cordonnier, de la cité de Québec, Emery Lemieux, cultivateur, de Saint-David, Lévis, dans les buts suivants:

Fabriquer, acheter, vendre, échanger les chaussures, et tous autres objets en cuir, et faire toutes opérations de commerce nécessaires ou utiles à cette industrie;

Acquérir, vendre ou échanger tous immeubles et meubles utiles à la poursuite de cette industrie, sous le nom de "The Levis Shoe Factory, Ltd—La Manufacture de Chaussures de Lévis, Ltée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Lévis, comté de Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
6121 C.-J. SIMARD.

3. By vote of the Board of Directors all or any part of the preference stock of the company at the time outstanding may be called and retired by the company on any dividend day at one hundred and ten dollars (\$110.00) a share, together with the dividend accruing on the dividend day for which the call is made and all accumulated dividends, if any, or purchased and retired at that or any less price at which the same can be obtained, provided that any such retirement of preference shares shall be confirmed by the issue of supplementary letters patent reducing the capital stock of the company. In case less than all the outstanding preferred stock is so called, the directors shall determine by lot the preferred shares to be called. The purchase price of the stock so called shall be payable at the office of the company in the city of Montreal, or at such other places, if any, as the vote making the call shall specify. Notice of such call, stating the day for which the call is made and the place or places where the purchase price of the stock so called is payable, shall be mailed to each holder of stock so called whose address is registered on the books of the company, at his address so registered, not less than twenty days prior to the dividend day for which the call is made. After such dividend day the holders of the certificates for all stock so called shall cease to have any rights to future dividends or other rights or privileges as shareholders in respect of such stock, and shall be entitled in respect of their certificates only to the payment of the amount specified hereinabove.

4. The said preference shares shall not confer any right of voting at any meeting of shareholders of the company, whether general or special.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the province of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of November, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
6124 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The Levis Shoe Factory, Ltd—La Manufacture de Chaussures de Lévis, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the seventeenth day of November, 1923, incorporating: Joseph Wilfrid Jean, industrial, of the city of Lévis, William Lapointe, shoemaker, of the city of Québec, Emery Lemieux, farmer, of Saint David, Lévis, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, exchange boots and shoes and any other leather articles and to carry on any business transactions necessary or useful for such business;

To acquire, sell or exchange any immovables and movables useful for the pursuit of such business, under the name of "The Levis Shoe Factory, Ltd—La Manufacture de Chaussures de Lévis, Ltée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Lévis, county of Lévis, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of November 1923.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Peerless Dress Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de novembre 1923, constituant en corporation: Sam Browns, Jacob Torchin, Isaac Pollack, Phil Cohen, Boris Wigdor, marchands, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce de manufacturiers, grossistes, trafiquants, exportateurs, importateurs, distributeurs, marchands en gros et en détail de vêtements et confections pour dames, et faire le commerce de toutes sortes de choses s'y rapportant;

Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Représenter les manufacturiers, distributeurs, trafiquants, exportateurs, importateurs de vêtements et confections pour dames, à commission ou autrement;

Faire des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts ou toutes aventures conjointes de même nature, avec toutes personnes, firmes, compagnie ou compagnies que la compagnie croirait recommandables;

Souscrire à, prendre ou autrement acquérir des actions et des valeurs de toute compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, et les détenir, les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir ou se charger de la totalité des affaires, propriété et engagements de toute personne ou corporation, exerçant un commerce que la présente compagnie exerce, ou qu'elle est autorisée à exercer, et les payer totalement ou partiellement avec des actions libérées de la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire enregistrer et faire connaître la compagnie dans tous pays étrangers, et y désigner des personnes conformément aux lois des dits pays étrangers;

Prélever et aider à prélever des deniers pour toute autre compagnie ou corporation et leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, et garantir l'exécution de contrats par telle compagnie ou corporation ou par toute autre personne ou les personnes avec lesquelles la compagnie est en affaires;

Représenter la compagnie, et accepter, en faveur de la compagnie, des services dans tout procès et actions;

Adopter telles mesures, pour faire connaître

"Peerless Dress Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1923, incorporating: Sam Browns, Jacob Torchin, Isaac Pollack, Phil Cohen, Boris Wigdor, merchants, all of Montreal; for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, wholesalers, jobbers, exporters, importers, distributors, dealers, wholesale and retail of all ladies' and ready to wears, clothing and to do business in any and all other things appertaining to the same;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To represent manufacturers, distributors, jobbers, exporters, importers for all ladies' ready to wear, and clothing, on commission basis or otherwise;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests or any similar joint adventure with any persons, firms, company or companies that the company may think fit;

To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or partly similar to those of the present company, to hold, sell or otherwise dispose of the same;

To acquire or take over the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which the present company carries on or is entitled to carry on and to pay for the same wholly or partly with paid up shares of the present company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To adopt such means of making known the

les produits de la compagnie, qui seront jugées convenables et particulièrement par des annonces dans la presse, par des circulaires, par la publication de livres et de magazines et par l'octroi de prix, récompenses et donations;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière; sous le nom de "Peerless Dress Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
6119 ALEXANDRE DESMEULES.

products of the company as may seem expedient' and in particularly, by advertizing in the press, by circulars, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Peerless Dress Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of November 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
6120 Acting Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Dufferin Rest, Limited".

"Dufferin Rest, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5969, et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuvième jour de novembre 1923, changeant le nom de "Dupéré, Limited", constituée par lettres patentes, en date du neuvième jour de février 1914, sous le nom de "Dupéré, Limited", en celui de "Dufferin Rest, Limited", pour les fins suivantes:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5869 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1923, changing the name of "Dupéré, Limited", incorporated by letters patent bearing date the ninth day of February, 1914, under the name of "Dupéré, Limited", to that of "Dufferin Rest, Limited", for the following purposes:

Louer et acquérir pour eux-mêmes et leurs successeurs, par aucun titre légal et posséder et occuper comme locataires ou propriétaires respectivement, tous terrains ou bâtisses, biens mobiliers et immobiliers dans la province de Québec, aux fins d'exercer l'industrie de maisons de pension, maisons d'habitation ou maisons de rapport et l'industrie d'hôteliers, et exercer aussi l'industrie de restaurant licencié, café et buvette, conformément aux lois et règlements de la province de Québec et de la municipalité dans laquelle les dits établissements seront situés;

To lease and acquire for themselves and their successors under any legal title and hold and take possession as lessees or proprietors respectively any lands or buildings, real or movable estate in the province of Quebec, for the purpose of carrying on the business of boarding and lodging houses or apartment houses and the business of hotel keepers and also the carrying on of the business of a licensed restaurant, cafe and bar under the rules and regulations of the province of Quebec and the municipality in which such establishment would be situated;

Louer les dites bâtisses en tout ou en partie, pour l'exercice du commerce d'hôtel, de restaurant, café ou buvette, et réserver telle partie des dites bâtisses qu'ils jugeront convenable pour être occupées par des locataires comme ateliers, magasins, bureaux, logements, et pour autres fins analogues;

To lease the said premises in full or any part for the carrying on of the business of hotel, restaurant, cafe or bar and to reserve such portion of said building as they see fit for occupation by tenants as shops, stores, offices, apartments and the like;

Vendre, échanger, céder, louer, ou autrement, les dites bâtisses de temps à autre, lorsque l'occasion le demandera et pour le prix ou les prix et aux termes et conditions qui seront jugés convenables en rapport avec leurs dites industries, ou en disposer autrement;

To sell, exchange, convey, lease or otherwise dispose of any part thereof from time to time as the occasion may require for such price or prices and under such terms and conditions as they may see fit in connection with their said business;

Acheter et acquérir toute industrie de même nature, et acheter, et acquérir tout intérêt et contrôle dans des industries semblables à celles que cette compagnie est autorisée à exercer et les payer en argent ou en obligations, ou actions acquittées de la compagnie, avec un capital actions de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit

To purchase and acquire any business of a similar nature and to purchase and acquire any interest and control in businesses of a similar nature to that which this company is authorized to carry on and to pay for same in cash or bonds or paid up stock of the company, with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided

cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
6125 ALEXANDRE DESMEULES.

"The Cantin Shoe Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5969 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du sixième jour de novembre 1923, changeant le nom de "Eastern Canada Shoe Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingtième jour de janvier 1920, sous le nom de "Eastern Canada Shoe Company, Limited", en celui de "The Cantin Shoe Co., Ltd", dans les buts suivants:

Fabriquer, acheter, vendre tout article de cuir, agir comme manufacturiers et commerçants de chaussures, harnais, sacs de voyage et tout autre article se rapportant à ce commerce;

Exercer le commerce et l'industrie de tanneurs, corroyeurs, teinturiers, fabricants et négociants en gros et en détail de peaux de toutes sortes, cuirs, huiles, produits chimiques;

Acheter, vendre, fabriquer, commercer les produits chimiques, teintures, vernis, huiles ou aucun des produits relatifs à ses affaires, ainsi que les matériaux bruts pour les objets de la compagnie;

Produire, fabriquer, acheter et vendre tout produit faisant, de quelque façon que ce soit, directement ou indirectement, l'objet de quelque commerce ou industrie;

Acquérir tout fonds de commerce et raison sociale, droits de patente, la machinerie, les créances, l'achalandage de quelque industrie ou commerce, qu'il soit en rapport ou non avec le commerce de la compagnie, pourvu qu'il soit jugé dans son intérêt;

Acheter ou autrement acquérir des parts, obligations, débetures, intérêts ou autres valeurs dans d'autres compagnies ou corporations et se joindre à d'autres compagnies incorporées ou à être incorporées, et les payer en parts acquittées;

Acquérir par achat, échange, louage, concession ou par aucun autre titre légal, aucune propriété mobilière ou immobilière que la compagnie jugera avantageux d'acheter, directement ou indirectement, pour les fins du commerce de la compagnie ou comme placement; construire et ériger des fabriques, entrepôts, boutiques et autres bâtisses quelconques nécessaires ou utiles aux fins de la dite compagnie, et généralement toute propriété mobilière ou immobilière qu'elle jugera à propos de construire et d'acquérir, ainsi que le droit de les louer, vendre et aliéner;

Emprunter tous les montants que la compagnie jugera utiles et nécessaires pour les fins de ses entreprises, et ce, en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire lesdits emprunts aux termes et conditions et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, obligations, débetures, mandats et autres instruments négociables et transportables;

Emettre des actions acquittées de la compagnie

into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The head office of the company is in the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of November 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
6126 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The Cantin Shoe Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5969 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1923, changing the name of "Eastern Canada Shoe Company, Limited", incorporated by letters patent dated the twentieth day of January, 1920, under the name of "Eastern Canada Shoe Company Limited", to that of "The Cantin Shoe Co., Ltd", for the following purposes:

To manufacture, buy, sell any leather article, act as manufacturers of and dealers in boots and shoes, harness, satchels and any other article relating to said business;

To carry on the trade and business of tanners, curriers, dyers, manufacturers of and wholesale and retail dealers in hides of all kinds, leather, oil, chemical products;

To buy, sell, manufacture and deal in chemical products, dyes, varnish, oil or any products incidental to its business, and also all raw products for the company's objects;

To produce, manufacture, buy and sell any product being in any way whatever, directly or indirectly, the object of any business or trade;

To acquire any stock in trade and trade name, patent rights, machinery, credits, goodwill of any trade or business, connected or unconnected with the business of the company, provided it be deemed to be in the interest of the company;

To buy or otherwise acquire shares, bonds, debentures, interests or other securities in other companies or corporations and to amalgamate with other companies incorporated or to be incorporated, and pay for the above with paid up shares;

To acquire by purchase, exchange, lease, concession or by any other legal title, any movable or immovable property which the company may think advantageous to buy, directly or indirectly, for the business purposes of the company or as investment; to construct and erect factories, warehouses, shops and other buildings whatever necessary or useful for the purposes of said company, and generally any moveable or immovable property it may think fit to build upon and acquire, together with the right to lease, sell and alienate same;

To borrow any amounts which the company may think useful and necessary for the purposes of its undertakings, and that, at any time and as often it may think proper and to contract such loans upon such terms and conditions and such guarantees and hypothecs as the company may think fit;

To draw, make, accept, endorse, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, bonds, debentures, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To issue paid up shares of the company in

en paiement d'aucune marchandise, propriété mobilière et immobilière qu'elle pourra détenir ou qu'elle détiendra ou les services rendus ou futurs;

Exercer tous les autres pouvoirs qui seront nécessaires ou jugés utiles à l'exercice des pouvoirs accordés par la présente à la compagnie, avec un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents piastres (\$99,900.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie est à Québec, dans le district de Québec,

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
6127 ALEXANDRE DESMEULES.

payment of any merchandise, movable and immovable property which it may or will hold or services rendered or to be rendered;

To exercise all other powers which may be necessary or deemed useful for the carrying on of the powers granted herein to the company, with a capital stock of ninety nine thousand nine hundred dollars (\$99,900.00), divided into nine hundred and ninety nine (999) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation is at Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of November, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
6128 Acting Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis public est, par les présentes, donné que Mary Ida Margaret Poupore, en religion, connue sous les noms de la révérende Sœur St. James, de l'ordre des Ursulines, de la cité de Québec, Mabel-Eléonore Poupore, fille majeure, Joseph-Guy Poupore, entrepreneur, Mary-Blanche Poupore, fille majeure, Gérard-C. Purcell, agent manufacturier, de la cité de Montréal, en sa qualité de curateur dûment autorisé à la personne et aux biens de William-John Poupore, des cité et district de Montréal, par un jugement de la Cour supérieure, pour le district de Montréal, en date du second jour de novembre 1918, Ray-Rodolphe Poupore, gentilhomme, en leur qualité d'héritiers légaux de leur mère, feu Barbara-Eléonore Poupore, et la dite Mabel-Eléonore Poupore, Joseph-Guy Poupore, Mary-Blanche-Poupore, Gérard-C. Purcell, es-qualité, Ray-Rodolphe Poupore, en leur qualité de légataires universels de leur père, feu William-Joseph Poupore, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte autorisant et conférant le pouvoir à Gerard-C. Purcell, curateur dûment nommé à la personne et aux biens du dit William John Poupore et à ses successeurs en office, sans formalités judiciaires ou autres, de s'unir aux autres représentants, héritiers et légataires de la dite succession des dits Barbara-Eléonore Poupore et William-Joseph Poupore, de temps en temps, comme l'occasion pourrait s'en présenter, sous tels termes et conditions qui pourraient être agréés, de vendre, promettre et s'engager à vendre, échanger, aliéner, hypothéquer, transmettre avec ou sans garantie légale, et, généralement et de toute manière, trafiquer de la propriété immobilière, des droits réels, mortgages, hypothèques et droits hypothécaires, limites forestières, licences forestières, droits miniers, baux, terrains sous licences, options, actions, débetures, actions-obligations ou valeurs de natures différentes, dans les corporations financières, commerciales, industrielles ou municipales, et de la propriété mobilière et immobilière de toutes sortes et de toutes descriptions, et tous autres biens compris dans la dite succession, ou dans lesquels les dits représentants, héritiers et légataires pourraient être intéressés, et recevoir chacune et toutes sommes dues, ou à devenir dues, et en effectuer le paiement soit en capital ou intérêt, et en donner une quittance valide, et que le dit curateur ou son successeur en office, sans formalités ou autres, s'unissent, de

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that Mary Ida Margaret Poupore in religion known as Reverend Sister St. James, of the Order of the Ursulines, of the city of Quebec, Mabel Eleanore Poupore, spinster, of the full age of majority, Joseph Guy Poupore, contractor, Mary Blanche Poupore, spinster, of the full age of majority, Gerald C. Purcell, manufacturer's agent, of the city of Montreal, in his capacity as curator duly appointed to the person and property of William John Poupore, of the city and district of Montreal, by judgment of the superior Court for the district of Montreal, dated 2nd of November 1918, Ray Rodolphe Poupore, gentleman, in their quality of heirs at law of their mother, the late Barbara Eleanore Poupore and the said Mabel Eleanore Poupore, Joseph Guy Poupore, Mary Blanche Poupore, Gerald C. Purcell, es-qual., Ray Rodolphe Poupore, in their quality of universal residuary legatees of their father, the late William Joseph Poupore, will apply to the Legislature of the province of Quebec at the next session thereof, for the passing of an Act authorizing and empowering Gerald C. Purcell, curator duly appointed to the person and property of the said William John Poupore, and his successors in office, without judicial or other formalities, to join with the other representatives, heirs and legatees of the said estates of the said Barbara Eleanore Poupore and William Joseph Poupore, from time to time, as occasion may present itself on such terms and conditions as may be agreed upon, to sell, promise and agree to sell, exchange, alienate, hypothecate, transfer with or without legal warranty, and generally in every way deal with the real estate, real rights, mortgages, mortgage and hypothecary claims, timber limits, timber licenses, mining rights, leases, land leases, options, shares, bonds, debentures, debenture notes or securities of various forms in financial, commercial, industrial or municipal corporations and movable and immovable property of every kind and description or any other assets comprised in the said estates or in which said representatives, heirs and legatees may be interested and to receive any and all sums due or to become due and delegate payment thereof whether in capital or interest, and give valid acquittances therefor, and that the said curator or his successor in office, without judicial or other formalities, join likewise in the collection of all moneys or things due the said estates, in all actions at law or otherwise

même façon, pour la collection de tous argents ou choses dus à la dite succession dans toutes poursuites légales ou autres requises pour les mettre en force, dans le règlement ou dans tout compromis de toutes telles réclamations et en donner des reçus bons et valides pour chacune et toutes sommes dues et payables à la dite succession, ou pour le montant de tout règlement à ce sujet, et que de plus, le dit curateur soit autorisé, sans formalités judiciaires ou autres de la part du dit William John Poupore, à faire une division des dits biens en tout ou en partie, et à joindre, dans la liquidation des dettes totales ou partielles de la dite succession, en y appliquant les argents provenant de la vente ou des ventes, ou des transactions, les revenus en provenant; et que le dit curateur soit autorisé à s'unir aux dits représentants, héritiers et légataires dans la disposition ou les transactions des biens de la dite succession, ou dans leur division, de telle manière jugée raisonnable, soit dans la liquidation des dettes de la succession ou autrement, et sans aucune obligation de la part des personnes s'intéressant à la succession et du dit curateur, de voir au remplacement de toutes sommes payées à la succession, ou d'aucune d'entre elles, et au dit curateur, et que, pour chacune ou toutes telles choses ci-dessus, le dit curateur agisse, soit personnellement ou représenté par un agent; et que tous les frais provenant de la présente demande et de la passation du dit acte soient payables à même le capital de la dite succession.

Les agents pour les applicants,
FOSTER, MANN, PLACE, MACKINNON,
6135—48—4 HACKETT & MULVENA.

Avis est, par les présentes, donné que le conseil de la ville de Terrebonne présentera, à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, un projet de loi aux fins suivantes: pouvoirs de réglementation concernant l'établissement de lignes de construction et de rues résidentielles; fermeture de certaines rues; entretien des trottoirs durant l'hiver, aux frais des propriétaires; durée du terme du Maire, emprunts temporaires.

Terrebonne, le 24 novembre 1923.

Le maire,
CHARLES-H. DESJARDINS.
Le secrétaire-trésorier,
6161—48—4 ANGE-LYS BEAUPRE.

Avis est par les présentes donné que le Bureau des Commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi abrogeant la loi 13 Georges V, chapitre 44, intitulée "Loi concernant l'éducation des enfants non-catholiques romains et non-protestants de Montréal", et remplaçant le chapitre 10 du titre cinq des Statuts Refondus de Québec, 1909, intitulé "De l'instruction publique quant aux personnes professant la religion juïdaïque" par de nouvelles dispositions à l'effet que les deux systèmes pour l'instruction publique dans la province de Québec, le système catholique romain sous le contrôle des catholiques et le système protestant sous le contrôle des protestants, seront maintenus; que les personnes ne professant ni la religion catholique, ni la religion protestante, auront le privilège de fréquenter les écoles du système catholique ou du système protestant; que le coût de l'instruction de ces personnes sera payé à même les fonds de la liste neutre; que les propriétaires non-catholiques romains et non-protestants seront taxés pour fins scolaires au

required to enforce same in the settlement or compromise of any such claims and in the giving of good and valid receipts for any and all sums due and payable to the said estates, or for the amount of any compromise thereof, and that moreover the said curator be authorized to agree without judicial or other formalities for and on behalf of the said William John Poupore, to a division of the said estates, in whole or in part, and to join in liquidating the debts of said estates in whole or in part by applying thereto the moneys derived from the sale or sales of, or dealings with, the assets thereof, and that the said curator be authorized to join with the said representatives heirs and legatees in the disposal of or dealings with the assets of the said estates, or the division thereof, in such manner as he deems advisable, either in the liquidation of the debts of the estates or otherwise, and without any obligation on the part of persons dealing with the estates or the said curator to see to the reinvestment of any sums paid to the said estates or either of them, or to the said curator, and that, for any and all such purposes, the said curator act, either in person or as represented by an agent; and that all costs in connection with the present application and the passing of said act be payable out of the capital of the said estates.

FOSTER, MANN, PLACE, MACKINNON,
6136—48—4 HACKETT & MULVENA.
Agents for applicant.

Notice is hereby given that the council of the town of Terrebonne will present, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, a bill for the following purposes:

Powers to regulate the establishment of lines of construction and residential streets; closing of certain streets; maintenance of sidewalks during winter, at the expense of property owners; duration of the term of office of the mayor; temporary loans.

Terrebonne, November 24, 1923.

CHARLES H. DESJARDINS,
Mayor.
6162—48—4 ANGE LYS BEAUPRE,
Secretary-treasurer.

Notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act repealing the Act 13 George V, chapter 44, entitled "An act respecting the education of non-Roman Catholic and non-Protestant children of Montreal", and replacing chapter tenth of title five of the Revised Statutes of Quebec, 1909, entitled "Education as regards persons professing the Jewish religion" by new provisions to the effect that the two systems of public instruction in the Province of Quebec, the Roman Catholic controlled by the Roman Catholic Boards and the Protestant controlled by the Protestant Boards, shall be maintained; that the persons of non-Roman Catholic and non-Protestant religions shall have the privilege of attending the schools of either the Roman Catholic or Protestant systems; that the cost of educating such persons shall be a charge on the Neutral Pane; that non-Roman Catholic and non-Protestant proprietors shall be taxed for school purposes at the rates fixed from time to time for the Roman

taux le plus élevé qui sera fixé de temps à autre, soit pour les catholiques, soit pour les protestants, suivant le cas; que dans les cités de Montréal et de Québec, ces taxes seront payées au fonds de la liste neutre, et dans les autres municipalités ces taxes seront collectées et distribuées par le bureau qui collecte les taxes scolaires imposées sur les compagnies incorporées.

Les procureurs des requérants,
LAURENDEAU & LAURENDEAU.
Montréal, le 26 novembre 1923. 6169—48—4

Catholic or for the Protestant Panel, whichever rate is the greater; that in the cities of Montreal and Quebec these taxes shall be included in the Neutral Panel, and in all other municipalities such taxes shall be collected and distributed by the school board which collects the school taxes levied on incorporated companies.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,
Solicitors for the Applicants.
Montreal, November 26, 1923. 6170—48—4

Avis est par les présentes donné que le Dr Arthur L'Heureux, autrefois dentiste de Chicago, Ill., et maintenant de Montréal, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une législation privée autorisant le Collège des Chirurgiens Dentistes de cette province à l'admettre à la pratique de l'art dentaire après examens.

Le procureur du requérant,
LUCIEN DROLET, avocat.
Québec, 27 novembre 1923. 6173—48—4

Notice is hereby given that Dr Arthur L'Heureux, formerly Dentist of Chicago, Ill., and now of the city of Montreal, will apply to the Quebec Legislature at its next session, for the passing of a private bill authorizing the College of the Dental Surgeons of this province to admit him to the practise of the Dental Art after examens.

LUCIEN DROLET, barrister.
Solicitor of applicant.
Quebec, November 26, 1923. 6174—48—4

Avis est donné par Alcide Chaussé, ex-architecte de la ville et surintendant des bâtisses de la cité de Montréal, qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, lors de l'étude du bill de Montréal, il demandera l'adoption d'un amendement à la charte de la cité, lui assurant une pension viagère, et pour d'autres fins.

Montréal, le 29 novembre 1923.
6189—48—4 ALCIDE CHAUSSÉ.

Public notice is hereby given that Alcide Chaussé, former city architect and superintendent of buildings of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its coming session, when the city of Montreal's bill is under consideration, for the passing of an amendment granting him a life pension, and for other purposes.

Montreal, 29th November 1923.
6190—48—4 ALCIDE CHAUSSÉ.

Avis est par les présentes donné que les Révérends Pierre Landuyt, en religion Frère Chrysostôme, Henri Obbens, en religion Frère Rombault, François Michiels, en religion Frère Engelbert, François Corbeels, en religion Frère Edmond, Joseph DeBecker, en religion Frère Michel, tous domiciliés à Huberdeau, dans le comté d'Argenteuil, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Institut des Frères de Notre-Dame de la Miséricorde", pour fins de charité et d'éducation, et leur accordant tous les pouvoirs nécessaires ou utiles pour l'accomplissement de leur œuvre.

Saint-Jérôme, 26 novembre 1923.
Le procureur des requérants,
6191—48—4 L.-A. DEROME.

Notice is hereby given that Reverend Pierre Landuyt, in religion Brother Chrysostôme, Henri Obbens, in religion Brother Rombault, François Michiels, in religion Brother Engelbert, François Corbeels, in religion Brother Edmond, Joseph DeBecker, in religion Brother Michel, all of Huberdeau, in the county of Argenteuil, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to constitute them a corporation under the name of "L'Institut des Frères de Notre-Dame de Miséricorde" for charitable and educational purposes and to grant them all the powers that may be necessary or useful for the fulfilment of their mission.

Saint-Jérôme, November 26th 1923.
L. A. DEROME,
6192—48—4 Attorney for petitioners.

Avis est, par les présentes, donné que Brown Corporation demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, une loi pour amender sa charte, loi 5 Ed. VII, c. 84, telle qu'amendée par les lois 7 Ed. VII ch. 101, 5 Geo. V, ch. 119 et 11 Geo. V, ch. 144, relativement à ses pouvoirs d'emprunt, à son droit d'augmenter davantage son capital et aux moulins, usines ou autres établissements industriels et commerciaux qu'elle peut ériger, maintenir et exploiter à la ville de La Tuque et ailleurs dans la province de Québec.

Québec, 29 novembre 1923.
Les procureurs de la requérante,
ST-LAURENT, GAGNE,
6197—48—4 DEVLIN & TASCHEREAU.

Notice is hereby given that Brown Corporation will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter the Act 5 Edw. VII, chap. 84, as amended by the Acts 7 Edw. VII, chap. 101, 5 Geo. V, chap. 119, and 11 Geo. V, chap. 144, with respect to its borrowing powers, to its right to further increase its capital, and to the mills, plants and other industrial and commercial establishments it may erect, maintain and operate at the Town of La Tuque and elsewhere in the Province of Quebec.

Quebec, November 29, 1923.
ST. LAURENT, GAGNE, DEVLIN
& TASCHEREAU,
6198—48—4 Attorneys for Brown Corporation.

Avis public est donné que la compagnie de tramways de Verchères, Chamblay et Laprairie, une corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendement la charte qui la constitue en corporation, savoir: la loi 6 George V, Chapitre 77, telle qu'amendée par la loi 11 George V, chapitre 138, en prolongeant le délai durant lequel il sera loisible à ladite compagnie de commencer la construction de son chemin de fer et de le terminer, et pour d'autres fins.

Montréal, 14 novembre 1923.

Les procureurs de la requérante,
DESSAULLES, GARNEAU,
5983-47-4 DESY & SAINT-JACQUES.

Public notice is hereby given that the Verchères, Chamblay & Laprairie Tramways Company, a corporation having its Head Office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to amend its charter, the Act 6 George V, Chapter 77, as amended by the Act 11 George V, chapter 138, by extending the delay during which the construction of its railway may be commenced and completed, and for other purposes.

Montreal, November 14th, 1923.

DESSAULLES, GARNEAU,
5984-47-4 DESY & SAINT-JACQUES,
Attorneys for Petitioners.

Avis est par les présentes donné, que l'Assemlation de Bienfaisance des Pompiers de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement les articles 9, 13, 25, 26 et 29, et abrogeant et remplaçant les articles 6, 12, 14, 17, 21 et 23 de la charte de l'Association et accordant de nouveaux pouvoirs à la dite Association et à son Conseil d'Administration.

Montréal, 16 novembre 1923.

Le procureur de la requérante,
5987-47-4 ALBAN GERMAIN.

Notice is by the these presents given that the Montreal Firemen's Benefit Association will present to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, a bill to obtain the amendments of articles 9, 13, 25, 26 and 29 and to annul and replace articles 6, 12, 14, 17, 21 and 23 of the charter of the Association, and to have additional rights granted to the Association and to its Board of Directors.

Montreal, November 16th, 1923.

ALBAN GERMAIN,
5988-47-4 Attorney for Petitioner.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Canada Steamship Lines, Ltd", des cité et district de Montréal, présentera à la prochaine session de la Législature un bill demandant la confirmation et la ratification du règlement No 32 de la Corporation de Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, concernant l'établissement de chantiers maritimes dans la dite municipalité, ainsi que d'un acte de convention basé sur tel règlement et intervenu entre la Corporation de Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine et la Compagnie "Canada Steamship Lines, Ltd", devant L. P. Mercier, notaire, le 16 mai 1918.

Trois-Rivières, ce 13 novembre 1923.

Les agents et avocats de la "Canada Steamship Lines Ltd".
BUREAU, BIGUE & GOUIN.
5989-47-4

Notice is hereby given by the Canada Steamship Lines, Limited, of the city and district of Montreal, that they will present, at the first session of the Legislature, a Bill asking for the confirmation and ratification of by-law No. 32 of the corporation of Sainte Marie Madeleine of Cape Madeleine regarding the establishment of shipbuilding yards in the municipality of Sainte Marie Madeleine of Cape Madeleine, and also of a deed of conventions based on said by-law and passed between the Corporation of Sainte Marie Madeleine of Cape Madeleine and the Canada Steamship Lines, Ltd, before L. P. Mercier, Notary, on the 16th of May, 1918.

Three Rivers, November 13th, 1923.

BUREAU, BIGUE & GOUIN,
5990-47-4 Agents and attorneys for Canada Steamship Lines, Ltd.

Avis est par les présentes donné que Monsieur Thomas Edwin Burton, de la ville de Cookshire, comté de Compton, Docteur en Chirurgie Dentaire, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi autorisant le Collège des Chirurgiens Dentistes de la Province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui accorder la licence requise pour pratiquer la chirurgie dentaire dans cette province.

Cookshire, le 10 novembre 1923.

Le requérant,
5991-47-4 THOMAS E. BURTON.

Notice is hereby given that Thomas Edwin Burton, of the town of Cookshire, in the county of Compton, Doctor of Dental Surgery, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of a private bill authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to admit him amongst its members and to grant him the necessary licenses to allow him to practise the profession of Dentistry, in this province, forthwith.

Cookshire, November 10th, 1923.

THOMAS E. BURTON,
5992-47-4 Petitioner.

Avis est, par les présentes, donné que le "Club Saint-Denis" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte de manière à mieux définir ses pouvoirs et à lui accorder certains pouvoirs additionnels, notamment: pouvoir posséder des immeubles jusqu'à concurrence d'une valeur de cinq cent mille piastres au moment de leur acquisition, et même au delà de telle valeur dans certaines circonstances, pourvu qu'il soit disposé du surplus dans un délai déterminé, pouvoir d'emprunter et d'émettre des obligations ou débetures

Notice is hereby given that the "Club Saint-Denis" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for amendments to its charter so as to better define its powers and to grant it additional powers, especially: the power to possess immovables of an aggregate value of five hundred thousand dollars at the time of their acquisition, and even for a sum exceeding such amount under certain circumstances, provided such excess value be disposed of within a certain determined delay, power to borrow and to issue bonds or debentures

dans certaines conditions, et autres pouvoirs ordinaires d'une corporation.

Daté ce treizième jour de novembre 1923, à Montréal, province de Québec.

Les procureurs de la requérante,
5993-47-4 BEIQUÉ & BEIQUÉ.

Avis public est donné que Alphée Gauthier, gérant, James Morgan, négociant, tous deux de Montréal, et Grant Distributing Company of Canada, Limited, une corporation ayant son siège social à Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi validant le permis accordé par la cité de Montréal, le ou vers le 10 juillet 1916 pour la construction d'un garage sur le lot No 43 du cadastre du quartier Saint-Laurent, déclarant inapplicable le règlement No 570 de la cité de Montréal, quant à cette construction, et pour d'autres fins, et au cas où la cité de Montréal présenterait un projet de loi pour amender sa charte, avis est donné que la demande ci-haut annoncée sera faite par voie d'amendement lors de l'étude dudit projet de loi.

Montréal, le 16 novembre 1923.

Les procureurs des pétitionnaires,
LAMOÏTHE, GADBOIS & CHARBONNEAU.
6001-47-4

Avis est par les présentes donné que les citoyens de la Cité de Montréal appelés à payer le coût de la construction de la rue de la Cité de Montréal connue sous le nom de "Boulevard Gouin", s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, lors de la présentation du bill de la Cité de Montréal, pour obtenir la passation d'une loi décrétant que le coût de la construction, de la réparation ou de l'entretien de cette rue de la Cité de Montréal connue sous le nom de "Boulevard Gouin" sera à la charge totale de la Cité de Montréal.

Montréal, le 17 novembre 1923.

Le procureur des requérants,
6007-47-4 EDMOND LUSSIER.

Avis public est donné qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, lors de l'étude du bill que doit présenter la cité de Montréal pour faire modifier sa charte, Rosario Drouin, de Montréal, ancien surintendant des édifices municipaux, demandera l'adoption d'un amendement tendant à lui assurer une pension ou rente viagère, et pour d'autres fins.

Montréal, 19 novembre 1923.

Les procureurs du dit Rosario Drouin,
6025-47-4 THEBERGE & GERMAIN.

Avis public est, par les présentes, donné que les syndicats des écoles protestantes de la cité de Verdun demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte autorisant: l'octroi d'une aide financière du gouvernement, à la dite commission, de \$50,000.00, pour leur permettre de payer sa dette accumulée, le maintien du taux actuel de la taxe pour fins scolaires, payable par les propriétés des non-catholiques, et l'imposition d'une taxe d'un taux fixé pour les fins scolaires sur toute autre propriété immobilière, dans la dite cité, telle taxe à être collectée par la cité de Verdun et divisée en proportion du nombre d'enfants fréquentant l'école sous chacune des commissions scolaires présentes; imposer une taxe pour fins scolaires à tous locataires protestants dans la cité de Verdun, basée, soit sur la valeur locative, ou à un taux

tures under certain conditions, and other ordinary powers appertaining to corporations.

Dated this thirteenth day of November, 1923, at Montreal, Province of Quebec.

BEIQUÉ & BEIQUÉ,
5994-47-4 Attorneys for Applicant.

Public notice is given that Alphée Gauthier, manager, James Morgan, trader, both of the City of Montreal, and Grant Distributing Company of Canada, Limited, a body politic and corporate having its place of business at Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to demand the adoption of a law ratifying the permit granted by the City of Montreal on or about the 10th July 1916 for the erecting of a garage on lot No. 43 of the official plan of Saint Lawrence Ward, declaring that by-law No. 570 of the City of Montreal is not applicable as to that building, and for other purposes, and in case the City of Montreal should present a bill to amend its Charter, notice is given that the foregoing application will be made as an Amendment when the said bill is called for consideration.

Montreal, November 16th, 1923.

LAMOÏTHE, GADBOIS & CHARBONNEAU,
6002-47-4 Attorneys for the Petitioners.

Notice is hereby given that the citizens of the City of Montreal, called upon to pay the cost of the construction of the street in the City of Montreal known as "Boulevard Gouin", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, upon the presentation of the City of Montreal Bill, to obtain the passing of a bill decreeing that the cost of the construction, repairs, and the maintenance of the street in the City of Montreal, known as "Boulevard Gouin", will be borne entirely by the City of Montreal.

Montreal, November 17th, 1923.

EDMOND LUSSIER,
6008-47-4 Attorney for the Petitioners.

Public notice is given that at the next session of the Legislature of Quebec, at the time of the consideration of the bill to be presented by the city of Montreal for amending its charter, Rosario Drouin, of Montreal, ex-superintendent of municipal buildings, will ask for the adoption of an amendment to assure him a pension or life annuity and for other purposes.

Montreal, November, 19, 1923.

THEBERGE & GERMAIN,
6026-47-4 Attorneys for the said Rosario Drouin.

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Trustees of the City of Verdun will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act authorizing: The granting of financial assistance by the Government to the said Board of \$50,000.00, toward meeting overdue indebtedness; The maintenance of the present rate of taxation for school purposes, payable by properties on the neutral panel, and the imposition of a uniform tax rate for school purposes on all other real estate in said city, all such taxes to be collected by the city of Verdun and divided in proportion to the number of children attending school under each of the present school boards; To impose a tax for school purposes on all Protestant tenants in the city of Verdun, to be based either on their annual assessed rental or at a fixed rate per tenant; To

fixe pour chaque locataire; exproprier des terrains, qu'ils soient vacants ou sur lesquels existent des bâtisses pour des fins scolaires.

Montréal, 21 novembre 1923.

Les procureurs des pétitionnaires,
BROWN, STAVELEY & JENKINS.
6027-47-4

Avis est par le présent donné que Georges Rosenbloom, président; Isaac Cohen, vice-président; Solomon Chaikin, secrétaire; Jacob Pinsky, trésorier; M. Novak, Rév. Samuel Ritchler, Mike Bernstein, Sam. Rosenfeld, B. Rosenzweig, Abraham Vineberg, Wolf Barkin, Moe S. Levitt, Samuel Daskoff, Borru Ostrofsky, Solomon Gitlitz, Jacob Ieatch, Peter Singerman, Solomon Koufman, B. Goodman, Max Aikman, Sam Novak, Victor Novak, L. Nipom, Jacob Cohen, Z. Cohenn, J. Richler, M. Schlein, tous de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'être constitués en corporation sous le nom de "Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park", avec pouvoir d'acquiescer et posséder de la propriété mobilière et immobilière, de tenir les registres de l'état civil, d'exercer tous les autres droits inhérents aux corporations civiles, et à toutes autres fins analogues.

Montréal, 20 novembre 1923.

L'avocat des requérants,
ARTHUR BROSSARD.
6041-47-4

Avis est par les présentes donné que les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Pierre-Claver, de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi spéciale abrogeant le paragraphe A de l'article 68 de la loi 8 George V, chapitre 84, et obligeant la cité de Montréal d'acquiescer un immeuble appartenant à la fabrique de la dite paroisse et situé entre l'avenue DeLorimier et l'avenue des Erables, en la cité de Montréal, requis pour l'ouverture du boulevard Saint-Joseph, et de payer à la dite fabrique comme prix d'achat une somme de \$34,000.00 avec intérêt au taux de 5% par an à compter du 9 février 1918.

Montréal, 15 novembre 1923.

Les procureurs des requérants,
LACHAPPELLE & LALONDE.
6043-47-4

Avis public est par ces présentes donné, que la Compagnie des Tramways de Montréal fera application à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte amendant son contrat avec la cité de Montréal, et les statuts le confirmant, afin de lui permettre, avec le consentement de la Montreal Tramways Commission, de vendre cette part de son système connue comme "The Terminal Railway".

Le secrétaire-trésorier Montreal Tramways
Company,
PATRICK DUBEE.
6045-47-4

Avis est par les présentes donné que la Commission Métropolitaine de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte et obtenir de nouveaux pouvoirs quant aux objets suivants:

Nomination et destitution des employés ou officiers des municipalités aidées par la commission; pouvoirs d'emprunt et procédure pour les emprunts des municipalités aidées par la

expropriate land whether vacant or built upon for school purposes.

Montreal, November 21, 1923.

BROWN, STAVELEY & JENKINS,
Attorneys for Petitioners.
6028-47-4

Notice is hereby given that George Rosenbloom, president; Isaac Cohen, vice-president; Solomon Chaikin, secretary; Jacob Pinsky, treasurer, M. Novak, Rev. Samuel Richler, Mike Bernstein, Sam Rosenfeld, B. Rosenzweig, Abraham Vineberg, Wolf Barkin, Moe S. Levitt, Samuel Daskoff, Borru Ostrofsky, Solomon Gitlitz, Jacob Ieatch, Peter Singerman, Solomon Koufman, B. Goodman, Max Aikman, Sam Novak, Victor Novak, L. Nipom, Jacob Cohen, Z. Cohenn, J. Richler, M. Schlein, all of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to incorporate them under the name of "Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park", with the power to acquire and possess movable and immovable property, to keep registers for acts of Civil Status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations and for all other such purposes.

Montreal, 20th November, 1923.

ARTHUR BROSSARD,
Attorney for Applicants.
6042-47-4

Notice is hereby given that the curé and churchwardens of l'œuvre et fabrique of the parish of Saint Pierre Claver, of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing a special act to repeal sub-section A of section 68 of the Statute 8 George V, Chapter 89, and to oblige the City of Montreal to buy a certain land belonging to the fabrique of the said parish and lying between DeLorimier and Des Erables avenues, in the City of Montreal, required for the opening of Saint Joseph Boulevard and pay to the said fabrique as purchase price the sum of \$34,000.00 with the interest at the rate of 5% per annum from February 9th, 1918.

Montreal, November 15th, 1923.

LACHAPPELLE & LALONDE,
Attorneys for Applicants.
6044-47-4

Notice is hereby given that the Montreal Tramways Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its contract with the City of Montreal and a statute confirming same, so as to permit it, with the consent of the Montreal Tramways Commission, to sell that part of its system known as "the Terminal Railway".

PATRICK DUBEE,
Secretary Treasurer,
Montreal Tramways Company.
6046-47-4

Notice is hereby given that the Island of Montreal Metropolitan Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for amendments to its charter and obtaining further powers on the following matters:

Appointment and removal of employees or officers of the municipalities assisted by the commission; loan powers and procedure for loans contracted by municipalities assisted by the com-

commission; contrôle et direction des travaux municipaux dans les municipalités aidées par la commission; achat et revente des immeubles achetés par la commission ou avec son consentement pour protéger le paiement des taxes; placement du fonds d'amortissement de la commission; terme des emprunts; évaluation municipale de lots à bâtir; taux des taxes dans les municipalités aidées et procédure quant à leur imposition et collection; vacance dans la charge de membre de la commission; pouvoir d'emprunter elle-même pour racheter tout emprunt temporaire fait par une municipalité en vertu de règlement pourvoyant à un emprunt à long terme; avances d'argent aux municipalités; et pour autres fins.

Montréal, le 21 novembre 1923.

Les procureurs de la requérante,
LAURENDEAU & LAURENDEAU.
6047—47-4

Avis est par les présentes donné, que Francis Rosconi, gentilhomme, de la cité de Montréal, et Napoléon Rosconi, voyageur de commerce, du même lieu, héritiers de la succession de feu Francis Rosconi, père, en son vivant, bourgeois de l'ancienne ville de Maisonneuve, aujourd'hui Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi relative à ladite succession de feu Francis Rosconi, père, afin de leur permettre de, et les autoriser à, négocier un emprunt en donnant comme garantie hypothécaire les immeubles à eux légués en vertu du testament dudit feu Francis Rosconi, père, et pour autres fins.

Montréal, le 21 novembre 1923.

Les procureurs des requérants,
ARCHAMBAULT & MARCOTTE.
6049—47-4

Avis public est par les présentes donné que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir certains amendements aux lois qui la régissent, et notamment: (a) l'autorisation d'un pouvoir d'emprunt ne dépassant pas la somme de six millions de piastres (\$6,000,000.00), à être utilisé à l'achat de terrains, à la construction de nouvelles écoles, à la construction de résidences pour le personnel enseignant; (b) la fixation du taux de la taxe scolaire affectant la propriété foncière des propriétaires catholiques romains à une somme n'excédant pas un centin dans la piastre; (c) un amendement à la section 2 de la loi 9 George V, chapitre 37, afin d'inclure les emprunts effectués par les municipalités scolaires catholiques et leurs renouvellements, les ventes de terrains, d'écoles, de résidences et de toutes propriétés foncières, et pour autres fins.

Le Secrétaire général et Trésorier de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal,
6089—47-4 AYME LAFONTAINE.

Avis est donné, par les présentes, que la Corporation de la ville de Bagotville s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi l'autorisant à produire, transmettre, distribuer et vendre de l'électricité pour fins industrielles ou domestiques en dehors de son territoire dans tout le canton Bagot, comté de Chicoutimi, et spécialement dans les municipalités de la ville de Port-Alfred, du village de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, de la

mission; control and direction of municipal works in the municipalities assisted by the commission; purchase and resale of immovables bought by the commission or with its consent to protect the payment of taxes; investment of sinking fund of the commission; term of loans; municipal valuation of building lots; rate of taxation in municipalities assisted and procedure with regard to their imposition and collection; vacancy in the office of member of the commission; power to borrow to redeem any temporary loan contracted by a municipality under a by-law for a long-term loan; advances of money to municipalities; and for other purposes.

Montreal, November 21, 1923.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,
Attorneys for Applicant.
6048—47-4

Notice is hereby given that Francis Rosconi, gentleman, of the city of Montreal, and Napoleon Rosconi, commercial traveller, of the same place, heirs to the estate of the late Francis Rosconi, senior, in his lifetime, gentleman, of the former town of Maisonneuve, now Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act respecting the said estate of the late Francis Rosconi, senior, to permit and authorize them to negotiate a loan by giving as mortgage security the immovables bequeathed to them under the last will of the said late Francis Rosconi, senior, and for other purposes.

Montreal, November 21, 1923.

ARCHAMBAULT & MARCOTTE,
Attorneys for Applicants.
6050—47-4

Public notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to the Acts governing it, and notably: (a) the authorization of the loan power not exceeding the sum of six million dollars (\$6,000,000.00) for the purchase of land and the construction of new schools and residences for the teaching staff; (b) the fixation of the rate of the school tax to be levied on the real estate of the Roman Catholic property owners at a rate not exceeding one cent in the dollar; (c) an amendment to section 2 of the Act 9 Georges V, chapter 37, so as to include the loans contracted by the Catholic School municipalities and their renewals, the sales of land, schools, residences and any real estate, and for other purposes.

AYME LAFONTAINE,
General Secretary and Treasurer of the
Montreal Catholic School Commission.
6090—47-4

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the Corporation of the Town of Bagotville, for the adoption of an act authorizing it to produce, transmit, distribute and sell electricity for industrial and domestic purposes outside of its territory in the whole township of Bagot, county of Chicoutimi, and specially in the municipalities of the Town of Port Alfred, of the village of Saint Alexis de la Grande

paroisse de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie et de Bagotville, partie nord-ouest.

Québec, le 19 novembre 1923.

Les procureurs de la ville de Bagotville,
ST-LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU.

6091-47-4

Avis est donné, par les présentes, que la compagnie de Chemin de Fer de Québec & Chibougamau, ses Directeurs et Actionnaires, Harry Cranfuird Thompson, de Londres, Angleterre, avocat, John Theodore Ross, de Québec, gentilhomme, Henry Leake Fitzgerald Blake, d'Ottawa, ingénieur-minier, James Guthrie Scott, de Québec, gentilhomme, Jean-Florian Grenon, de Chicoutimi, ingénieur-civil, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendant la charte de la susdite compagnie de chemin de fer, confirmant les droits et pouvoirs à elle accordés par icelle et prolongeant le délai alloué pour la construction de ses voies ferrées.

Québec, 19 novembre 1923.

Les procureurs des requérants,
ST-LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU.

6093-47-4

Avis est, par les présentes, donné que Vincent P. Heney demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour autoriser le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à lui accorder une licence pour pratiquer la médecine et la chirurgie dans la province de Québec, à la condition qu'il subisse les examens de troisième, quatrième et cinquième années, devant le bureau médical.

L'applicant,
VINCENT P. HENEY.

Montréal, 14 novembre 1923. 6095-47-4

Avis est par les présentes donné que Monsieur François Labrecque, de Saint-Camille, Co. Bellechasse, étudiant en médecine à l'Université Laval de Québec, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une législation privée autorisant le Collège des médecins à lui octroyer sa licence après qu'il aura subi avec succès les examens de IIIe, IVe et Ve années devant le bureau médical.

Le requérant,
F. LABRECQUE.

5889-46-4

Avis est par les présentes donné que Monsieur Lucien LaRue, de Neuville, comté de Portneuf, étudiant en médecine à l'Université Laval de Québec, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une législation privée autorisant le Collège des médecins à lui octroyer sa licence après qu'il aura subi avec succès, les examens de IIIe, IV et Ve années devant le bureau médical.

Le requérant,
LUCIEN LARUE.

5891-46-4

Avis est par les présentes donné que "La Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company" demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour amender la charte de la compagnie, pour étendre la date du commencement des travaux de construction sur son chemin jusqu'au premier novembre, 1926.

Le président,
W.-H. ROBINSON.

5893-46-4

Baie, of the parish of Saint Alexis de la Grande Baie and of Bagotville Northwest part.

Quebec, November 19, 1923.

ST. LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU,
Attorneys for the Town of Bagotville.
6092-47-4

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the Quebec and Chibougamau Railway Company and by the Directors and Shareholders thereof, Harry Cranfuird Thompson, of London, England, Barrister-at-Law, John Theodore Ross, of Quebec, gentleman, Henry Leake Fitzgerald Blake, of Ottawa, Mining Engineer, James Guthrie Scott, of Quebec, gentleman, and Jean Florian Grenon, of Chicoutimi, Civil Engineer, to amend the Charter of the said Railway Company, confirm its rights and powers thereunder and extend the time for the construction of its railway lines.

Quebec, November 19, 1923.

ST. LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU,
Attorneys for Petitioners.
6094-47-4

Public notice is given that Vincent P. Heney will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to authorize the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to grant him a license to practise Medicine and Surgery in the Province of Quebec, provided that he pass the examinations of the third, fourth and fifth years before the Medical Board.

VINCENT P. HENEY,
Applicant.

Montreal, November 14th, 1923. 6096-47-4

Notice is hereby given that Mr. François Labrecque, of Saint Camille, County of Bellechasse, medical student at Laval University, Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a private bill authorizing the College of Physicians to grant him his license after his passing successfully the examinations of the third, fourth and fifth years before the Medical Board.

F. LABRECQUE,
Applicant.

5890-46-4

Notice is hereby given that Mr. Lucien LaRue, of Neuville, county of Portneuf, medical student at Laval University, Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a private bill authorizing the College of Physicians to grant him his license after his passing successfully the examinations of the third, fourth and fifth years before the Medical Board.

LUCIEN LARUE,
Applicant.

5892-46-4

Notice is hereby given that "The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend the charter of the Company, to extend the date upon which the Company may begin the construction of its road to 1st November 1926.

W. H. ROBINSON,
President

5894-46-4

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la Municipalité de Grand'Mère, dans le Comté de Champlain, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa première session, pour faire amender la Loi 13 Geo. 5, chap. 48, qui les régit, pour, entre autres, les fins suivantes:

Mieux définir les limites actuelles de la municipalité scolaire de Grand'Mère, de manière à ce que le lit de la Rivière Saint-Maurice, qui traverse la dite municipalité, y soit inclus.

Le procureur des requérants,
5895—46-4 J. LAFOND.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Grand'Mere, in the County of Champlain, will ask the Legislature of the province of Quebec, at its first session, to amend the Act 13 Geo. 5, chap. 48, applying to them, for, amongst others, the following objects:

Ascertain the boundaries of the School Municipality of Grand'Mere so that they include the bed of the Saint Maurice River running through them.

J. LAFOND,
5896—46-4 Attorney for petitioners.

Avis est par les présentes donné que Mesdames Blanche Goulet, dite Sainte-Catherine-de-Sienne; Rose-Anna Bélanger, dite Sainte-Angèle, et Lydia Harvey, dite Saint-André, résidant actuellement toutes trois à Rimouski, Membres de la Communauté dite le Monastère de l'Immaculée Conception des Ursulines de Rimouski, désireuses d'établir un monastère de leur Ordre à Gaspé, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant, elles et leurs successeurs, en corporation, sous le nom de "Les Ursulines de Gaspé", avec tous les pouvoirs généralement accordés à ces corporations.

Quebec, le 12 novembre, 1923.

Pour les requérantes,
5897—46-4 JOS. SIROIS, N. P.

Notice is hereby given that the Sisters Blanche Goulet, named Sainte Catherine de Sienne; Rose Anna Bélanger, named Sainte Angèle and Lydia Harvey, named Saint André, all three residing actually in Rimouski, of the Community known as Le Monastère de l'Immaculée Conception des Ursulines de Rimouski, desiring to establish a Monastery of their Order in Gaspé, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain a law, constituting them as a corporation, them and their successors, as "Les Ursulines de Gaspé", with all the powers generally granted to such corporations.

Quebec, November 12, 1923.

5898—46-4 JOS. SIROIS, N P.,
For the Petitioners.

Avis est par les présentes donné que M. Joseph Elzéar Matte, Vicaire Général, et Messieurs les Abbés Régis Grenier, Edmond Plourde et Alexis Dufresne, tous quatre de Gaspé, et Antoine Poirier, Curé du Cap-d'Espoir, désireux d'établir à Gaspé un Séminaire où se donnera l'enseignement habituellement donné dans les Séminaires de cette Province, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant, eux et leurs successeurs, en corporation sous le nom de "Le Séminaire de Gaspé", avec tous les pouvoirs généralement accordés à ces corporations.

Quebec, 12 novembre 1923.

Pour les requérants,
5899—46-4 JOS. SIROIS, N. P.

Notice is hereby given that Mgr. Joseph Elzéar Matte, Vicaire Général, and the Reverend Régis Grenier, Edmond Plourde and Alexis Dufresne, all four of Gaspé, and Rev. Antoine Poirier, parish Priest of Cap d'Espoir, desirous to establish at Gaspé a Seminary to give the instruction usually given in Seminaries of this Province, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain a law constituting them as a corporation, them and their successors, under the name of "Le Séminaire de Gaspé", with all the powers generally granted to such corporations.

Quebec, November 12, 1923.

5900—46-4 JOS. SIROIS, N. P.,
For the Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que a "Metropolitan Columbus Association", corps politique et incorporé, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour amender son acte d'incorporation, 6 George V, chapitre 97, des statuts de Québec, pour l'autoriser à augmenter son capital-actions à cinq cent mille piastres, et lui permettre de posséder de la propriété; la valeur annuelle de la dite propriété ne devra pas dépasser quarante mille piastres.

Montréal, 13 novembre 1923.

Le procureur de la "Metropolitan Columbus Association",
5903—46-4 M. A. PHELAN.

Public notice is hereby given that "The Metropolitan Columbus Association", a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend its act of incorporation, 6 George V, Chapter 97, of the Statutes of Quebec, to authorize it to increase its capital stock to five hundred thousand dollars, and to permit it to own property, the annual value whereof shall not exceed forty thousand dollars.

Montreal, November 13, 1923.

M. A. PHELAN,
Attorney for the "Metropolitan Columbus Association".
5904—46-4

Avis public est par les présentes donné que la cité d'Outremont demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour confirmer les pouvoirs qui lui sont accordés par sa charte et ses amendements, pour modifier et amender, suivant qu'il sera nécessaire, certaines dispositions de ladite charte et de ses amendements, entre autres, relativement aux règlements du Conseil, avec ou sans leur approbation par les propriétaires de

Public notice is hereby given that the city of Outremont will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to confirm the powers granted to it by its charter and amendments thereto and to modify and amend, as may be deemed necessary, certain provisions of said charter and its amendments, amongst others in relation to the by-laws of the Council, with or without their approval by owners of immovable property, to the water

biensfonds, à l'aqueduc, aux rôles d'évaluation et de perception et à leur contestation, au mode de collecter les taxes et cotisations, à l'extension du pouvoir d'imposer les taxes, au pouvoir de coopérer avec la cité de Montréal au pavage de la rue Hutchison depuis le Boulevard Saint-Joseph jusqu'à l'Avenue Bernard, au pouvoir d'acheter ou autrement acquérir de la cité de Montréal toutes cotisations pour améliorations locales sur des propriétés situées dans la cité d'Outremont, et d'imposer de nouveau telles cotisations sur les propriétés bénéficiant de tels travaux, à la ratification des rôles de cotisations et de perception, à la ratification des règlements de construction, aux franchises et privilèges dans les rues, places publiques et autres dans la municipalité, aux ouvertures et excavations, aux chemins, places publiques et trottoirs, et pour autres fins.

Les avocats de la requérante,
BEAUBIEN, LAMARCHE & ANGERS.
Montréal, 13 novembre 1923.

5917-46-4

works or other public utilities, to the valuation and collection rolls and their contestation, to the mode of collecting taxes and assessments, to the extension of the powers of taxation, to the power to co-operate with the city of Montreal for the paving of Hutchison Street from Saint Joseph Boulevard to Bernard Avenue, to the power to buy or otherwise acquire from the city of Montreal any assessments for local improvements on properties situate in Outremont, and re-assess same upon benefiting properties, to the ratification of assessments or collection rolls, to ratify the building by-laws, to franchises and privileges in the streets, public places and others in the municipality, to openings and excavations, to roads, public places and sidewalks, and for other purposes.

BEAUBIEN, LAMARCHE & ANGERS,
Attorneys for Petitioner.
Montreal, November 13, 1923.

5918-46-4

Avis est par les présentes donné que les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Herménégilde, de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi spéciale constituant le curé et les trois marguilliers en office de ladite paroisse en corporation de syndics ; les autorisant d'imposer et de prélever une répartition annuelle basée sur le rôle d'évaluation de la cité de Montréal, en vue d'acquitter la dette encourue pour la construction de l'église paroissiale et l'acquisition de l'emplacement de cette église ; leur permettant de renouveler les emprunts déjà contractés soit au moyen d'obligations, avec ou sans annuité ou autrement, d'hypothéquer les terrains et édifices de la fabrique pour assurer le paiement des emprunts ; et leur accordant tous les droits et pouvoirs nécessaires ou utiles pour l'accomplissement de leur mission.

Montréal, 14 novembre 1923.
Les procureurs des requérants,
5919-46-4 LACHAPPELLE & LALONDE.

Notice is hereby given that the Curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint Herménégilde, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special act, to constitute the Curé and the churchwardens in office of the said parish into a corporation of trustees ; to authorize them to impose and levy an annual assessment based on the valuation roll of the city of Montreal to pay off the debt incurred by the construction of the parochial church and the acquisition of the land upon which said church was erected ; to allow them to renew the loans already contracted by the Fabrique either by debentures, bonds, with or without annuities or otherwise and to hypothecate the buildings of the parish and the ground upon which they are erected, as guarantee for the payment of such loans ; and to grant them all the rights and powers that may be necessary or useful for the fulfilment of their charge.

Montreal, November 14, 1923.
LACHAPPELLE & LALONDE,
5920-46-4 Attorneys for Applicants.

Avis public est donné par les présentes, que la "Montreal Maternity", corps incorporé, de la cité de Montréal, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour autoriser et donner le pouvoir légal à la "Montreal Maternity" de transporter et livrer toutes ses propriétés mobilières et immobilières, ses droits et ses privilèges, de quelque nature qu'ils soient, à l'hôpital Royal Victoria, corps incorporé, de la cité de Montréal, et pour autoriser et donner le pouvoir légal au dit hôpital Royal Victoria de les recevoir et de les accepter, pour toutes fins que de droit.

Montréal, 14 novembre 1923.
Les procureurs pour le pétitionnaire,
5925-46-4 BROWN, MONTGOMERY &
McMICHAEL.

Public notice is hereby given that the Montreal Maternity, a body corporate of the city of Montreal, will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to authorize and empower the Montreal Maternity to transfer and deliver all its immovable property and all its movables and rights and privileges of whatever nature unto the Royal Victoria Hospital, a body corporate of the city of Montreal, and to authorize and empower the Royal Victoria Hospital to receive and accept the same to all intents and purposes.

Montreal, November 14 1923.
BROWN, MONTGOMERY &
McMICHAEL,
5926-46-4 Attorneys for petitioner.

Avis est par les présentes donné que Monsieur Georges Berberi, de Beauceville, comté de Beauce, étudiant en médecine à l'Université Laval de Québec, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une législation privée autorisant le Collège des médecins à lui octroyer sa licence après qu'il aura subi avec

Notice is hereby given that Mr. Georges Berberi, of Beauceville, county of Beauce, Medical student at Laval University, Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a private bill authorizing the College of Physicians to grant him his license after his passing successfully the examinations

succès les examens de IIIe, IV et Ve années of the third, fourth and fifth years before the
devant le bureau médical. Medical Board.

Le requérant,
5927—46-2 GEORGES BERBERI.

5928—46-2 GEORGES BERBERI,
Applicant

Avis est donné par les présentes que les Révérends Pères Léonidas Hudon, Joseph Papin Archambault, Louis Héroux, Hugues Lefebvre et Léon Sigouin, tous membres de la Compagnie de Jésus, tous de la cité et du district de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant, eux et leurs successeurs, en corporation, sous le nom de "La Corporation de Notre-Dame-du-Chemin", pour fins religieuses, d'éducation, œuvres charitables et sociales, avec les pouvoirs habituels conférés à ces corporations. Québec, 15 novembre 1923.

Les procureurs des pétitionnaires,
BELLEAU, BAILLARGEON, BELLEAU
5929—46-4 & BOULANGER.

Notice is hereby given by the Reverend Fathers Leonidas Hudon, Joseph Papin Archambault, Louis Héroux, Hugues Lefebvre and Léon Sigouin, all members of "La Compagnie de Jésus", all of the city and district of Quebec, that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the enactment of an act to constitute them and their successors a corporation under the name of "La Corporation de Notre-Dame-du-Chemin", for religious, educational, charitable and social purposes, with the powers ordinary granted to corporations of that kind.

Quebec, November 15, 1923.
BELLEAU, BAILLARGEON, BELLEAU
5930—46-4 & BOULANGER.

Province de Québec, district de Montréal.

Avis public est par les présentes donné, que Jules Meilleur, journalier, Joseph Meilleur, menuisier, Hermine Meilleur, fille majeure et usant de ses droits et Adélina Valiquette, veuve de Félix Meilleur, de son vivant menuisier, tous de la ville Laval-des-Rapides, comté de Laval, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi validant leur titre à l'immeuble connu sous le No 272 du cadastre de Saint-Martin, comté de Laval, et les déclarant propriétaires du dit immeuble à toutes fins que de droit.

Montréal, le 14 novembre 1923.
Le procureur des requérants,
5931—46-4 JOSEPH JEAN.

Province of Quebec, district of Montreal.

Public notice is hereby given that Jules Meilleur, laborer, Joseph Meilleur, joiner, Hermine Meilleur, spinster, in the full exercise of her rights and Adélina Valiquette, widow of Felix Meilleur, in his lifetime joiner, all of the town of Laval des Rapides, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to validate their title to the immovable known under No. 272 of the cadastre of Saint Martin, county of Laval, and declaring them owner of the said immovable for all lawful purposes.

Montreal, November 14, 1923.
JOSEPH JEAN,
5932—46-4 Attorney for applicants.

Avis public est par les présentes donné que les syndics de l'école protestante de la municipalité dissidente des cité et paroisse de Lachine et des villes de Lasalle et Dorval, dans le comté de Jacques-Cartier, demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi, devant prendre effet le premier jour de juillet prochain, pour l'érection de la dite municipalité en municipalité scolaire indépendante, pour les protestants seulement, avec tous les droits et privilèges qu'elle posséderait si elle était ainsi érigée sous les articles 2589 et suivants, des Statuts Refondus de Québec, 1909, le bureau de six commissaires remplaçant les six syndics autorisés par la loi 13, George V, chapitre 119, de la Législature de Québec, les syndics dont le terme d'office n'expire pas le premier juillet prochain, devant devenir et demeurer en office, comme commissaires, pour le reste de leur terme respectif, et deux commissaires devant être élus pour remplacer les deux syndics qui se retirent; pour obtenir des pouvoirs d'emprunt temporaire, en attendant la rentrée des taxes courantes, d'un montant n'excédant pas, en aucun temps, un quart des taxes pour l'année courante; pour l'autorisation de faire leur propre rôle d'évaluation et pour autres fins.

Montréal, 14 novembre 1923.
Les procureurs des pétitionnaires,
BROWN, STAVELEY & JENKINS.
5933—46-4

Public notice is hereby given that the Protestant School Trustees for the dissentient municipality of the city and parish of Lachine and the towns of Lasalle and Dorval, in the county of Jacques Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, to come into effect on the first day of July next, for the erection of the said municipality into an independent school municipality for Protestants only, with all the rights and privileges it would have if so erected under Article 2589 and following of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the board to be of six commissioners replacing the six trustees authorized by Act 13 Geo. V, Chapter 119 of the Legislature of the Province of Quebec, the trustees whose terms of office do not expire on the 1st July next to become and remain in office as commissioners for the balance of their respective terms and two commissioners to be elected to replace the two trustees who retire; for temporary borrowing powers against incoming taxes to an amount not exceeding at any time one-quarter of the taxes for the current year; for authorization to make their own valuation roll and for other purposes.

Montreal, November 14, 1923.
BROWN, STAVELEY & JENKINS,
Attorneys for petitioners.
5934—46-4

Avis est par le présent donné que la cité de Lachine demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendement sa charte, la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et ses amendements, aux fins: D'augmenter ses pouvoirs de réglementer la construction et l'autorisation à prohiber tous établissements manufac-

Notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to amend its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments thereto, for the following purposes: To increase its power to regulate building and the authorization to prohibit any manufacturing

turiers et commerciaux quelconques dans certaines parties de son territoire ; D'exempter de taxes les terrains vacants homologués comme rues projetées ; D'exempter de taxes pour trois ans, les constructions nouvelles ; D'autoriser la tenue de referendums au scrutin secret ; D'autoriser la fermeture des magasins à six heures le soir ; D'autoriser la révocation des licences et permis accordés par la Municipalité ; D'autoriser l'organisation d'un service d'autobus dans son territoire ; De corriger la version française de la section 5 de la loi 11 George V, chapitre 116 ; D'autoriser le paiement de pensions viagères à ses employés mis à la retraite ; D'amender les dispositions concernant le recouvrement des amendes, la vente des immeubles pour taxes et les emprunts ; D'abroger les sections 20, 30, 35, 49, 73 de la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et les sections 16 et 22 de la loi 4 George V, chapitre 79, et pour autres fins.

Lachine, le 13 novembre 1923.

Le procureur de la cité de Lachine,
5935-46-4 A.-S. PELLETIER.

Avis est, par les présentes, donné de la part de Madame Maurice Bonnapetit, née Joséphine Drolet, actuellement de la cité de Paris, France, qu'elle demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'amendement du deuxième paragraphe de la loi 12 George V, chapitre 145, concernant la Succession de feu Joseph-Aimé Massue, pour le faire concorder avec les termes du testament du dit feu J.-A. Massue.

Montréal, le 13 novembre 1923.

Les procureurs de la requérante,
ST-JACQUES, FILION & HOULE
5949-46-4

Avis est, par les présentes, donné que les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, certains amendements à la loi 32 Victoria, Chapitre 77, par laquelle ils ont été constitués en corporation, particulièrement la modification de leur nom corporatif et une plus ample définition de leurs pouvoirs et attributions.

Montréal, le 13 novembre 1923.

Les procureurs des requérants,
ST-JACQUES, FILION & HOULE.
5951-46-4

Avis est donné que les membres de la société des Chevaliers de Colomb, du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, lors de l'étude des amendements à la Charte de la cité de Montréal, pour obtenir que leurs cercles et les propriétés immobilières qu'ils occupent, soient exempts de toutes taxes municipales.

Montréal, 31 octobre 1923.

L'avocat des pétitionnaires,
5721-45-4 AUGUSTE MATHIEU.

Avis est donné par les présentes que la Corporation de la ville de Magog s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement sa charte de manière à permettre à la Dominion Textile Company, Limited, ses successeurs et ayant droits, de voter pour l'approbation des règlements d'emprunt, et pour que la votation sur tous les règlements de la ville se fasse au scrutin secret.

Magog, ce 5 novembre 1923.

Le secrétaire-trésorier,
5733-45-4 ALF. TOURIGNY.

and commercial establishments whatsoever in certain parts of its territory ; to exempt from taxes the vacant lands homologated as projected streets ; to exempt new buildings from taxes for three years ; to authorize the holding of referendums by ballot ; to authorize the closing of stores at six o'clock P. M. ; to authorize the cancelling of licenses and permits granted by the municipality ; to authorize the organization of an autobus service in its territory ; to correct the French version of section 5 of the Act 11 George V, chapter 116 ; to authorize the payment of life allowances to its employees pensioned off ; to amend the provisions respecting the recovery of fines, the sale of immovables for taxes and loans ; to repeal sections 20, 30, 35, 49, 73 of the Act 9 Edward VII, chapter 86 and sections 16 and 22 of the Act 4, George V, chapter 79 and for other purposes.

Lachine, November 13, 1923.

A. S. PELLETIER,
5936-46-4 Attorney of the city of Lachine.

Notice is hereby given on behalf of Dame Maurice Bonnapetit, née Josephine Drolet, presently of the city of Paris, France, that she will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to amend the second paragraph of the Act 12, George V, Chapter 145, respecting the estate of the late Joseph Aimé Massue, to make it agree with the terms of the last will of the said late J. A. Massue.

Montreal, November 13, 1923.

ST-JACQUES, FILION & HOULE,
Attorneys for applicant,
5950-46-4

Notice is hereby given that *Les Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul*, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for certain amendments to the Act 32, Victoria, Chapter 77, whereby they were incorporated, and especially for modifying their corporate name and for a further definition of their powers and attributions.

Montreal, November 13, 1923.

ST-JACQUES, FILION & HOULE,
Attorneys for applicants.
5952-46-4

Notice is hereby given that the members of the society known as the Knights of Columbus, of the district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its session, during the study of the amendments to the Charter of the City of Montreal, to obtain that their clubs and the immovable properties they occupy, be exempt from all municipal taxes.

Montreal, October the 31st, 1923.

AUGUSTE MATHIEU,
5722-45-4 Attorney for petitioners.

Notice is hereby given that the Corporation of the town of Magog shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to have a law passed amending the charter in order to permit to the Dominion Textile Company, Limited, its successors or assigns, to vote the approval of borrowing by-laws and to have the vote taken by secret ballot on all by-laws requiring the approval of the rate-payers.

Magog, November 5th, 1923.

ALF. TOURIGNY,
5734-45-4 Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que les exécuteurs testamentaires de feu James Robertson, en son vivant de la cité de Montréal, marchand de chaussures, retiré des affaires, demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte pour étendre leurs pouvoirs et pourvoir à leur remplacement.

Les procureurs des requérants,
GOLDSTEIN & ENGEL.

Montréal, 7 novembre 1923.

5765-45-4

Notice is hereby given that the Testamentary Executors of the late James Robinson, in his lifetime of the City of Montreal, retired Boot and Shoe Merchant, will apply to the Legislature of Quebec at its next session for the passing of an Act to extend their powers and to provide for their replacement.

GOLDSTEIN & ENGEL,
Solicitors for applicants.

Montreal, November 7th, 1923.

5766-45-4

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Horace Décarie, jardinier, Béatrice Décarie, Claire Décarie, Delphine Décarie et Agnès Décarie, filles majeures, tous résidant en la cité de Montréal, dit district, pour l'adoption d'une loi ratifiant la vente qu'ils ont faite le 11 avril 1923 du lot No 202 du cadastre de la paroisse de Montréal, et des servitudes y attachées, à Victor-E. Lambert, par acte passé devant Lionel Joron, notaire, et pour autres fins.

Montréal, 6 novembre 1923.

Le procureur du requérant,
ALPHONSE DECARY.

5767-45-4

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by Horace Décarie, gardener, Béatrice Décarie, Claire Décarie, Delphine Décarie et Agnès Décarie, spinsters, all residing in the city of Montreal, said district, for the adoption of an Act ratifying the sale which they have made on the 11th of April 1923 of lot No. 202 of the cadastre of the parish of Montreal, and the servitudes attached thereto, to Victor E. Lambert, by deed of sale passed before Lionel Joron, notary, and for other purposes.

Montreal, November 6th, 1923.

ALPHONSE DECARY,
Solicitor for applicant.

5768-45-4

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Charles-Auguste Décarie, étudiant en médecine, de la cité d'Outremont, district de Montréal, pour l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie après examen.

Montréal, 6 novembre 1923.

Le procureur du requérant,
ALPHONSE DECARY.

5769-45-4

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by Charles Auguste Décarie, medical student, of the city of Outremont, district of Montreal, for the adoption of an Act authorizing the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to admit him to the practice of medicine and surgery, after examination.

Montreal, November 6th, 1923.

ALPHONSE DECARY,
Solicitor for applicant.

5770-45-4

Avis public est donné, que lors de l'étude du projet de loi de la cité de Montréal, Arthur Brière, Maxime Presseau, Joseph Charpentier, Olivier Champagne, Arsène David, Azarie Beauchamp, Calixte Sénécal, C.-A. Collette, Vincent Langelier, Joseph Charbonneau, Jean Naud, J. Tremblay, A. Binette, Arthur Mann, Edmond Mayer, tous ex-officiers du corps de pompiers de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire insérer parmi les amendements à la charte de ladite cité, une disposition, obligeant la cité à leur payer une pension égale à la demie du salaire moyen par eux touché pendant leurs dix dernières années de service.

Montréal, 7 novembre 1923.

L'avocat des requérants,
J.-OCTAVE MOUSSEAU.

5771-47-4

Public notice is hereby given that when the bill amending the charter of the city of Montreal, is being considered, Arthur Brière, Maxime Presseau, Joseph Charpentier, Olivier Champagne, Arsène David, Azarie Beauchamp, Calixte Sénécal, C. A. Collette, Vincent Langelier, Joseph Charbonneau, Jean Naud, J. Tremblay, A. Binette, Arthur Mann, Edmond Mayer, all of them ex-officers in the fire department of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to insert in the charter of the city a provision compelling the city to pay them a pension equal to the half yearly salary received by them during their last ten years of service.

Montreal, November the 7th, 1923.

J. OCTAVE MOUSSEAU,
Attorney for applicants.

5772-47-4

Avis est par les présentes donné que les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Madeleine-d'Outremont, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi spéciale, constituant le curé et les trois marguilliers en office de ladite paroisse en corporation de syndics; les autorisant de construire une église paroissiale, à pourvoir à son ameublement et à dépenser pour ces fins une somme ne dépassant pas \$200,000.00; leur permettant d'emprunter les sommes nécessaires pour défrayer le coût de la construction par débetures, obligations ou autrement; leur permettant également d'imposer et de prélever une répartition annuelle basée sur le rôle d'évaluation municipal, sur les immeubles des propriétaires catholiques romains de ladite

Notice is hereby given that the Curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Sainte Madeleine of Outremont, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special act, to constitute the Curé and the churchwardens in office of the said parish into a corporation of trustees; to authorize them to build a parochial church and provide for its furniture and to spend for those purposes a sum not exceeding \$200,000.00; to allow them to borrow the sums of money they may be necessary to pay the cost of said building, either by debentures, bonds or otherwise; to allow them also to impose and levy an annual assessment based on the municipal valuation roll, upon the immoveable property of Roman Catholics of the said

paroisse, en vue d'acquitter la dette encourue pour la construction de l'église; obligeant la fabrique de ladite paroisse à contribuer au paiement de ladite dette; et accordant auxdits syndics tous les droits et pouvoirs nécessaires ou utiles pour l'accomplissement de leur mission.

Montréal, 6 novembre 1923.

Les procureurs des requérants,
5773—45—4 LACHAPPELLE & LALONDE.

Canada, province de Québec, Corporation du village de la Malbaie.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation du Village de la Malbaie s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi refondant sa charte, l'amendant et lui accordant de nouveaux pouvoirs pour, entre autres, les objets suivants:

Mieux définir les limites du Village; annexion de terrains à une municipalité voisine.

Obtenir l'autorisation de bénéficier de la loi dite des logements ouvriers.

Pouvoirs de réglementation concernant l'ouverture, la fermeture et l'alignement de rues et la subdivision de terrains en lots à bâtir.

Pouvoirs concernant l'adoption d'un règlement, l'expropriation et un emprunt au sujet d'un système d'aqueduc et d'éclairage.

Modifier la limite d'emprunt au moyen de billets.

Modifier les pouvoirs de la Corporation concernant la taxe annuelle sur les biens imposables et les taux pour les licences de commerce et autres.

Les procureurs du village de La Malbaie,
5775—45—4 LAPOINTE & ROCHETTE.

Avis est donné par les présentes que l'Honorable Georges Elie Amyot, de la cité de Québec, industriel, MM. Gaspard DeSerres, de la cité de Montréal, banquier, Ernest-R. Decary, de la cité de Montréal, notaire, Charles Edmond Taschereau, de la cité de Québec, notaire, Joseph-Herman Fortier, de la cité de Québec, industriel, Joseph Ethier, de la cité de Montréal, gentilhomme, Alphonse Racine, de la cité de Montréal, marchand, Joseph Beaubien, de la cité de Montréal, industriel, Amable-Napoléon Drolet, de la cité de Québec, marchand, Joseph Quintal, de la Cité de Montréal, courtier, Jules Desmarais, de la Cité de Montréal, avocat, Damien Masson, de la Cité de Montréal, médecin, Alphonse Valiquette, de la Cité de Montréal, gentilhomme, Joseph Savignac, de la Cité de Montréal, notaire, Hector Racine, de la Cité de Montréal, marchand, Joseph-Z. Langevin, de la Cité de Montréal, gentilhomme, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une Loi les constituant en Corporation, comme Compagnie de Fiducie, eux et leurs successeurs, sous le nom de "Crédit National", avec les pouvoirs que comporte la loi 3 Geo. V, Chap. 44 et ceux habituellement conférés à ces corporations et, en outre, et sans limiter les termes ci-dessus, être autorisée:

A être nommée tuteur et curateur à la personne et à toute charge par un Juge de la Cour Supérieure sur simple avis aux parties intéressées; à garder les propriétés achetées en compromis pendant 15 ans; à promouvoir la formation des compagnies, à acheter des lettres de change, à recevoir de l'argent en dépôt et payer des intérêts sur ce dépôt; à emprunter en émettant des bons ou obligations; à agir comme agent financier de tout tuteur ou curateur et de toute personne ou autre officier nommé par la Cour; à garantir la validité des ré-

parish, to pay off the debt incurred by the construction of the Church; to oblige the *Fabrique* of the said parish to contribute to the payment of the said debt; and to grant the said trustees all the rights and powers that may be necessary or useful for the fulfilment of their charge.

Montreal, November 6, 1923.

LACHAPPELLE & LALONDE,
5774—45—4 Attorneys for applicants.

Canada, province of Quebec, Corporation of the village of La Malbaie.

Public notice is hereby given that the Corporation of the Village of La Malbaie will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law to revise its charter, amend it, give adding powers for, amongst others, the following objects, to wit:

To ascertain and fix the boundaries of the Village; annexing lands to an adjoining municipality.

To obtain the authorisation to take advantage of the law of Workmen's dwellings.

Powers concerning the opening, the closing and the ranging of streets and the subdivision of lands into building lots.

Powers concerning the passing of a by-law, the expropriation and a loan regarding a system of waterworks and electric lighting.

To modify the powers to borrow on promissory notes.

To modify the powers of the Corporation concerning the annual tax on taxable property and the rates for trade licenses and others.

LAPOINTE & ROCHETTE,
Solicitors for the Village of La Malbaie.
5776—45—4

Notice is hereby given that the Honourable Georges Elie Amyot, of the City of Quebec, manufacturer, Messrs. Gaspard DeSerres, of the City of Montreal, banker, Ernest R. Decary, of the City of Montreal, notary, Charles Edmond Taschereau, of the City of Quebec, notary, Joseph Herman Fortier, of the City of Quebec, manufacturer, Joseph Ethier, of the City of Montreal, gentleman, Alphonse Racine, of the City of Montreal, merchant, Joseph Beaubien, of the City of Montreal, manufacturer, Amable Napoleon Drolet, of the City of Quebec, merchant, Joseph Quintal, of the City of Montreal, broker, Jules Desmarais, of the City of Montreal, advocate, Damien Masson, of the City of Montreal, physician, Alphonse Valiquette, of the City of Montreal, gentleman, Joseph Savignac, of the City of Montreal, notary, Hector Racine, of the City of Montreal, merchant, Joseph Z. Langevin, of the City of Montreal, gentleman, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain a law constituting them and their successors as a trust company under the name of "Crédit National", with the powers granted by the Act 3 Geo. V, Chap. 44, and those generally granted to such corporations, and moreover, and without restricting the above terms, to be authorized:

To act as tutor and curator to the person and to all other function on its nomination by a Judge of the Superior Court after notice to interested parties; to keep immovable properties acquired by compromise, during fifteen years; to organize companies; to buy bills of exchange; to receive money on deposit, and to pay interest on those deposits; to borrow money and issue bonds and debentures; to act as financial attorney of any tutor or curator of any officer named by the Court; to guarantee the validity of any claim, the repay-

clamations, des placements faits par la Compagnie, la fidélité des personnes en charge des fidéjussés; garantir le gain, la déclaration, la validité et le paiement, en tout ou en partie, de tout dividende, le gain ou le paiement de tout droit éventuel; à passer tout autre contrat de garantie; à agir comme fidéjussé pour les bons, débiteures ou obligations quelconques; à prêter de l'argent, à être régie par la loi des compagnies à fonds social;

ment of the principal or payment of interest of any moneys entrusted to the Company for investment; to guarantee the fidelity of persons in positions of trustee, public or private, to guarantee the earning, declaration, validity and payment of the whole or part of any dividend, and the payment of the whole or part of any eventual right; to make such other contracts of guarantee; indemnity or suretyship, as the directors deem expedient; to act as trustee for all bonds, debentures and obligations; to loan money, to be under the regulations of the Joint Stock Companies General Clauses Act, and

A être autorisée à augmenter son capital-actions sur résolution par les deux-tiers des actionnaires, lorsque la totalité du capital-actions originaire aura été acquittée.

To be authorized to increase the stock of the Company from time to time by resolution of two-thirds of its shareholders, after the whole of the original stock has been paid.

Les procureurs des Requérants,
ST-LAURENT, GAGNE, DEVLIN
& TASCHEREAU.

ST-LAURENT, GAGNE, DEVLIN
& TASCHEREAU,
Attorneys for Petitioners.

Québec, le 7 novembre 1923.
5777-45-4

Quebec, November 7th, 1923.

5778-45-4

Avis public est donné que L.-A. Girard, médecin naturalisé américain, de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à lui accorder une licence pour exercer la profession de médecin et chirurgien dans la province de Québec, après examen sur la pathologie interne et externe, la matière médicale et tous les examens de cinquième année devant le bureau médical.

Public notice is given that L. A. Girard, physician, naturalized in the United States of America, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to authorize the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to grant him a licence to practice medicine and surgery in the Province of Quebec, provided that he passes examination on internal and external pathology, materia medica and all matters of the fifth year examination before the medical board.

Le procureur du requérant,
J.-C. LAMOTHE.

J. C. LAMOTHE,
Attorney for applicant.

5785-45-4

5786-45-4

CITE DE LEVIS.

CITY OF LEVIS.

Avis public est, par les présentes, donné que la Cité de Lévis s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir certains amendements à sa charte sur ce qui suit:

Public notice is hereby given that the city of Levis will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, with a view to obtain certain amendments to its charter on the following matters:

Annexion de la municipalité du village de Bienville; représentation municipale; représentation par quartiers; bornes et limites de la Cité de Lévis; division en quartiers; nombre d'échevins par quartier; emprunts temporaires; droit d'être inscrit sur la liste des électeurs municipaux sans avoir payé les taxes; taxe sur fonds de marchandises ou effets de commerce; taxe personnelle; droits annuels ou taxes d'affaires sur certains commerces, établissements financiers ou commerciaux, clubs, corporations, sociétés, etc.; licences ou permis; actions pour réclamer le paiement des taxes municipales devant certaines cours; plaintes contre le rôle de cotisation; appel de la décision des estimateurs devant certaines cours; rémunération au Maire; élections municipales, droit d'enchérir dans certaines ventes; réglementation des clôtures et des trottoirs; privilèges lorsque les trottoirs seront réparés et construits par la cité; élection pour Bienville; et autres fins.

Annexation of the municipality of the village of Bienville; municipal representation; representation by wards; boundaries and limits of the city of Levis; division into wards; number of aldermen par ward; temporary loans; right to be entered on the list of municipal voters without having paid their taxes; tax on stock-in-trade or articles of trade; personal tax; annual dues or business taxes on certain trades, financial or commercial establishments, clubs, corporations, societies, etc.; licenses or permits; actions for recovering the payment of municipal taxes before certain courts; complaints against the assessment roll; appeal of the decision of the valuers before certain courts; remuneration to the mayor; municipal elections; right to bid in certain sales; regulation of fences and sidewalks; privilege when the sidewalks are repaired or built by the city; election for Bienville; and for other purposes;

Lévis, le 10 novembre 1923.

Levis, November 10, 1923.

Le Greffier de la Cité de Lévis,
5813-45-4 LIONEL LEMIEUX.

LIONEL LEMIEUX,
5814-45-4 Clerk of the City of Levis.

1633-23

Québec, 24 novembre 1923.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 22 novembre courant, de détacher de la municipalité scolaire des Etroits-du-Lac-Long, comté de Témiscouata, les lots numéros 16 à 20 inclusivement du rang 1; les lots numéros 16 à 29 inclusivement du rang 2; les lots numéros 16 à 31 inclusivement du rang 3; les lots numéros 11 à 34 inclusivement du rang 4; les lots numéros 11 à 35 inclusivement du rang 5; les lots numéros 11 à 37 inclusivement du rang 6; les lots numéros 11 à 39 inclusivement du rang 7; les lots numéros 11 à 41 inclusivement du rang 8; les lots numéros 11 à 43 inclusivement du rang 9; les lots numéros 11 à 45 inclusivement du rang 10; les lots numéros 11 à 48 inclusivement du rang 11; tous du canton de Robinson, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Cyr", même comté.

6177

890-23

Québec, 26 novembre 1923.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 22 novembre courant, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Léonard, comté de Nicolet, la partie du lot numéro 104 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Léonard, le tout formant un territoire d'environ 12 arpents de largeur sur une profondeur moyenne d'environ 20 arpents; borné au bout sud-ouest à la rivière Nicolet, au bout nord-est au lot 105 du dit cadastre, du côté nord-ouest à la terre d'Edouard Lepitre et du côté sud-est à une terre appartenant à Joseph Provencher, fils de Ls, étant la partie sud-est du dit lot 104 du dit cadastre, comprise dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Eulalie, même comté, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Sainte-Eulalie, même comté.

6179

1633-23

Quebec, November 24, 1923.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 22nd of November instant, to detach from the school municipality of Etroits du Lac Long, county of Témiscouata, the lots numbers 16 to 20 inclusively of the first range; the lots numbers 16 to 29, inclusively, of the range 2; the lots numbers 16 to 31, inclusively, of range 3; the lots numbers 11 to 34, inclusively, of range 4; the lots numbers 11 to 35, inclusively, of range 5; the lots numbers 11 to 37, inclusively, of range 6; the lots numbers 11 to 39, inclusively, of range 7; the lots numbers 11 to 41, inclusively, of range 8; the lots numbers 11 to 43, inclusively, of range 9; the lots numbers 11 to 45, inclusively, of range 10; the lots numbers 11 to 48, inclusively, of range 11; all of the township of Robinson, and to erect all this territory into a separate school municipality under the name of "Saint Cyr", in the same county.

6178

890-23

Quebec, November 26, 1923.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 22nd of November instant, to detach from the school municipality of Saint Léonard, county of Nicolet, the part of the lot number 104 of the official cadastre of the parish of Saint Léonard, the whole forming a territory of about 12 arpents in width by a mean depth of about 20 arpents; bounded at the southwest end by the river Nicolet, at the northeast end by the lot 105 of the said cadastre, on the northwest side by the land of Edouard Lepitre, and on the southeast side by a land belonging to Joseph Provencher, son of Ls, being the southeast part of said lot 104 of the said cadastre, comprised within the municipality of the parish of Sainte Eulalie, same county, and to annex this territory to the school municipality of Sainte Eulalie, same county.

6180

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Commercial Union Assurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et la vie, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, assurance contre les dommages sur propriétés de toute sortes causés par l'explosion de gaz naturel ou autres, accidents, automobile, vol avec effraction, bris de glaces, maladie et ouragan, le et après le vingt-sixième jour de novembre, 1923.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour de novembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

6159-48-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Commercial Union Assurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire and Life Insurance, has been extended to include Sprinkler Leakage Insurance, Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, accident, automobile, burglary, plate glass, sickness and tornado insurance, on and after this twenty sixth day of November, 1923.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty sixth day of November, 1923.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

6160-48-2

Avis d'émission de permis et d'enregistrement.

Avis est par le présent donné que la "Compagnie Provinciale d'Assurance Mutuelle contre le Feu des Beurreries et Fromageries de la Province de Québec" a obtenu un permis et a été enregistrée conformément à la loi des assurances de Québec, pour faire des affaires d'assurance contre le feu des beurreries et fromageries, leurs machineries et contenu, en vertu des dispositions des articles 7079 et suivants des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1909.

Le bureau-chef de la Compagnie est situé à Nicolet, comté de Nicolet, P. Q.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1909, ce vingtième jour de novembre, 1923.

Le Surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.
Pour le Trésorier de la province de Québec.
Branche des Assurances,
Département du Trésor,
6013-47-2 Québec, P. Q.

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The General Accident Assurance Company of Canada", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre les accidents, maladie, chaudières à vapeur, vol avec effraction, feu, automobile, grêle, garantie, contre les pertes ou dommages par le vol, dégâts causés par arroseurs automatiques, bris de glace, et assurance contre dommages à la propriété et responsabilité pour dommages aux autres personnes ou propriétés, causés par le bris d'une machine électrique, a été amendé, permettant en plus la classe suivante contre les dommages causés aux propriétés de toutes sortes par l'explosion de gaz naturel ou autres, le et après ce vingtième jour de novembre 1923.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce vingtième jour de novembre 1923.

Le Surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.
Pour le Trésorier de la province de Québec.
Branche des Assurances,
Département du Trésor,
6015-47-2 Québec, P. Q.

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme", dans le comté de Terrebonne, a obtenu un permis et a été enregistrée conformément aux dispositions des articles 6870 et suivants et 6850 S.R.P.Q., 1909 et de la loi 4 George V, C. 54, s. 1, à l'effet de tenir assurés contre le feu et la foudre les maisons et bâtiments de ferme situés dans les limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950, ce vingt et unième jour de novembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des Assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.
Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 6037-47-2

Avis est par le présent donné que la "Affiliated Underwriters" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, le et après le vingt et unième jour de novembre 1923.

Notice of license and registration.

Notice is hereby given that the "Compagnie Provinciale d'Assurance Mutuelle contre le Feu des Beurreries et Fromageries de la Province de Québec" has been licensed and registered for the transaction of insurance against fire of butter and cheese factories, machineries and contents, pursuant to the provisions of Articles 7079 and following of the Revised Statutes of the Province of Québec, 1909.

The head office of the Company is situated at Nicolet, county of Nicolet, P. Q.

Given pursuant to the provisions of Article 6950 of the R. S. P. Q., 1909, this twentieth day of November, 1923.

J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.
For the Treasurer of the Province of Québec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
6014-47-2 Québec, P. Q.

Notice is hereby given that the certificate of Registry issued to "The General Accident Assurance Company of Canada", authorizing it to transact, throughout the Province of Québec, the business of accident, sickness, steam boiler, burglary, fire, automobile, hail, guarantee, insurance, insurance against loss or damage by robbery and sprinkler leakage, plate glass insurance and insurance against damage to property and liability for damage to the property or person of others caused by the breakdown of any electrical machinery, has been extended to include insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this twentieth day of November, 1923.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Québec, 1909, this twentieth day of November, 1923.

J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.
For the Treasurer of the Province of Québec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
6016-47-2 Québec, P. Q.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme", in the County of Terrebonne, has been licensed and registered, pursuant to the provisions of articles 6870 and following and 6850 and Act 4 Geo. V, C. 54, s. 1, in order to keep insured against fire and lightning the houses and farm buildings situated within the limits of the Municipality of the parish of Saint Jerome.

Given pursuant to Article 6950, this twenty first day of November, 1923.

For the Treasurer of the Province of Québec.
J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q. 6038-47-2

Notice is hereby given that the "Affiliated Underwriters" has been registered to transact, within the Province of Québec, the business of Fire Insurance, on and after this Twenty-first day of November, 1923.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: Lindsay Montgomery Donaldson, 164 rue Saint-Jacques, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P.Q., 1909, ce vingt et unième jour de novembre 1923. Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des Assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

6039-47-2

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec are: Lindsay Montgomery Donaldson, 164 Saint James Street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1909, this twenty first day of November, 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

6040-47-2

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 830. Dame Anna Gravel, épouse commune en biens de Adrien Pharand, journalier, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Adrien Pharand, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 17 novembre 1923.

Montréal, le 22 novembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
6131-48-5 J.-L. GODIN.

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 830. Dame Anna Gravel, wife common as to property of Adrien Pharand, laborer, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, plaintiff, vs the said Adrien Pharand, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 17th of November, 1923.

Montreal, November 22, 1923.

J. L. GODIN,
6132-48-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 1768. Dame Beckie Rosenstein, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Singer, marchand, du même endroit, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Louis Singer, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19ème jour de novembre 1923.

Montréal, 22 novembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
6133-48-5 ALEXANDRE-I. POPLIGER.

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 1768. Dame Beckie Rosenstein, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Singer, merchant, of the same place, and duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Louis Singer, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 19th day of November 1923.

Montreal, November 22, 1923.

ALEXANDER I. POPLIGER,
6134-48-5 Attorney for plaintiff.

Cour supérieure, Kamouraska, No 8998. Dame Alice Desrosiers, épouse commune en biens de Sieur Aimé Bérubé, mécanicien, de la cité de Rivière-du-Loup, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Aimé Bérubé, mécanicien, de la cité de Rivière-du-Loup, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dixième jour de novembre 1923.

Rivière-du-Loup, 13 novembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
CASGRAIN, LIZOTTE & MICHAUD.
6151-48-5

Superior Court, Kamouraska, No. 8998. Dame Alice Desrosiers, wife common as to property of Mr. Aime Berubé, machinist, of the city of Rivière du Loup, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs Aimé Berubé, machinist, of the city of Riviere du Loup, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the tenth day of November, 1923.

Rivière du Loup, November 13, 1923.

CASGRAIN, LIZOTTE & MICHAUD,
6152-48-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 4484. Dame Azelda Anger, domiciliée en la cité de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens d'Albert Fontaine, du même lieu, dûment autorisée aux fins des présentes, demanderesse; vs Albert Fontaine, voiturier, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 22 novembre 1923.

Montréal, 26 novembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
6155-48-5 BEAUREGARD & LABELLE.

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 4484. Mrs. Azelda Anger, residing in the city and district of Montreal, wife common as to property of Albert Fontaine, of the same place, and duly authorized to ester aux présentes, plaintiff; vs Albert Fontaine, carriage maker, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 22nd day of November, 1923.

Montreal, November 26, 1923.

BEAUREGARD & LABELLE,
6156-48-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4356.

Dame Delphine Côté, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alfred Auger, mécanicien, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Alfred Auger, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le 15 novembre 1923.

Montréal, 16 novembre 1923.

L'avocat de la demanderesse,
5985—47-5 C.-A. ARCHAMBAULT.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. Dame Marie-B. Boulanger, épouse commune en biens du défendeur demanderesse, des cité et district de Montréal; et Ernest Vandandaigue, défendeur, du même lieu.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, 17 novembre 1923.

L'avocat de la demanderesse,
5999—47-5 F.-A. CRAIG.

Canada, Province de Québec, district de Saint-François. Cour Supérieure, No 718. Dame Rosa-Marguerite Tanguay, du canton de Weedon, dans le district de Saint-François, épouse de Stanislas-Wilbrod Darche, du même endroit, commerçant, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Stanislas-Wilbrod Darche, commerçant, du canton de Weedon, dans le district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quatorzième jour de novembre mil neuf cent vingt-trois.

Sherbrooke, Novembre 21, 1923.

Le procureur de la demanderesse,
6053—47-5 F. CAMPBELL.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4938.—Dame Annie Goldberg, épouse commune en biens de Sam Zweig, tous deux des cité et district de Montréal, dûment autorisée par un jugement de la Cour supérieure pour ces présentes, demanderesse; vs Sam Zweig, du même endroit, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, de jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, 5 novembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
5863—46-5 LOUIS FITCH.

Province de Québec, district de Kamouraska. Dans la Cour supérieure, No 8957. Dame Mathilda Morin, épouse commune en biens de Sieur Joseph Saindon, employé de chemin de fer, de la Cité de Rivière-du-Loup, demanderesse; vs ledit Joseph Saindon, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 4 octobre 1923.

Rivière-du-Loup, 10 novembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
5865—46-5 LANGLAIS & COTÉ.

Province de Québec, District de Kamouraska. Dans la Cour supérieure, No 8958. Dame Albina Lévesque, épouse commune en biens de Sieur Philippe Pinet, commerçant, de la paroisse de Saint-Honoré, demanderesse; vs le dit Philippe Pinet, du même endroit, défendeur.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4356.

Dame Delphine Côté, of Montreal, district of Montreal, wife common as to property of Alfred Auger, of the same place, mechanic, duly authorized to act in justice, plaintiff; vs said Alfred Auger, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against defendant on November 15th, 1923.

Montreal, November 16th, 1923.

C. A. ARCHAMBAULT,
5986—47-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. Mrs. Dame Marie B. Boulanger, wife common as to property of the defendant, plaintiff, of the City and District of Montreal; and Ernest Vandandaigue, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day, by the plaintiff against the defendant.

Montreal, November 17, 1923.

F.-A. CRAIG,
6000—47-5 Attorney for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis. Superior Court, No. 718. Dame Rosa Marguerite Tanguay, of the township of Weedon, in the district of Saint Francis, wife of Stanislas Wilbrod Darche, of the same place, merchant, and authorized by the Court to ester en justice, plaintiff; vs Stanislas Wilbrod Darche, merchant, of the township of Weedon, in the district of Saint Francis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 14th day of November one thousand nine hundred and twenty three.

Sherbrooke, November 21st, 1923.

F. CAMPBELL,
6054—47-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4938.—Dame Annie Goldberg, wife common as to property of Sam Zweig, both of the city and district of Montreal, duly authorized by judgment of the Superior Court for these presents, plaintiff; vs Sam Zweig, of the same place, merchant, defendant.

An action has this day been instituted in separation as to property by the plaintiff against the defendant.

Montreal, November 5, 1923.

LOUIS FITCH,
5864—46-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Kamouraska. In the Superior Court. No. 8957. Dame Mathilda Morin, wife common as to property of Mr. Joseph Saindon, Railway employee, of the city of Rivière du Loup, plaintiff; vs the said Joseph Saindon, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 4th of October, 1923.

Rivière du Loup, November 10, 1923.

LANGLAIS & COTE,
5866—46-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Kamouraska. In the Superior Court, No. 8958. Dame Albina Lévesque, wife common as to property of Mr. Philippe Pinet, trader, of the parish of Saint Honoré, plaintiff; vs the said Philippe Pinet, of the same place, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 4 octobre 1923.

Rivière-du-Loup, 10 novembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
5867—46-5 LANGLAIS & COTÉ.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1651.—Dame Mathilda Pelletier, épouse commune en biens de Camille Boyer, journalier restaurateur, présentement des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Le dit Camille Boyer, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour dans la présente cause.

Montréal, 7 novembre 1923.

L'avocat de la demanderesse,
5869—46-5 EMILE-L. SASSEVILLE.

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 11—Dame Mary Guilmin, épouse commune en biens de Albert Wilson, hôtelier, du village de Warden, dans le district de Bedford, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Albert Wilson, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 20ème jour d'octobre 1923.

Waterloo, 13 novembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
5871—46-5 ROMULUS CLOUTIER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3303. Dame Palmyre Roy, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alphonse-Henri Levesque, fourreur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, a institué ce jour une action en séparation de biens contre son dit époux.

Montréal, 13 novembre 1923.

Les avocats de dame P. Roy,
MONTY, DURANLEAU, ROSS & ANGERS.
5901—46-5

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 683. Dame Rose-Anna Bisson, épouse de J.-Henri Lambert, restaurateur, domicilié à East Angus, dit district, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit J.-Henri Lambert, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 9ème jour de novembre 1923.

Sherbrooke, 9 novembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
5913—46-5 CESAIRE GERVAIS.

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 34. Dame Clarinda Blanchard, de Sainte-Cécile-de-Milton, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Téléspore Auclair, forgeron, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Téléspore Auclair, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 9ème jour de novembre 1923.

Waterloo, ce 15 novembre 1923.

Le procureur de la demanderesse,
5953—46-5 ROMULUS CLOUTIER.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 4547.—Dame Marie-Anna Gauthier, épouse commune en biens de Deus Blais, solliciteur d'annonces, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Deus Blais, défendeur.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 4th of October, 1923.

Rivière du Loup, November 10, 1923.

LANGLAIS & COTE,
5868—46-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1651.—Mrs. Mathilda Pelletier, wife common as to property of Camille Boyer, restorator, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs The said Camille Boyer, her husband, defendant.

An action as to property has been instituted this day.

Montreal, November 7, 1923.

EMILE L. SASSEVILLE,
5870—46-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 11.—Mary Guilmin, wife common as to property of Albert Wilson, hotel-keeper, of the village of Warden, in the district of Bedford, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs. The said Albert Wilson, defendant.

An action in separation as to property has been taken on the 20th of October, 1923.

Waterloo, November 10, 1923.

ROMULUS CLOUTIER,
5872—46-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3303. Dame Palmyre Roy, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alphonse Henri Levesque, furrier, of the same place, has this day instituted an action in separation as to property against her said husband.

Montreal, November 13, 1923.

MONTY, DURANLEAU, ROSS & ANGERS,
Attorneys for Palmyre Roy.
5902—46-5

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 683. Dame Rose Anna Bisson, wife of J. Henri Lambert, restaurant-keeper, domiciled at East Angus, said district, duly authorized to "ester en justice", plaintiff; vs said J. Henri Lambert, of same parts, defendant.

An action in separation as to property, has been instituted in this cause on the 9th day of November, 1923.

Sherbrooke, November 9, 1923.

CESAIRE GERVAIS,
5914—46-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 34. Clarinda Blanchard, of Sainte Cécile de Milton, in the district of Bedford, wife common as to property of Téléspore Auclair, blacksmith, of the said village of Sainte Cecile de Milton, said district, and duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Téléspore Auclair, défendeur.

An action in separation as to property has been taken on the 9th of November, 1923.

Waterloo, this 15th day of November, 1923.

ROMULUS CLOUTIER,
5954—46-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 4547. — Dame Marie Anna Gauthier, wife common as to property of Deus Blais, insurance canvasser, of the city of Quebec, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Deus Blais, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 27ème jour d'octobre 1923.

Québec, 27 octobre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
5723-45-5 MICHAUD & PETTIGREW.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3084.—Dame Anna Ethier, épouse de Roméo Mercier, chauffeur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Roméo Mercier, chauffeur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 24 octobre 1923.

Montréal, 30 octobre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
LEBLANC, PLANTE & LEBLANC.
5725-45-5

Province de Québec, district d'Arthabaska, No 409. Cour supérieure. Dame Alida Lasanté, modiste, de Victoriaville, épouse de Joseph-Egide Lamy, charretier, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Egide Lamy, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur en cette cause le 3ième jour de novembre 1923.

Arthabaska, 6 novembre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
5779-45-5 LALIBERTE & MARCHAND.

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure. No 194. Dame Joséphine Garceau, de la cité de Grand'Mère, épouse commune en biens de Joseph-A. Marcotte, commis, de Grand'Mère, demanderesse; vs le dit Joseph-A. Marcotte, de la cité de Grand'Mère, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-neuvième jour d'octobre 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
DESILETS & ASSELIN.

Trois-Rivières, 29 octobre 1923. 5593-44-5

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 651.

Dame Melanie Doyon, du canton de Windsor, dans le district de Saint-François, épouse de Léonidas Saint-Laurent, du même lieu, dit district, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par un juge de la Cour supérieure, demanderesse; vs ledit Leonidas St. Laurent, du canton de Windsor, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

LEONARD & BACHAND, P.C.S.,

Le procureur de la demanderesse,
EMILE RIOUX.

Sherbrooke, 30 octobre 1923. 5639-44-5

Canada, province de Québec, district de Saint-François, No 646, Cour supérieure.

Dame Marie-Anne Poulin, épouse commune en biens de Maurice Bisson, cultivateur, de Rock Island, dans le district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

Le procureur de la demanderesse,
LIONEL FOREST.

Sherbrooke, 30 octobre 1923. 5641-44-5

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 27th day of October, 1923.

Quebec, October 27, 1923.

MICHAUD & PETTIGREW,
Attorneys for plaintiff.

5724-45-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3084.—Dame Anna Athier, wife of Romeo Mercier, chauffeur, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Romeo Mercier, chauffeur, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 24th of October, 1923.

Montreal, October 30, 1923.

LEBLANC, PLANTE & LEBLANC,
Attorneys of plaintiff.
5726-45-5

Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court. No. 409. Dame Alida Lasanté, milliner, of Victoriaville, wife of Joseph Egide Lamy, driver, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Egide Lamy, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant in this case on the 3rd of November 1923.

Arthabaska, November 6th, 1923.

LALIBERTE & MARCHAND,
Attorneys for the plaintiff.

5780-45-5

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court. No. 194. Dame Joséphine Garceau, of the City of Grand'Mère, wife common as to property of Joseph A. Marcotte, clerk, of Grand'Mère, plaintiff; vs the said Joseph A. Marcotte, of the City of Grand'Mère, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the nineteenth day of October 1923.

DESILETS & ASSELIN,
Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, October 29th, 1923. 5594-44-5

Canada, province of Quebec, district of Saint-François, Superior Court, No. 651.

Dame Melanie Doyon, of the township of Windsor, district of Saint Francis, wife of Léonidas St. Laurent, of the same place, said district, farmer, duly authorized to *ester en justice*, by a judge of the Superior Court, plaintiff; vs The said Leonidas St. Laurent, of the township of Windsor, district of Saint Francis, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

LEONARD & BACHAND, P.S.C.

EMILE RIOUX,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, October 30th, 1923. 5640-44-5

Canada, Province of Quebec, district of Saint-François, No. 646, Superior Court.

Dame Marie Anne Poulin, wife common as to property of Maurice Bisson, farmer, of Rock Island, in the district of Saint Francis, duly authorized to *ester en justice aux fins des présentes*, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

LIONEL FOREST,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, this thirtieth day of October, 1923

5642-44-5

Canada, province de Québec, district de Rimouski, No 9011.

Dame Maria Gagné, de la ville de Rimouski, district de Rimouski, épouse de Joseph-Albert Langlois, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, demanderesse; vs Joseph-Albert Langlois, marchand, de la ville de Rimouski, dit district, défendeur.

La demanderesse a institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

Les procureurs de la demanderesse,
GARON & JESSOP.
Rimouski, 31 octobre 1923. 5657-44-5

Canada, province of Quebec, district of Rimouski, No 9011.

Dame Maria Gagné, of the town of Rimouski, district of Rimouski, wife of Joseph Albert Langlois, merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice, for the purposes hereof, plaintiff; vs Joseph Albert Langlois, merchant, of the town of Rimouski, said district, defendant.

The plaintiff has instituted an action for separation as to property against the defendant.

GARON & JESSOP,
Attorneys for plaintiff.
Rimouski, October 31, 1923. 5658-44-5

Actions en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montréal.
Cour supérieure, No 2542. Marie-Anna Monette, demanderesse; vs Wilfrid Dutrizac, défendeur.

Une action en séparation de corps a été instituée contre le défendeur, le 31 octobre 1923.

Montréal, 13 novembre 1923.
Le procureur de la demanderesse,
5905-46-5 J.-BRUNO NANTEL.

Province de Québec, district des Trois-Rivières,
Cour supérieure.

Dame Armésime Mélançon, épouse contractuellement séparée de biens de Léopold Lafontaine, cultivateur, de la paroisse de Saint-Adelphe, district des Trois-Rivières, demanderesse, vs le dit Léopold Lafontaine, défendeur.

Une action en séparation de corps a été instituée en cette cause le douzième jour d'octobre 1923.

Trois-Rivières, 30 octobre 1923.
Les procureurs de la demanderesse,
5659-44-5 DESILETS & ASSELIN.

Actions for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montreal.
Superior Court, No. 2542. Marie Anna Monette, plaintiff; vs Wilfrid Dutrizac, defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted against the defendant, the 31st day of October, 1923.

Montreal, November 13, 1923.
J. BRUNO NANTEL,
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Three Rivers,
Superior Court.

Dame Armésime Mélançon, wife contractually separate as to property of Léopold Lafontaine, farmer, of the parish of Saint-Adelphe, district of Three Rivers, plaintiff; vs the said Léopold Lafontaine, defendant.

An action in separation as to board and bed has been instituted in this cause, the twelfth day of October, 1923.

Three Rivers, October, 30th 1923.
DESILETS & ASSELIN,
5660-44-5 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

"SILVER SPRING BREWERY COMPANY,
LIMITED"

Règlement No 21.

Que le règlement No 5 de la compagnie, passé par les directeurs, ce jour, soit et est par les présentes amendé en changeant le mot "trois", étant le quatrième mot de la première ligne du dit règlement No cinq (5), en celui de "cinq", à la fin que le conseil des directeurs de la dite compagnie soit composé de "cinq" au lieu de "trois" directeurs.

La présente est une copie exacte du règlement No 21, passé le 12 octobre 1923, et approuvé par les actionnaires à la même date.

Le secrétaire,
6183 J. EDELBERT ROY.

THE EASTERN INTERNATIONAL DOG-
SLED DERBY CLUB.

Extrait des minutes d'une première assemblée des directeurs provisoires, tenue en la cité de Québec, le 26ième jour d'octobre 1923.

Présents: MM. J. H. Price, Carl F. Falken-

Miscellaneous Notices

"SILVER SPRING BREWERY COMPANY,
LIMITED"

By-law No. 21.

"That by-law No. 5 of the Company, enacted by the Directors this day, be and is hereby amended by changing the word "three", being the fourth word of the first line of said By-law No. five (5), to the word "five", to the end that the Board of Directors of the said Company be composed of five instead of three directors."

A true copy of By-law No. 21 enacted October, 12th, 1923, and approved by the shareholders on the same date.

J. EDELBERT ROY,
6184 Secretary.

THE EASTERN INTERNATIONAL DOG-
SLED DERBY CLUB.

Extract from the Minutes of the first meeting of Provincial Directors, held at the City of Quebec, on the 26th day of October, 1923.

Present: Messrs J. H. Price, Carl F. Falken-

berg et Norman Brown, tous directeurs provisoires du club.

Proposé par M. Falkenberg et secondé par M. Price que le règlement No 9 du club soit amendé, en remplaçant le dernier paragraphe par le suivant:

"La compagnie sera administrée par un bureau de dix directeurs. Six directeurs seront élus par les membres à vie, et les quatre autres par les membres ordinaires; à l'élection des directeurs, les membres à vie seront autorisés à voter comme tels et ils pourront, de plus, voter comme membres ordinaires".

La motion a été adoptée unanimement.

Le président pro-tem.,
(Signé) NORMAN BROWN.

Le secrétaire pro-tem.,
(Signé) CARL FALKENBERG.

Je certifie que les présentes sont un extrait exact des minutes de la première assemblée des directeurs provisoires du "Eastern National Dog-Sled Derby Club", tenue à la date et à l'endroit ci-dessus.

Le secrétaire pro-tem.,
6185 CARL F. FALKENBERG.

berg and Norman Brown, being all the Provisional Directors of the club.

Moved by Mr. Falkenberg and seconded by Mr Price that by-law No. 9 of the Club be amended by replacing the last paragraph thereof by the following:

"The company will be managed by a board of ten directors. Six directors shall be elected by the life members and the other four by the ordinary members; at the election of directors, life members shall be entitled to vote as such, and they may, moreover, vote as ordinary members".

The motion was unanimously adopted.

(Signed) NORMAN BROWN,
Chairman pro tem.

(Signed) CARL FALKENBERG,
Secretary pro tem.

Certified to be a true extract from the Minutes of the first meeting of Provisional Directors of the Eastern International Dog-Sled Derby Club, held at the above time and place.

CARL F. FALKENBERG,
6186 Secretary pro tem.

Bureaux-chef

Avis public est, par les présentes, donné que la compagnie "L'Aiglon, Limitée", incorporée par lettres patentes du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en Conseil, en date du 25 avril 1923, a son principal bureau d'affaires en la cité et le district de Montréal, au No 326 de la rue Sainte-Catherine Est.

Le président,
AMEDEE LESIEUR.

Le secrétaire-trésorier,
6137 C. LIGOT.

Canada, province de Québec, district de Montréal. Avis est par les présentes donné que la compagnie "Plouffe & Cie, Ltée"—Plouffe Co., Ltd", constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du dix-sept septembre mil neuf cent vingt-trois, ayant son bureau principal dans la dite cité de Montréal, a établi ce bureau au No 30 de la rue Saint-Jacques, Chambre 34, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce dix-sept novembre mil neuf cent vingt-trois.

Le président,
6157 EDOUARD GOHIER, Jr.

Avis est donné que la Compagnie "Crédit Anglo-Français, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes sous la loi des Compagnies de Québec 1920, en date du 22 octobre 1923, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au No 132 rue Saint-Pierre, dans l'Edifice de la Banque d'Hochelaga, et qu'à compter de la date des présentes, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Québec, ce 20e jour de novembre 1923.

CREDIT ANGLO-FRANÇAIS, LIMITEE.
par J. P. KEMPF,
6187 Président.

4

Chief Offices

Public notice is hereby given that the company "L'Aiglon, Limitée", incorporated by letters patent of the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 25th of April, 1923, has its head office in the city and the district of Montreal, at No. 326 Sainte Catherine street East.

AMEDEE LESIEUR,
President.

C. LIGOT,
6138 Secretary-Treasurer.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Notice is hereby given that the company "Plouffe & Cie, Ltée"—Plouffe Co., Ltd", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the seventeenth of September one thousand nine hundred and twenty three and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 30 Saint James Street, Room 34, at Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this seventeenth of November, one thousand nine hundred and twenty three.

EDOUARD GOHIER, Jr.,
6158 President.

Notice is hereby given that the Company "Crédit Anglo-Français, Limitée", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act 1920, dated the 22nd day of October, 1923, having its head office in the city of Quebec, has established its office at No. 132 Saint Peter Street, in the Hochelaga Bank's building, and that from and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated in Quebec, this 20th day of November, 1923.

CREDIT ANGLO-FRANÇAIS, LIMITEE,
per J. P. KEMPF,
6188 President.

Charte :—Abandon de

Charter :—Surrender of

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5973a, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Turner Lumber & Pulpwood Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du huitième jour de mai 1905.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, la compagnie "The Turner Lumber & Pulpwood Company" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
6143 C.-J. SIMARD

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5973a, His Honor the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of "The Turner Lumber & Pulpwood Company", incorporated by letters patent dated the eighth day of May, 1905.

Notice is further given that from and after the date of the publication of the present notice, "The Turner Lumber & Pulpwood Company" is dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1923.

C. J. SIMARD,
6144 Assistant Provincial Secretary.

Compagnies autorisées à faire des affaires

Companies authorized to do business

La compagnie "The Beardmore Belting Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 59, rue Saint-Pierre.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Frederick Newman Beardmore, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
Québec, 8 novembre 1923. C.-J. SIMARD. 6129

"The Beardmore Belting Company, Limited", has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws known in force of the Province.

Its chief place of business, in the province, is at No. 59 Saint Peter Street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Frederick Newman Beardmore, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec, November 8, 1923. 6130

La compagnie "Canadian Seamless Wire Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 241, rue Dalhousie.

Son principal agent, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Earle Chester Fairbrother, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
Québec, 16 novembre 1923. C.-J. SIMARD. 6145

"The Canadian Seamless Wire Company, Limited", has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws known in force of the Province.

Its chief place of business, in the province, is at No. 241 Dalhousie Street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Earle Chester Fairbrother, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec, November 16, 1923. 6146

Minutes de notaire

Notarial Minutes

Québec, 20 novembre 1923.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Adjutor Côté, notaire, de la

Quebec, November 20th, 1923.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Adjutor Côté, notary, of the City of Mon-

cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Donat Martel, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
6035—47-5 C.-J. SIMARD.

Québec, le 6 novembre 1923.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. J.-Alexandre Gauvin, notaire, demeurant et pratiquant à Québec, dans le district de Québec, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu le notaire Jos. Allaire, en son vivant du même lieu.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5737—45-5 ALEXANDRE DESMEULES.

treal, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Donat Martel, in his lifetime notary, of the same place.

C. J. SIMARD,
6036—47-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, November 6th, 1923.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. J. Alexandre Gauvin, notary, residing and practising at Quebec, in the district of Quebec, whereby he prays for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late notary Jos. Allaire, in his lifetime of the same place.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.
5738—45-5

Ventes—Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Hull. Dans l'affaire de "The Homestead Inn, Limited", de la cité de Hull, société enregistrée, cédante autorisée.

Avis vous est par les présentes donné que le QUATRIEME jour de JANVIER, mil neuf cent vingt-quatre, à ONZE heures de l'avant-midi, le VENDREDI, sera vendu à l'enchère publique, conformément aux prescriptions du paragraphe quatre, de l'article vingt, de la Loi des Faillites, l'immeuble suivant:

La partie sud du lot numéro neuf, d'après le cadastre pour le quartier numéro-un, de la cité de Hull, contenant quinze acres de terre, plus ou moins—avec maison en pierre et autres bâtisses dessus érigées; le dit terrain borné au nord par le reste du dit lot, à l'est par le lot numéro dix, au sud par le chemin d'Aylmer et à l'ouest par une autre partie du même lot numéro neuf, appartenant à Sydney A. Read ou représentant, avec, de plus, un droit de passage de six pieds de large pour les piétons seulement à être pris sur la partie est du lot numéro treize du dit quartier numéro un, lequel droit de passage s'étend du chemin d'Aylmer jusqu'à la voie du chemin de fer du Pacifique Canadien.

La dite vente aura lieu au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, P. Q.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur et pour argent comptant.

La présente est faite pour avoir l'effet d'une vente par le shérif.

Donné à Hull, ce vingt-trois novembre, mil neuf cent vingt-trois.

Le syndic autorisé,
6165—48-2 J.-A. LABELLE.

Canada, province de Québec, district de Hull. Dans l'affaire de "W. H. Kelly Lumber Company", de la ville de Buckingham, société dûment enregistrée, cédante autorisée.

Avis vous est par les présentes donné que le TROISIEME jour de JANVIER, mil neuf cent vingt-quatre, à ONZE heures de l'avant-midi, (LE JEUDI), seront vendus à l'enchère, conformément aux prescriptions du paragraphe quatre, de l'article vingt, de la loi des Faillites, les immeubles suivants:

1. Le lot numéro huit A du troisième rang du

Sales—Bankruptcy Act.

Canada, province of Quebec, district of Hull. In the matter of "The Homestead Inn, Limited", of the city of Hull, partnership duly registered, authorized assignor.

Notice is hereby given that on the FOURTH day of JANUARY, nineteen hundred and twenty four, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (FRIDAY); there will be offered for sale, by public auction, and pursuant to paragraph four of Article 20 of the Bankruptcy Act, the following immovable property:

The south part of lot number nine, of the cadastre of Ward number one, of the City of Hull, containing fifteen acres of land, more or less—with stone house and other buildings thereon erected; the said property bounded as follows: to the north by the residue of said lot, to the east by lot number ten, to the south by the Aylmer Road and to the west by another portion of same lot number nine, belonging to Sydney A. Read, or representatives, with, besides, a right of way of six feet wide, for pedestrians only, to be taken from the east part of lot number thirteen of the said Ward number one, which said right of way extends from the said Aylmer Road to the Canadian Pacific Railway track.

The said sale to be held at the City of Hull, P. Q., in the Registry office.

To be sold to the highest bidder and the price of sale to be payable cash.

This sale is made under the Bankruptcy Act as aforesaid and is equal to a sheriff's sale.

Given at Hull, on this twenty third day of November, of the year nineteen hundred and twenty three.

J. A. LABELLE,
6166—48-2 Authorized trustee.

Canada, province of Quebec, district of Hull. In the matter of the W. H. Kelly Lumber Company, of the City of Buckingham, partnership duly registered, authorized assignor.

Notice is hereby given that on the THIRD day of JANUARY, nineteen hundred and twenty four, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (THURSDAY), there will be offered for sale by public auction, and pursuant to paragraph Four of Article 20 of the Bankruptcy Act, the following immovable properties:

1. Lot number eight A, in the third range of the

canton de Buckingham, Comté de Labelle, contenant cent acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

2. Les lots numéros neuf A et neuf B du septième rang du canton de Buckingham, contenant deux cents acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

3. Le lot numéro huit C, dans le troisième rang du canton de Buckingham, contenant cinquante acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

4. Les lots numéros neuf B et dix B du troisième rang du canton de Buckingham et partie du lot numéro dix A du dit troisième rang du canton de Buckingham; cette dernière partie de lot contenant trente-quatre acres et quarante-quatre centièmes d'acre en superficie, et bornés comme suit: Vers le sud et l'ouest par le Pacifique Canadien, vers l'est par les lots numéros neuf A et neuf B du même rang, et vers le nord par le lot dix B aussi du même rang—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

5. Les lots numéros vingt-trois et vingt-quatre du septième rang du dit canton de Wakefield.

La dite vente aura lieu à Papineauville, au bureau d'enregistrement.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur et pour argent comptant.

La présente est faite pour avoir l'effet d'une vente par le shérif.

Donné à Hull, ce vingt-trois novembre, mil neuf cent vingt-trois.

Le syndic autorisé,
J.-A. LABELLE.

6167—48-2

township of Buckingham, Labelle County, containing one hundred acres of land, more or less—with all the buildings thereon erected.

2. Lots numbers nine A and nine B, of the seventh range of the township of Buckingham, containing two hundred acres of land, more or less—with all the buildings thereon erected.

3. Lot number eight C, in the third range of the township of Buckingham, containing fifty acres of land, more or less—with all the buildings thereon erected.

4. Lots numbers nine B and ten B of the third range of the township of Buckingham, and part of lot number ten A of the said third range of the township of Buckingham; this last part of lot containing thirty four acres and forty four hundredths of an acre in superficies, and bounded as follows: to the south and west by the Canadian Pacific Railway, to the east by lots numbers nine A and nine B of the same range and to the north by lot number ten B also of the same range—with all the buildings thereon erected.

5. Lots numbers twenty three and twenty four of the seventh range of the township of Wakefield.

The said sale to be held at Papineauville, in the Registry office.

To be sold to the highest bidder and the price of sale to be payable cash.

This sale is made under the Bankruptcy Act as aforesaid and is equal to a sheriff's sale.

Given at Hull, on this twenty third day of November, of the year nineteen hundred and twenty three.

J. A. LABELLE,
Authorized trustee.

6168—48-2

Dans l'affaire de A.-D. Désilets, manufacturier, Sherbrooke, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la cour des faillites, le 9ième jour de novembre, 1923, et tel que prescrit par la loi de faillite, 1920, l'immeuble ci-après décrit et désigné sera vendu par nous, le DIX-HUITIÈME jour de DECEMBRE, 1923, à ONZE (11) heures de l'avant-midi, au bureau du shérif, au Palais de justice, à Sherbrooke, P. Q.

1. Un certain terrain faisant partie du lot numéro quatre (4) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre du quartier sud de la cité de Sherbrooke, et plus particulièrement décrit comme suit: "Commencant à l'intersection de la limite ouest de la propriété du chemin de fer Waterloo & Magog; de là, vers le sud, en suivant la dite limite ouest du Grand Tronc, une distance de vingt-trois pieds et deux centièmes (23.2) pied à un poteau en fer; de là vers l'ouest, à angle droit avec la limite ouest du Grand Tronc, en ligne droite, une distance de cent soixante-dix-neuf pieds et deux dixièmes de pied jusqu'à un poteau en fer, dans la ligne est de la rue Wellington; de là vers le nord, en suivant la ligne est de la rue Wellington, une distance de cent cinquante pieds jusqu'à un poteau en fer placé en l'intersection de la ligne sud de l'emprise du dit chemin de fer Waterloo & Magog; de là, vers l'est, en suivant la courbe formée par la limite sud du dit chemin de fer jusqu'au point de départ". Le terrain ainsi délimité est borné au nord par le chemin de fer Waterloo & Magog, à l'est par le chemin de fer du Grand Tronc, au sud par le résidu du lot quatre, à l'ouest par la rue Wellington, et contient une

In the matter of A. D. Désilets, manufacturer, Sherbrooke, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment rendered by the Bankruptcy Court, the 9th day of November, 1923, and in accordance with the provisions of article 20 of the Bankruptcy Act, the immovable property hereafter described will be sold by us on the EIGHTEENTH day of DECEMBER, 1923, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon, at the Sheriff's office, at the Court House, at Sherbrooke, P. Q.

1. A certain piece of land being part of lot number four (4) on the official plan and in the book of reference for the south ward of the city of Sherbrooke, and more particularly known and designated as follows: "Beginning at the intersection of the limit west of the Waterloo & Magog Railroad property; from thence toward the south, following the said limit west of the Grand Tronc, a distance of twenty three feet and two hundredths (23.2) foot to an iron post; from thence, toward the west, at right angle with the limit west of the Grand Tronc, in straight line, a distance of one hundred and seventy nine feet and two tenths of foot to an iron post, in the east line of Wellington st.; from thence, toward the north, following the east line of Wellington st., a distance of one hundred and fifty feet to an iron post placed in the intersection of the south line of "l'emprise" of the said Waterloo & Magog Railroad; from thence, toward the east, following the turn formed by the limit south of the said railroad up to the starting point". The piece of land so designated is bounded on the north side by the Waterloo & Magog's Railroad, on the east side by the Grand Trunk Railroad, on the south by the residue of lot

superficie de quatorze mille cent quatre-vingt-treize pieds—avec les bâtisses dessus construites.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 4 de la loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et ses amendements, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Pour autres renseignements et conditions de vente, s'adresser aux syndics autorisés soussignés.

Les syndics autorisés,
T. BELANGER,
G.-E. BEGIN.

Bureau de Bélanger & Bégin,
22 rue Wellington Nord, Sherbrooke, P. Q.
Ce 10ième jour de novembre 1923. 5923—46-2

Dans l'affaire de Ferdinand Corriveau, cultivateur, Sainte-Lucie-de-Beauregard, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGTIÈME jour de DECEMBRE 1923, à DIX heures A.M., seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Lucie-de-Beauregard, comté de Montmagny, les immeubles suivants, savoir:

Un lot de terre connu et désigné au cadastre officiel pour le 7ème rang du canton Talon sous le numéro quarante A (40A), formant une superficie de quarante-sept (47) acres et soixante-quinze (75) centièmes.

Un emplacement de 55 pieds de front par 180 pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel pour le 7ème rang du canton Talon sous le numéro quarante E (40-E)—avec bâtisses dessus construites.

Un lot de terre avec bâtisses dessus construites, connu et désigné au cadastre officiel pour le 7ème rang du canton Talon sous le numéro quarante-deux A (42-A), formant une superficie de cent deux acres et soixante-dix centièmes, avec les droits du cédant à une rente annuelle et constituée sur les emplacements suivants à distraire du dit lot: un emplacement de cent soixante pieds (160) par cent cinquante pieds (150), appartenant à Ludger Guay, et un emplacement de cinquante-quatre pieds (54) par cent cinquante pieds (150), appartenant à J.-B. Lavoie et sujet aux droits de MM. Aimé Lachance, J.-B. Lavoie et Ludger Guay de puiser l'eau à une source se trouvant sur le dit lot.

Un lot de terre connu et désigné au cadastre officiel pour le 7ème rang du canton Talon sous le numéro quarante-trois A (43-A), formant une superficie de cinquante-deux (52) acres et soixante-cinq (65) centièmes, à l'exception de la coupe de bois qui appartient à B. C. Howard & Cie, Ltée.

Les titres et certificats peuvent être examinés à notre bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la loi de faillite, 9-10 George V, Chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics autorisés,
BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre.
Québec, le 14 novembre 1923.
5947—46-2

four, on the west by the Wellington st., and contains a superficies of fourteen thousand one hundred and ninety three feet—with buildings thereon erected.

This sale is made in conformity with the article 20, paragraph 4 of the Bankruptcy act, 9-10 George V, chapter 36, and its amendments, and has the same effect as a sheriff's sale.

For further particulars and terms of sale, please apply to the undersigned authorized trustees.

T. BELANGER,
G. E. BEGIN,
Authorized trustees.

Office of Belanger & Begin,
22 Wellington St., north, Sherbrooke, P. Q.
This 10th day of November, 1923. 5924—46-2

In the matter of Ferdiand Corriveau, farmer, Sainte Lucie de Beauregard, authorized assignor,

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTIETH day of DECEMBER, 1923, at TEN o'clock A.M., will be sold at public auction, at the Church door of Sainte Lucie de Beauregard, county of Montmagny, the following property:

One lot of land known and designated on the official cadastre for the seventh (7) range of Township Talon under number forty A (40A), containing an area of forty seven acres and seventy five hundredths (47-75/100).

A piece of land of fifty five (55) feet in front by one hundred and eighty (180) feet in depth, known and designated on the official cadastre for the seventh (7) range of Township Talon under number forty E (40-E)—with the buildings thereon constructed.

One lot of land with the buildings thereon constructed, known and designated on the official cadastre for the seventh (7) range of Township Talon under number forty two A (42-A), containing an area of one hundred and two acres and seventy hundredths (102-70/100), with the rights of the assignor to a yearly annuity on the two following lots to be deducted from said lot: a piece of land of 160 feet by 150 feet owned by Ludger Guay and a piece of land of 54 feet by 150 feet owned by J. B. Lavoie and subject, the said lot, to the rights of Messrs. Aimé Lachance, J. B. Lavoie and Ludger Guay, to draw water out of a spring on said lot.

One lot of land known and designated on the official cadastre for the seventh (7) range of Township Talon under number forty three A (43-A), containing an area of fifty two acres and sixty five hundredths (52-65/100), with the exception of the stumpage rights which belongs to B. C. Howard & Co., Ltd.

The titles and certificates can be examined at our office.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, Chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

BEDARD & BELANGER,
Authorized trustees.

Office: 101 Saint Peter Street.
Quebec, November 14, 1923.

5948—46-2

Ventes pour taxes

Sales for taxes

Province de Québec.

Province of Quebec.

Comté de Laval.

County of Laval

VILLE DE LA POINTE-AUX-TREMBLES.

TOWN OF POINTE AUX TREMBLES.

Avis public est, par les présentes, donné par J.-C.-V. Roy, secrétaire-trésorier de la Ville de la Pointe-aux-Trembles, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du conseil, à l'Hôtel de Ville de la Ville de la Pointe-aux-Trembles, JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE mil neuf cent vingt-trois (1923), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes (municipales et spéciales) et scolaires, avec intérêt, mentionnées dans l'état ci-dessous ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by J. C. V. Roy, Secretary-Treasurer of the Town of Pointe aux Trembles, that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the council, at the Town-Hall of the Town of Pointe aux Trembles, THURSDAY, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER nineteen hundred and twenty three (1923), at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal (ordinary and special) and school taxes, with interest, mentioned in the hereunder statement, and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs, be paid before the sale.

Propriétaire de bien-fonds Proprietor of real estate	No du cadastre Cadastre No.	Taxes municipales Municipal taxes						Taxes scolaires School taxes		Total
		Par lot Per lot	Ordinaires Ordinary	Spéciales Special	Intérêt Interest	Par lot Per lot	Taxes et Int. Taxes & Int.	Taxes et Int. Taxes & Int.		
									Ordinaires Ordinary	
La Compagnie Nationale d'Immeubles, Limitée, en liquidation volontaire	184-63	\$27.32	\$21.81	\$ 2.64	\$ 2.87	\$25.50	\$25.50	\$52.82		
"	184-62	25.69	20.40	2.46	2.85	23.84	23.84	49.33		
"	184-61	23.79	19.00	2.31	2.48	22.17	22.17	45.96		
"	184-60	22.28	17.69	2.07	2.52	22.77	22.77	45.05		
"	184-37	26.18	20.81	2.52	2.85	24.28	24.28	50.46		
"	184-36	23.34	18.50	2.25	2.59	21.61	21.61	44.95		
"	184-34	30.68	24.47	2.97	3.24	28.60	28.60	59.28		
"	184-33	28.42	22.78	2.61	3.03	27.33	27.33	55.75		
"	184-124	17.29	13.16	2.13	2.00	18.11	18.11	35.40		
"	184-123	18.56	14.20	2.28	2.08	19.58	19.58	38.14		
"	184-122	19.89	15.29	2.43	2.17	20.86	20.86	40.75		
"	184-121	22.15	17.24	2.49	2.42	21.19	21.19	43.34		
"	184-73	25.96	19.95	3.21	2.80	27.07	27.07	53.03		
"	184-72	25.57	19.64	3.15	2.78	26.62	26.62	52.19		
"	184-70	20.17	15.51	2.46	2.20	21.13	21.13	41.30		
"	184-68	23.16	17.82	2.85	2.49	23.90	23.90	47.06		
"	184-67	25.73	20.01	2.91	2.84	27.10	27.10	52.83		
"	182-87	19.93	14.95	2.85	2.13	20.71	20.71	40.64		
"	182-86	19.50	14.68	2.70	2.12	20.04	20.04	39.54		
"	182-85	20.50	15.76	2.52	2.22	21.29	21.29	41.79		
"	182-84	20.92	16.86	2.37	1.69	22.60	22.60	43.52		
"	182-83	22.67	17.95	2.19	2.53	24.06	24.06	46.73		
"	181-90	22.55	17.45	2.64	2.46	23.03	23.03	45.58		
"	181-89	23.64	18.30	2.79	2.55	24.63	24.63	48.27		
"	181-87	34.08	26.64	2.91	4.53	27.66	27.66	61.74		
"	181-55	33.48	26.18	2.85	4.45	27.26	27.26	60.74		
"	181-54	31.58	24.48	2.94	4.16	25.44	25.44	57.02		
"	182-45	76.43	30.90	39.48	6.05	36.91	36.91	113.34		
"	181-82, 83 & 84	16.87	12.50	2.52	1.85	18.65	18.65	106.56		
"	181-85	17.27	12.96	2.40	1.91	19.84	19.84	37.11		
"	184-144	16.17	11.69	2.19	2.29	18.70	19.70	34.87		
"	182-159	17.27	12.80	2.58	1.89	18.87	18.87	36.14		
"	182-158 & 181-170	18.40	13.81	2.58	2.01	20.58	20.58	37.95		
"	184-220 & 182-223	18.40	13.81	2.58	2.01	19.97	19.97	37.74		
"	182-221 & 222	17.27	12.80	2.58	1.89	18.29	18.29	35.80		
"	181-263 à 266 incl. 182-228 & 250	15.28	11.01	2.58	1.69	16.60	16.60	191.28		
"	182-15	115.73	28.76	78.47	8.50	33.52	33.52	149.25		
"	184-274 & 275	14.65	10.57	2.46	1.62	16.10	16.10	61.50		
"	184-319	14.65	10.57	2.46	1.62	15.53	15.53	30.18		
"	184-318	15.12	11.06	2.37	1.69	16.81	16.81	31.93		
"	181-267, 182-214	15.19	11.01	2.61	1.57	16.47	16.47	31.66		
"	181-229, 262, 182-215, 255	16.42	12.00	2.58	1.84	18.23	18.23	139.00		
"	182-276, 282, 184-278, 284	16.42	12.00	2.58	1.84	17.53	17.53	135.80		
"	182-277 à 281 incl. 184-280 à 282 incl.	15.28	11.01	2.58	1.69	15.87	15.87	218.05		
"	182-308	13.01	9.87	2.58	1.56	15.20	15.20	28.21		
"	182-309	13.18	9.15	2.58	1.45	14.06	14.06	27.24		
"	182-426	12.50	8.31	2.58	1.61	11.62	11.62	24.12		
"	182-427	11.48	7.66	2.58	1.24	12.88	12.88	24.36		

Propriétaire de bien-fonds Proprietor of real estate	No du cadastre Cadastre No.	Taxes municipales Municipal taxes						Taxesscolaires School taxes		Total
		Par lot Per lot	Ordinaires Ordinary	Spéciales Special	Intérêt Interest	Par lot Per lot	Taxes et Int. Taxes & Int.	Taxes et Int. Taxes & Int.		
									Ordinaires Ordinary	
La Compagnie Nationale d'Immeubles, Limitée, en liquidation volontaire	182-436	12.61	8.41	2.58	1.63	12.40	12.40	25.10		
" " "	181-477, 478 & 479	11.48	7.66	2.58	1.24	11.48	11.48	68.88		
" " "	182-451, 495 & 181-506	11.10	7.40	2.58	1.12	11.73	11.73	98.49		
" " "	181-507 à-to 510 incl., 537 à to 540 incl.	10.39	6.69	2.58	1.12	10.73	10.73	168.96		
" " "	181-516	11.56	7.71	2.67	1.18	11.98	11.98	23.54		
" " "	181-513, 514 & 515	10.78	6.96	2.67	1.15	10.86	10.86	64.92		
" " "	184-434, 435 & 436	10.55	7.04	2.37	1.14	12.39	12.39	67.92		
" " "	181-541, 182-494	12.32	6.70	4.44	1.18	10.69	10.69	23.01		
" " "	184-298 à-to 308 incl.	12.10	8.40	2.37	1.33	13.47	13.47	281.27		
" " "	184-269 & 228	14.04	10.12	2.37	1.55	15.86	15.86	59.80		
" " "	184-239	14.04	10.12	2.37	1.55	13.47	13.47	27.51		
" " "	184-290	12.10	8.40	2.37	1.33	9.32	9.32	21.42		
" " "	184-222, 223 & 224	14.04	10.12	2.37	1.55	8.41	8.41	67.35		
" " "	182-423 & 424	13.82	9.64	2.37	1.81	12.39	12.39	52.42		
" " "	181-90, 184-77, 78 & 97	15.86	11.76	2.37	1.73	18.07	18.07	135.72		
" " "	182-166 & 167	15.86	11.76	2.37	1.73	9.54	9.54	50.80		
" " "	181-105 à-to 108 incl.	20.47	15.36	2.37	2.74	18.07	18.07	154.16		
" " "	182-284 à-to 294 incl., 296 à to 306 incl. & 184-291	15.94	11.40	2.37	2.17	13.47	13.47	676.43		
" " "	181-547 à-to 553 incl.	12.12	8.15	2.37	1.60	10.01	10.01	84.91		
" " "	181-519 à-to 529 incl.	14.27	9.59	2.79	1.89	10.87	10.87	276.54		
" " "	181-48	61.99	25.51	31.91	4.67	29.99	29.99	91.98		
" " "	181-49, 182-14	64.01	26.52	32.70	4.79	28.96	28.96	92.97		
" " "	181-480, 182-435	11.36	7.66	2.61	1.09	11.43	11.43	22.79		
" " "	181-194 ½ N.-O.-N.-W., 182-148 ½ N.-O.-N.-W.	12.26	9.37	1.23	1.66	11.20	11.20	23.46		
" " "	181-133, 182-71 à-to 181-135, 182-73, incl.	20.55	15.37	2.43	2.75	18.06	18.06	115.83		
" " "	182-149, 181-195	20.55	15.37	2.43	2.75	18.06	18.06	38.61		
" " "	182-150, 181-196	20.55	15.37	2.43	2.75	18.06	18.06	38.61		
" " "	182-443, 181-499 à-to 182-448, 181-504 incl.	12.69	8.57	2.43	1.69	10.23	10.23	137.52		
Giguère, Adélar & La Compagnie Nationale d'Immeubles, Limitée, en liquidation volontaire	182-450, 181-511	14.80	10.39	2.61	1.80	10.47	10.47	25.27		
La Compagnie Immobilière Suburbaine de Montréal, Limitée, en liquidation, & The Sun Trust Company, Limited, liquidateur	109-311	66.35	25.66	34.29	6.40	18.14	18.14	84.49		
La Cie d'Immeubles du Canada, Limitée, en liquidation, & The Sun Trust Company, Limited, liquidateur	182-227	29.32	22.62	2.37	4.33	16.93	16.93	46.25		
" " "	181-414	27.67	20.76	2.58	4.33	15.94	15.94	43.61		
" " "	181-494, 182-438 à-to 181-497, 182-341, incl.	23.13	16.37	2.43	4.33	13.31	13.31	145.76		
" " "	181-207, 182-258	33.46	23.86	4.53	5.07	18.37	18.37	51.83		
" " "	182-259	34.02	25.64	2.58	5.80	19.15	19.15	53.17		
The Montreal City and District Realty Company	100-682	18.73	13.57	2.64	2.52	14.12	14.12	32.85		
Industrial Land Company of Montreal Ltd.	93-239 à-to 241 incl.	16.31	12.14	2.85	1.32	17.06	17.06	100.11		
" " "	93-343	16.79	12.62	2.85	1.32	17.12	17.12	33.91		
" " "	93-348	15.33	10.92	3.00	1.32	15.43	15.43	30.76		
" " "	93-483 à-to 485 incl., 489 à-to 491 incl.	12.15	8.10	2.73	1.32	13.38	13.38	158.18		
Comte, Auguste	184-476	8.35	5.24	2.58	.53	6.87	6.87	15.22		
Grenier, Laurent	181-194 ½ S.-E., 182-148 ½ S.-E., 191-193 ½ N.-O.-N.-W., 182-147 ½ N.-O.-N.-W.	15.12	11.54	2.43	1.15	6.78	6.78	21.90		

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles et situés dans la Ville de la Pointe-aux-Trembles.

Donné en la ville de la Pointe-aux-Trembles, ce vingt-huitième jour de novembre mil neuf cent vingt-trois.

Le secrétaire-trésorier
J.-C.-V. ROY.

6195-48-2

The above immovables are all on the plan and in the book of reference for the Parish of Pointe aux Trembles and situated in the Town of Pointe aux Trembles.

Given at the Town of Pointe aux Trembles, this twenty eighth day of November nineteen hundred and twenty three.

J. C. V. ROY,
Secretary-Treasurer.

6196-48-2

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure. No 558. Dame Marie-J.-Albertine Ostell ET AL, demandeurs; vs Joseph T. Ostell ET AL, défendeurs; et La Société d'Administration Générale, mise-en-cause.

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 24 novembre 1923, dans une cause dans laquelle Dame Marie-Anne-Joséphine-Albertine Ostell, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph-Armand Bériau, commis, des cité et district de Montréal, et le dit Joseph-Armand Bériau en autant que besoin est pour autoriser les présentes; et Marie-Sophie-Jeanne-Mélina Ostell, épouse séparée de corps et de biens par jugement de cette Cour d'Albert Constantin, commis, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée en justice aux fins des présentes, sont demandeurs; et Joseph-Thomas Ostell et Edward Sydney Ostell, tous deux des cité et district de Montréal, et John-Benjamin Ostell, absent en des lieux inconnus, hors de cette province, dans les Etats-Unis d'Amérique, sont défendeurs; et la Société d'Administration Générale, corps politique et incorporé ayant ses principaux bureaux et places d'affaires en la cité de Montréal, district de Montréal, est mise-en-cause, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

Un terrain présentement connu et désigné comme formant partie, celle nord-est sur le niveau de la rue St-Louis, du lot officiel No. 176 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques de la cité de Montréal, de la contenance, tel terrain appartenant à la succession de feu Dame Eléonore Gauvin, de quarante-huit pieds de largeur sur la dite rue Saint-Louis, de cinquante pieds de largeur à la profondeur du dit terrain sur une profondeur de soixante-dix-neuf pieds dans la ligne sud-ouest et quatre-vingt-cinq pieds dans la ligne nord-est, le tout mesure anglaise et plus ou moins, suivant que le dit terrain est indiqué sur un plan fait par Joseph Riel, arpenteur, le 2 novembre 1865, intitulé: plan d'un terrain appartenant à Dame C.-A. Brault, indiquant en même temps le terrain voisin appartenant à la succession de la dite Dame Eléonore Gauvin; ladite partie de terrain présentement désignée étant bornée comme suit: du côté sud-est par la dite rue Saint-Louis, en profondeur par le lot officiel No 178, appartenant aux représentants de J.-C.-Robillard, du côté nord-est au lot officiel No 175, appartenant aux héritiers Goulet ou représentants, et du côté sud-ouest à une partie du dit lot officiel No 176, formant partie du terrain vendu et décrit en un acte de vente fait par Trust and Loan Company of Canada, la dite Dame Eléonore Gauvin à M. Jordan & Bénard, devant A.-D. Jobin, N. P., le 3 février 1874, enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, maintenant Montréal-Ouest, où est aussi déposé le dit plan sous le No 77073—avec 2 maisons en bois, lambrissées en brique, y érigées et portant les Nos. 337 et 339 de la rue Saint-Louis, de la cité de Montréal.

Le dit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIXIEME jour de JANVIER 1924, à DIX heures et DEMIE du matin, à la chambre No 31 ou dans l'une des salles d'audience, au palais de justice, à Montréal, qui sera alors indiquée, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le

Sale by licitation

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 558. Dame Marie J. Albertine Ostell ET AL, plaintiffs; vs Joseph T. Ostell ET AL, defendants, & La Société d'Administration Générale, *mise-en-cause*.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Courts sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered the 24th November 1923, in a cause wherein Dame Marie Anne Josephine Albertine Ostell, wife contractually separate as to property of Joseph Armand Bériau, clerk, of the city and district of Montreal, and the said Joseph Armand Bériau to authorize his wife for the purposes hereof; and Marie Sophie Jeanne Melina Ostell, wife separate as to bed and board by judgment of this Court of Albert Constantin, clerk, of the city and district of Montreal, and duly authorized in justice for the purposes hereof, are plaintiffs; and Joseph Thomas Ostell and Edward Sydney Ostell, both of the city and district of Montreal, and John Benjamin Ostell, absentee in parts unknown, absentee of this province, in the United States of America, are defendants; and La Société d'Administration Générale, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, district of Montreal, is *mise-en-cause*, ordering the licitation of the immovable designated as follows:

A lot of land presently known and designated as forming part, the north-east portion on the level of the Saint Louis street, of the official lot No. 176 of the official plan and book of reference of Saint James ward, in the city of Montreal, containing, said lot belonging to the estate of the late Dame Eleonore Gauvin, forty eight feet in width on the said Saint Louis street, fifty feet in width to the depth of the said lot by depth of seventy nine feet in the southwest line and eighty five feet, in the northeast line, the whole English measure and more or less, according to a plan made by Joseph Riel, land-surveyor, on 7th November 1865, entitled: plan of a lot of land belonging to Dame C. A. Brault, indicating in the same time the adjacent lot of land belonging to the estate of the said Dame Eleonore Gauvin; the said portion of lot presently designated being bounded as follows: on the southeast side by the said Saint Louis Street, in depth by the official lot No. 178, belonging to the representatives of J. C. Robillard, on the northeast side to the official lot No. 175, belonging to the heirs Goulet or representatives, and the southwest side to a portion of the said official lot No. 176, forming part of the lot of land sold and described in a deed of sale made by "Trust and Loan Company of Canada", the said Dame Eleonore Gauvin to M. Jordan and Benard, before A.D. Jobin, N.P., the 3rd day of February, 1874, registered in the registration division of Montreal, now Montreal-West, where is also deposited the said plan, under the number 77073—with two buildings in wood encased thereon erected, and bearing the numbers 337 and 339 of Saint Louis street, in the city of Montreal.

The said immovable will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, the TENTH day of JANUARY 1924, at HALF past TEN of the clock in the forenoon, in room No. 31 or in a room of the Court House of Montreal, which will then be pointed out, subject to the charges, clauses and conditions contained in the

cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et qu'à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de ce faire.

Montréal, 27 novembre 1923.

Le procureur des demandeurs,
ANATOLE GAUDET.

Les procureurs des défendeurs,
GODIN, DUSSAULT & CADOTTE.
6193—48-2

list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, November 27, 1923.

ANATOLE GAUDET,
Attorney for plaintiffs.

GODIN, DUSSAULT & CADOTTE,
6194—48-2 Attorneys for defendants.

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

No 324. } EUGENE DAIGLE, journalier, de Macamic, district d'Abitibi, demandeur; vs PHILIPPE LEMAY, colon, de Macamic, dit district d'Abitibi, défendeur; et ERNEST RITCHIE, de Macamic susdit, tiers-saisi, à savoir:

Un certain lopin de terre situé sur le bloc numéro vingt-six (26) du village de Macamic, mesurant cent (100) pieds de front sur la rue du Chemin de fer, plus ou moins, comprenant tout le terrain restant entre l'emplacement de J.-R. Croteau, à l'est, et l'emplacement de Alfred Bergeron, à l'ouest. Du côté sud le dit emplacement s'étend jusqu'à la cinquième avenue du dit village de Macamic, contenant tout le lot No dix-neuf (19) du dit bloc numéro vingt-six (26), tel qu'il apparaît sur le plan officiel du village de Macamic; tout le lot numéro vingt (20), excepté la partie appartenant au dit Alfred Bergeron et tout le lot numéro dix-huit (18), excepté la partie de ce lot appartenant au dit J.-R. Croteau—avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Macamic, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 21 novembre 1923.
[Première publication, 1er décembre 1923]
6139—48-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Province de Québec.

District de Québec.

No 1535. } P. T. LEGARE, LTEE, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité et le district de Québec, demanderesse; vs DAME ISRAEL BOURCIER ET AL, d'Amos, district d'Abitibi, défendeurs; à savoir:

SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

No. 324. } EUGENE DAIGLE, laborer, of Macamic, district of Abitibi, plaintiff; vs PHILIPPE LEMAY, settler, of Macamic, said district of Abitibi, defendant, and ERNEST RITCHIE, of Macamic, aforesaid, garnishee, to wit:

A certain parcel of land situated in Block number twenty sixth (26) of the village of Macamic, measuring one hundred (100) feet in front on the Railway street, more or less, comprising all the land lying between the emplacements of J. R. Croteau, to east, and the emplacement of Alfred Bergeron, to the west. On the south side the said emplacement runs up to Fifth avenue of the said village of Macamic, containing the whole of lot number nineteen (19) of the said Block number twenty six (26), as shown on the official plan of the village of Macamic; the whole of lot number twenty (20) save the part belonging to the said Alfred Bergeron and the whole of lot number eighteen (18), save the part thereof belonging to the said J. R. Croteau—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Macamic, the NINTH day of JANUARY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's office, Sheriff.
Amos, November 21, 1923.
[First publication, 1st December, 1923]
6140—48-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Province of Québec.

District of Québec.

No. 1535. } P. T. LEGARE, LTD., a body politic and corporate having its head office in the city and district of Québec, plaintiff; vs DAME ISRAEL BOURCIER ET AL, of Amos, district of Abitibi, defendants; to wit:

Le lot de terre portant le numéro deux (2) du bloc numéro trente-neuf (39) du plan d'arpentage primitif du village d'Amos, district d'Abitibi, correspondant à la même désignation aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit village d'Amos—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale d'Amos susdit, le HUITIEME jour de JANVIER prochain mil neuf cent vingt-quatre (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-U. DUMONT.

Bureau du shérif,
Amos, 22 novembre 1923.
[Première publication, 1er décembre 1923]
6141—48-2

The lot of land bearing the number two (2) of Block number thirty nine (39) of the original plan of survey of the village of Amos, district of Abitibi, corresponding to the same designation on the official cadastral plan and book of reference of the said village of Amos—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of Amos aforesaid, the EIGHTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and twenty four (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Amos, November 22, 1923.
[First publication, 1st December, 1923]
6142—48-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure

Province de Québec, }
District d'Abitibi: } LUCIEN-ALFRED LA-
No 116. } DOUCEUR, avocat,
du village d'Amos, deman-
deur; contre ZOTHIQUE JACOB, de Dupuy, dit
district d'Abitibi, défendeur, à savoir:

Les lots de terre portant les numéros quarante-cinq (45) et quarante-six (46), du rang numéro sept (7), du canton La-Reine, à Dupuy, dit district d'Abitibi, décrits comme tels au plan d'arpentage de département des Terres et Forêts de Québec—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale du Dupuy susdit, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-U. DUMONT.

Bureau du shérif,
Amos, 5 novembre 1923.
[Première publication, 10 novembre 1923]
5741—45-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, }
District of Abitibi: } LUCIEN ALFRED LA-
No. 116. } DOUCEUR, advocate,
of the village of Amos,
plaintiff; against ZOTHIQUE JACOB, of Dupuy,
said district of Abitibi, defendant, to wit:

The lots of land bearing the numbers forty five (45) and forty six (46), of range number seven (7), of the township of La Reine, at Dupuy, said district of Abitibi, described as such on the plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Dupuy aforesaid, the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Amos, November 5, 1923.
[First publication, November 10, 1923]
5742—45-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } ROSAIRE BEAUDOIN,
No. 7558. } demandeur; contre
PHILIPPE POULIN, défendeur.

Le lot numéro douze (12) du cadastre officiel, rang trois du canton Langevin—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyprien, le TROISIEME jour de JANVIER prochain (1924), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Bureau du shérif,
Saint-Joseph, Beauce, 26 novembre 1923.
[Première publication, 1er décembre 1923]
6163—48-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } ROSAIRE BEAUDOIN,
No. 7558. } plaintiff; against PHI-
LIPPE POULIN, defendant.

The lot number twelve (12) of the official cadastre, third range of the township of Langevin—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Cyprien, the THIRD day of JANUARY next, (1924), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Saint Joseph, Beauce, November 26, 1923.
[First publication, 1st December, 1923]
6164—48-2

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS

Dans la Cour de magistrat

Province de Québec, }
District de Gaspé, } G.-E. BARBOUR
Comté de Bonaventure. } COMPANY, LI-
No 439. } MITED, ayant sa
principale place d'affaires à Saint-Jean, dans la province du Nouveau-

GASPE

FIERI FACIAS DE TERRIS

In the Magistrate's Court.

Province of Quebec, }
District of Gaspé, } G.-E. BARBOUR
County of Bonaventure. } COMPANY, LI-
No. 439. } MITED, having its
head office at Saint John's, in the Province of New Brunswick,

Brunswick, demandeur; vs les terres et tènements de LOUIS SAINT-ONGE, de Shoolbred, comté et district susdits, défendeur.

Un certain terrain situé dans la paroisse de Saint-Jean-L'Évangéliste, de la contenance de deux arpents de front sur deux arpents et demi de profondeur, plus ou moins, et formant partie du lot numéro quatre-vingt-un (81), de la seigneurie de Shoolbred; borné en front par le chemin du Roi, au sud, par un petit ruiseau qui sépare le dit lopin de terre de celui de Joseph Saint-Onge, à l'est par Narcisse Saint-Onge, et à l'ouest par Michel Gauthier—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-L'Évangéliste, le MARDI, VINGTIÈME jour de DECEMBRE prochain, 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif, C. B.,
Bureau du shérif, W. M. SHEPPARD.
New-Carlisle, 6 novembre 1923.
[Première publication, 10 novembre 1923]
5745—45-2

plaintiff; vs the lands and tenements of LOUIS SAINT ONGE, of Shoolbred, county and district aforesaid, defendant.

A certain lot of land situate in the parish of Saint Jean L'Évangéliste, containing two arpents in front by two and a half arpents in depth, more or less, and forming part of the lot number eighty one (81), of the Shoolbred seigniorie; bounded in front by the King's highway, to the south by a small brook which separates the said lot of land from that of Joseph Saint-Onge, to the east by Narcisse Saint Onge, and to the west by Michel Gauthier—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean L'Évangéliste, on THURSDAY, the TWENTIETH day of DECEMBER next (1923), at the hour of TEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,
Sheriff's office, Sheriff C. B.
New Carlisle, Nov. 6, 1923.
[First publication, November 10, 1923]
5746—5-2

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

Province de Québec, }
District de Hull, } ACHILLE RICARD,
No 5438. } demandeur; vs
ANDRE OBJENSKY,
défendeur.

L'immeuble suivant :

Le quartier nord-ouest du lot No 12 dans le 9ième rang du canton de Wakefield, comté de Hull; borné au nord par la ligne de concession entre les neuvième et dixième rangs; à l'est et au sud par les autres parties dudit lot, la propriété de la succession Farrell; et à l'ouest par une partie du lot No onze, dans le dit neuvième rang—avec aussi les bâtisses et améliorations sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité, de Hull, le QUATRIÈME jour de JANVIER 1924, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Hull, 27 novembre 1923. I. ST-PIERRE.
[Première publication, 1er décembre 1923]
6207—48-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de circuit

Province de Québec, }
District de Montréal. } C.-W. LINDSAY,
No 35. } C. LTEE, corps politi-
que incorporé, ayant son
principal établissement dans la cité de Montréal,
demandeur; contre EVARISTE BOUCHER, des
cité et district de Montréal, défendeur.

Un terrain ou emplacement situé à Hull, ayant front sur la rue Saint-Florent, No civique 78, et connu et désigné sous le numéro du lot douze (12) subdivision numéro dix (10) un des plans non officiels du quartier 3 de la cité de Hull; borné en front par la dite rue Saint-Florent, en arrière par partie du lot No douze (12), au nord par Eugène Bourgeois, au sud par Jos. Renaud; le dit terrain mesurant 33 pieds de largeur par 99 pieds de profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.

Province of Quebec, }
District of Hull, } ACHILLE RICARD,
No 5438. } plaintiff; vs AN-
DRE OBJENSKY, de-
fendant.

The following immovable :

The northwest quarter of the lot No. 12 in the 9th range of the township of Wakefield, county of Hull; bounded on the north by the concession line between the ninth and tenth ranges, on the east and south sides by the other parts of said lot the property of the Farrell estate, and on the west, by part of lot No. eleven in said ninth range—together with the buildings and improvements thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Hull, the FOURTH day of JANUARY 1924, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. ISIDORE ST. PIERRE,
Hull, November, 27, 1923. Sheriff.
[First publication, 1st December, 1923]
6208—48-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } C.-W. LINDSAY, LTD,
No 35. } C. a body politic and
corporate, having its
principal place of business in the city of Mon-
treal, plaintiff; against EVARISTE BOUCHER,
of the city and district of Montreal, defendant.

A piece of land or emplacement situate at Hull; fronting on Saint Florent street, civic number 78, and known and designated under the lot number twelve (12), subdivision number ten (10), one of the non-official plan of Ward 3 of the city of Hull, bounded in front by the said street Saint Florent, in rear by part of the lot number twelve (12), to the north by Eugène Bourgeois, to the south by Jos. Renaud, the said piece of land measuring 33 feet in width by 99 feet in depth, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Hull, the

Hull, le ONZIEME jour de DECEMBRE, à
DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ISIDORE SAINT-PIERRE,
Hull, 2 novembre 1923.
[Première publication, 10 novembre 1923]
5747—45-2

ELEVENTH day of DECEMBER, at TWO
o'clock in the afternoon.

ISIDORE SAINT-PIERRE,
Sheriff's office,
Hull, November 2, 1923.
[First publication, November 10, 1923]
5748—45-2

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: } O S I A S L A R E A U, de-
No 216. } mandeur; contre JO-
SEPH REGNIER, défendeur, et Eugène Thi-
bodeau, curateur sur délaissement.

1. Une terre située dans la cinquième conces-
sion, en la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand,
district d'Iberville, mesurant en front deux ar-
pents sur vingt-neuf arpents et cinq perches de
profondeur, le tout plus ou moins, et connue sous
le numéro trois cent quatre-vingt-dix (No 390),
des plan et livre de renvoi officiels de la dite pa-
roisse de Saint-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir;

2. Une autre terre située au même lieu, de la
contenance de deux arpents de front sur vingt-
neuf arpents et cinq perches de profondeur, le
tout plus ou moins, et connue sous le numéro trois
cent quatre-vingt-onze (No 391), des plan et livre
de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-
Grégoire-le-Grand-de-Monnoir—avec une maison
et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendues séparément à la porte de l'é-
glise paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire-
le-Grand, district d'Iberville, le ONZIEME jour
de DECEMBRE prochain (1923), à DIX heures
de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ARTHUR LASNIER,
Saint-Jean, 5 novembre 1923.
[Première publication, 10 novembre 1923]
5749—45-2

JOLIETTE

Cour de Magistrat.

Province de Québec, } L A C O R P O R A T I O N
District de Joliette, } D E L A C I T E D E
No 1078. } J O L I E T T E, corporation
légalement constituée ayant son principal bureau
d'affaires en la cité et le district de Joliette, de-
manderesse; vs OCTAVE BOISVERT, de la
cité et du district de Joliette, défendeur.

Un terrain situé en la cité de Joliette, faisant
partie du lot numéro trois cent quarante-trois
(Ptie 343) des plan et livre de renvoi officiels du
cadastre de la ville de Joliette, contenant, le dit
terrain, quarante-cinq pieds de largeur sur la rue
portant ci-devant le nom de Caroline, et aujourd-
hui de Saint-Edouard, sur quatre-vingts pieds de
profondeur, le tout mesure anglaise, et mesure
précise, et borné comme suit: au front par la dite
rue Saint-Edouard, en profondeur et des deux côtés
au terrain restant au vendeur et faisant partie du
lot No 343 —avec bâtisses.

Pour être vendu au Palais de Justice, en la
Cité de Joliette, au Bureau du Shérif, le LUNDI,

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: } O S I A S L A R E A U, plain-
No. 216. } tiff; against JOSEPH
REGNIER, defendant, and Eugène Thibodeau,
curator to the surrender of property made herein.

1. A farm situate in the fifth concession, in the
parish of Saint Grégoire le Grand, district of
Iberville, measuring in front two arpents by
twenty nine arpents and five perches in depth,
the whole more or less, and known under the num-
ber three hundred and ninety (No. 390), of the
official plan and book of reference of the said
parish of Saint Grégoire le Grand de Monnoir;

1. Another farm situate at the same place, con-
taining two arpents in front by twenty nine ar-
pents and five perches in depth, the whole more
or less, and known under the number three hun-
dred and ninety one (No. 391), of the official plan
and book of reference of the said parish of Saint
Grégoire le Grand de Monnoir—with the house
and other buildings thereon erected.

To be sold separately, at the door of the paro-
chial church of the parish of Saint Grégoire le
Grand, district of Iberville, the ELEVENTH day
of DECEMBER next (1923), at TEN o'clock in
the forenoon.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff's office,
Saint John's, November 5, 1923.
[First publication, November 10, 1923]
5750—45-2

JOLIETTE

Magistrate's Court.

Province of Québec, } T H E C O R P O R A T I O N
District of Joliette, } O F T H E C I T Y O F
No. 1078. } J O L I E T T E, a body poli-
tic and corporate having its head office in the city
and district of Joliette, plaintiff; vs OCTAVE
BOISVERT, of the city and district of Joliette,
defendant.

A lot of land situate in the city of Joliette,
forming part of the lot number three hundred and
forty three (Pt. 343) of the official cadastral plan
and book of reference of the town of Joliette,
measuring, the said lot of land, forty five feet in
width on the street heretofore bearing the name
of Caroline and now of Saint Edouard, by eighty
feet in depth, the whole English measure, precise
measurements, and bounded as follows: in front
by the said Saint Edouard street, in depth and
on the other two sides by the land remaining to
the vendor and forming part of the lot No. 343—
with the buildings thereon.

To be sold at the Court House, in the City of
Joliette, at the office of the Sheriff, on MONDAY,

TRENTE-UNIEME jour de DECEMBRE 1923,
à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGES DESROCHES,
Joliette, ce 26 novembre 1923.
[Première publication, 1er décembre 1923]
6175—48-2

the THIRTY FIRST day of DECEMBER, 1923,
at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DESROCHES,
Sheriff's office,
Joliette, this 26th of November, 1923.
[First publication, 1st December, 1923]
6176—48-2

Cour supérieure.

Province de Québec, } ANTHIME BA-
District de Joliette. } SINET, de-
No 9885. } mandeur; vs PHI-
LIBERT BELLEVILLE, défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Emélie-de-l'Energie, dans le district de Joliette, ayant une superficie d'environ un quart d'arpent, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Joliette, paroisse de Saint-Emélie-de-l'Energie, comme faisant partie du lot No 17 du deuxième rang du canton Joliette—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Emélie-de-l'Energie, le VENDREDI, le QUATORZIEME jour du mois de DECEMBRE 1923, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
GEORGES DESROCHES,
Joliette, 6 novembre 1923. 5787—45-2
[Première publication, 10 novembre 1923]

Superior Court.

Province of Quebec, } ANTHIME BA-
District of Joliette. } SINET, plain-
No. 9885. } tiff; vs PHI-
LIBERT BELLEVILLE, defendant.

That certain emplacement situate in the parish of Sainte Emélie de l'Energie, in the district of Joliette, containing about one quarter of one arpent in superficies, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the township of Joliette, parish of Sainte Emélie de l'Energie, as forming part of the lot No. 17 of the second range of the township of Joliette—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Emélie de l'Energie, on FRIDAY, the FOURTEENTH day of the month of DECEMBER 1923, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. GEORGE DESROCHES,
Joliette, November 6, 1923. 5788—45-2
[First publication, November 10, 1923]

Cour supérieure

Province de Québec, } DENIS OMON ALIAS
District de Joliette. } AUMOND, cultiva-
No 328. } teur, de Saint-Alexis, dans

le district de Joliette, demandeur; contre DAME SALOMEE AUMOND, épouse contractuellement séparée de biens de Louis-Philippe Parizeau, notaire, tous deux du village de Saint-Jacques-l'Achigan, dans le district de Joliette, et le dit Louis-Philippe Parizeau aux fins seulement d'autoriser son épouse à ester en justice, défendeurs; et JOSEPH-E. RIVEST, de la cité et du district de Joliette, l'un des protonotaires de la dite cour, curateur au délaissement.

1o. Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jacques-l'Achigan, comté de Montcalm, sous le numéro six cent trente-neuf (No 639), de la contenance de deux arpents de largeur sur quarante arpents de profondeur, plus ou moins — avec bâtisses dessus construites.

2o. Un lopin de terre connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro cinq cent quatre-vingt-sept (587), de la contenance de un arpent et demi de largeur sur cinq arpents de profondeur, le tout plus ou moins.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques-l'Achigan, dans le district de Joliette, le MARDI, ONZIEME jour du mois de DECEMBRE 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGES DESROCHES,
Joliette, 7 novembre 1923.
[Première publication, 10 novembre 1923]
5823—45-2

Superior Court.

Province of Quebec, } DENIS OMON ALIAS
District of Joliette. } AUMOND, farmer,
No. 328. } of Saint Alexis, in the

district of Joliette, plaintiff; against DAME SALOMEE AUMOND, wife separate as to property by marriage contract of Louis Philippe Parizeau, notary, both of the village of Saint Jacques l'Achigan, in the district of Joliette, and the said Louis Philippe Parizeau, for the purposes only to authorize his wife to ester en justice, defendants; and JOSEPH E. RIVEST, of the city and district of Joliette, one of the prothonotaries of the said court, curator to the surrender of property made herein;

1. A farm known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Jacques l'Achigan, county of Montcalm, under the number six hundred and thirty nine (No. 639), containing two arpents in width by forty arpents in depth, more or less—with the buildings thereon erected.

2. A parcel of land known and designated on the aforesaid official plan and book of reference under the number five hundred and eighty seven (587), containing one arpent and a half in width by five arpents in depth, the whole more or less.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Jacques l'Achigan, in the district of Joliette, on TUESDAY, the ELEVENTH day of the month of DECEMBER, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGES DESROCHES,
Sheriff's Office,
Joliette, November 7, 1923.
[First publication, November 10, 1923]
5824—45-2

MONTREAL

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
 Montréal, à savoir: } TRUST & LOAN COM-
 No 1097. } PANY OF CANADA,
 corporation légalement constituée, ayant sa prin-
 cipale place d'affaires pour la province de Qué-
 bec, dans les cité et district de Montréal, deman-
 deresse; contre REVEREND BARNABE S.
 DUBEAU, du même lieu, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Lagauchetière, connu et désigné sous le numéro 568, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, en la dite cité—avec les bâtisses dessus érigées; sujet à un droit de passage conduisant de la rue Lagauchetière sur la partie sud-ouest du dit emplacement, sur une profondeur d'environ 85 pieds et une largeur d'environ 9 pieds, tel que le dit passage existe actuellement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$4,060.00 sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'honorable juge Coderre, daté le 5 novembre 1923.

Le shérif,
 Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
 Montréal, 6 novembre 1923.
 [Première publication, 10 novembre 1923]
 5751—45-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
 Montreal, to wit: } THE TRUST & LOAN
 No. 1097. } COMPANY OF CAN-
 ADA, a body politic and corporate, duly incorpor-
 ated, having its principal place of business for the
 Province of Quebec, in the city and district of
 Montreal, plaintiff; against REVEREND BAR-
 NABE S. DUBEAU, of the same place, defend-
 ant.

An emplacement situate in the city of Mon-
 treal, fronting on Lagauchetière street, known
 and designated under the number 568 on the offi-
 cial plan and book of reference of Saint Laurent
 Ward, in the said city—with the buildings thereon
 erected; subject to a right of passage leading from
 Lagauchetière street on the southwest part of the
 said emplacement, by a depth of about 85 feet and
 width of about 9 feet, as the said passage presently
 exists.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 the THIRTEENTH day of DECEMBER next,
 at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$4,060.00 shall be exacted from
 each and every bidder before receiving his offer
 or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice
 Coderre, dated the 5th of November, 1923.

L. J. LEMIEUX,
 Sheriff's office, Sheriff.
 Montreal, November 6, 1923.
 [First publication, November 10, 1923]
 5752—45-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
 Montréal, à savoir: } ARTHUR VINET, de-
 No 3105. } mandeur; contre R-
 CAMILLE FOURNIER, ci-devant de la ville de
 Montréal-Est, district de Montréal, et mainte-
 nant des cité et district de Montréal, défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Montréal-
 Est, et composé:

1. Des lots de terre portant les numéros de
 subdivision deux, trois et quatre, du lot origi-
 naire numéro quatre-vingt-dix (90-2, 3 et 4), des
 plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la
 Pointe-aux-Trembles; bornés en front par une rue
 projetée portant le No 10, de la subdivision offi-
 cielle du lot No 90 des plan et livre de renvoi
 officiel ci-dessus décrits.

2. De cette partie ouest des lots de terre connus
 et désignés aux susdits plan et livre de renvoi
 officiels sous les numéros de subdivision dix et
 onze, du susdit lot originaire quatre-vingt-dix
 (90 ptie 10 et 11), situés sur le prolongement des
 lots de terre en premier lieu décrits jusqu'à la
 partie correspondante du lot portant le numéro
 de subdivision douze; cette dite partie des lots dix
 et onze ayant environ soixante-cinq pieds de lar-
 geur par soixante-dix-neuf pieds de longueur,
 mesure anglaise et plus ou moins, et bornée d'un
 côté au nord, par partie du numéro 90-12, au sud
 par les numéros 90-2, 3 et 4, à l'est par le résidu
 des dits lots 90-10 et 90-11, et à l'ouest, par le
 numéro un du dit lot originaire numéro 90, des
 plan et livre de renvoi officiels susdits—avec bâ-
 tisses et dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
 Montreal, to wit: } ARTHUR VINET, plain-
 No. 3105. } tiff; against R. CAMIL-
 LE FOURNIER, heretofore of the town of Mon-
 treal East, district of Montreal, and now of the
 city and district of Montreal, defendant.

An emplacement situate in the town of Mon-
 treal East and composed:

1. Of the lots of land bearing the subdivision
 numbers two, three and four of original lot num-
 ber ninety (90-2, 3 and 4), of the official plan and
 book of reference of the parish of Pointe aux
 Trembles; bounded in front by a projected street
 bearing the No. 10 of the official subdivision of
 the lot No. 90 of the above described official plan
 and book of reference.

2. Of that western part of the lots of land
 known and designated on the aforesaid official
 plan and book of reference as being the subdivi-
 sion numbers ten and eleven, of the aforesaid
 original lot ninety (90 pt. 10 and 11), situated on
 the production of the lots of land firstly above des-
 cribed up to the corresponding part of the lot
 bearing the subdivision number twelve; this said
 part of lot ten and eleven measuring about sixty
 five feet in width by seventy nine feet in depth,
 English measure and more or less, and bounded
 on one side to the north by part of number 90-12,
 to the south by the numbers 90-2, 3 and 4, to the
 east by the residue of said lots 90-10 and 90-11
 and to the west by the number one of said original
 lot number 90 of the aforesaid official plan and
 book of reference—with the buildings and depen-
 dencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif,
Montréal, 6 novembre 1923.
[Première publication, 10 novembre 1923]
5753—45—2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir:) COMPANIA INGENIE-
No 4565.) CRA IMPORTADORE, Y
CONTRATISTA S. A., corps politique et incor-
poré dûment incorporé selon les lois de la Répu-
blique du Mexique, et ayant sa principale place
d'affaires à Mexico, dans la dite République, de-
manderesse par reprise d'instance; contre CHAR-
LES-A. BARNARD, de Montréal, défendeur.

1. Une terre située à l'endroit appelé "Les Chenaux Sud", dans la paroisse de Vaudreuil, connue et désignée sous le numéro dix-sept cent soixante-quatorze (1774), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil—avec maisons et autres bâtisses y érigées, la dite terre contenant en superficie environ quatre-vingts arpents; à distraire toutefois de la dite terre le morceau ci-après décrit, savoir: un morceau de terre à prendre dans l'encoignure sud-ouest de la dite terre numéro dix-sept cent soixante-quatorze, mesurant en front, sur le chemin public, quatre cent quarante pieds de largeur; en arrière, quatre cent six pieds de largeur, le côté sud-ouest mesure trois cent dix-sept pieds et le côté nord-est deux cent vingt-neuf pieds, ces deux dernières mesures prises à partir de l'alignement nord du chemin public. Ce morceau de terre ainsi réservé est borné en front par la rivière Ottawa, en arrière et du côté nord-est par le résidu du dit lot numéro dix-sept cent soixante-quatorze et du côté sud-ouest par partie du lot numéro dix-sept cent soixante-treize, appartenant au Dr L. de L. Harwood. La maison de résidence érigée sur ce morceau de terre est aussi réservée.

2. (a) Les lots de terre connus et désignés sous les numéros quatre et cinq de la subdivision officielle du numéro dix-sept cent soixante-quinze (1775-4 et 5), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Michel-de-Vaudreuil, contenant en superficie environ douze arpents.

(b) Les lots de terre connus sous les numéros un, deux et trois de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept cent soixante-quinze (1775-1-2-3), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Michel-de-Vaudreuil, contenant en superficie et approximativement, savoir: le lot numéro 1775-1, deux cent vingt-cinq mille cinq cents pieds; le lot numéro 1775-2 cent soixante-seize mille pieds; le lot numéro 1775-3 cent quatre-vingt-seize mille huit cents pieds en mesure anglaise. Ces lots sont bornés en front par un chemin privé ci-après mentionné, actuellement construit, et si ce chemin empiète sur ces lots, l'acquéreur devra subir tel empiètement et accepter le chemin comme limite de ces lots.

(c) Une parcelle de terrain de forme irrégulière faisant partie du lot numéro six de la subdivision du dit lot numéro dix-sept cent soixante-quinze (p. 1775-6), des plan et livre de renvoi officiels susdits; bornée au nord par le lot numéro un de la dite subdivision; au sud par la partie restante du dit lot No 1775-6 et à l'ouest par une partie non-subdivisée du dit lot numéro dix-sept soi-

the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office,
Montreal, November 6, 1923.
[First publication, November 10, 1923]
5754—45—2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) COMPANIA INGENIERA
No. 4565.) CRA IMPORTADORE Y
CONTRATISTA S. A., a body politic and incor-
porate, duly incorporated according to the laws
of the Republic of Mexico and having its head
office at Mexico, in the said republic, plaintiff in
continuance of suit; against CHARLES A. BAR-
NARD, of Montreal, defendant.

A piece of land situate at the place called "Les Chenaux Sud", in the parish of Vaudreuil, known and designated under the number seventeen hundred and seventy four (1774), on the official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil—with the houses and other buildings thereon erected, the said piece of land containing about eighty arpents in superficies; to be deducted however from the said piece of land, the parcel hereafter described, to wit: A parcel of land to be taken in the southwest corner of the said piece of land number seventeen hundred and seventy four, measuring in front, on the public road, four hundred and forty feet in width; in rear four hundred and six feet in width, the southwest side measuring three hundred and seventeen feet and the northeast side two hundred and twenty nine feet, the two last measures taken from the north alignment of the public road. The parcel of land thus reserved is bounded in front by the Ottawa River, in rear and on the northeast side by the residue of said lot number seventeen hundred and seventy four and on the southwest side by part of the lot number seventeen hundred and seventy three, belonging to Dr. L. de L. Harwood. The residential house erected on this parcel of land is also reserved.

2. (a) The lots of land known and designated under the numbers four and five of the official subdivision of the number seventeen hundred and seventy five (1775-4 and 5), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, containing about twelve arpents in superficies.

(b) The lots of land known under the numbers one, two and three of the official subdivision of the lot number seventeen hundred and seventy five (1775-1, 2 and 3), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, containing in superficies and approximately, to wit: the lot number 1775-1, two hundred and twenty five thousand five hundred feet; the lot number 1775-2, one hundred and seventy six thousand feet; the lot number 1775-3 one hundred and ninety six thousand eight hundred feet, English measure. The above lots are bounded in front by a private road hereunder mentioned, now built, and if such road encroaches upon such lots the purchaser shall suffer such encroachment and accept the road as the limit of such lots.

(c) A parcel of land of irregular figure, forming part of the lot number six of the subdivision of said lot number seventeen hundred and seventy five (Pt. 1775-6), of the aforesaid official plan and book of reference; bounded to the north by the lot number one of the said subdivision; to the south by the remaining part of said lot No. 1775-6 and to the west by an unsubdivided part of said

xante-quinze appartenant à William Emond, laquelle parcelle présentement vendue est plus particulièrement décrite dans les limites suivantes:

Partant d'un point marqué "B" sur un plan préparé par Oscar Beauvoisin, arpenteur géomètre, en date du dix-sept juin 1918, et situé au coin sud-ouest du lot numéro 1775-1, de là allant vers l'est suivant la ligne de division entre les lots Nos 1775-1 et 1775-6 jusqu'à un point "C", situé au coin sud-est du dit lot No. 1775-1; de là revenant vers le sud-ouest et vers l'ouest au travers du No. 1775-6, suivant une ligne courbe formant la limite nord du chemin actuellement construit, laquelle ligne est parallèle et à trente-cinq pieds au nord de la clôture formant la limite sud du dit chemin jusqu'à un point marqué "D" sur le dit plan, situé à cent cinquante-trois pieds à l'est de la limite ouest du numéro 1775-6 et de là suivant une ligne droite jusqu'à un point marqué "A" sur le dit plan, situé dans la dite ligne ouest du lot numéro 1775-6, puis de "A" à "B" suivant la ligne ouest de la dite partie du dit lot numéro 1775-6, sur une longueur de cent trente-trois pieds. Le point "A" est à treize cent trente-quatre pieds au nord du côté nord du chemin des Rigolets, à son point d'origine. Le point "B" est à environ deux cent quatre-vingt-sept pieds au sud de la ligne des eaux moyennes du lac des Deux-Montagnes, mesuré suivant la ligne ouest des Nos 1775-6 et 1775-1. Cette parcelle de terrain ainsi décrite forme une superficie de vingt-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix pieds carrés, le tout mesure anglaise.

Un morceau de terrain situé dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, et faisant partie du lot officiel No mille sept cent soixante-huit (ptie 1768), des plan et livre de rev. voi officiels du dit quartier, le dit morceau de terrain mesurant quarante-cinq pieds et trois pouces de largeur, au front, et, en arrière, par cent quarante-cinq pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins; le dit morceau de terrain est borné au front, au sud-ouest, par le lot officiel numéro sept cent soixante du dit quartier, d'un côté, au sud-est, par une autre portion du dit lot sus-nommé en premier lieu (1768), vendue à James Gardner, en arrière, au nord-est, par une autre portion du même lot, vendue à M. J. N. Greenshields, et, de l'autre côté, au nord-ouest, par le lot officiel sept cent soixante-sept du dit quartier, appartenant à Jonathan Hodgson, ou à ses représentants—avec la maison et les autres édifices sus-érigés.

Avec toutes les servitudes et autres droits réels, de toute nature, s'il y en a, y attachés, et aussi, à ce sujet, avec tous et chacun des droits personnels et réels, stipulés et réservés par Mde Martha S. Donner Elmenhorst, dans et sur les portions du dit lot officiel sus-mentionné en premier lieu No 1768, vendues à M. John Beattie et M. James Gardner, par un acte de vente passé devant A.-C. Lyman, notaire, à Montréal, susdit, le vingt-unième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et le cinquième jour d'août suivant (1898) respectivement, et dans et sur une portion du lot officiel No sept cent soixante du dit quartier, vendue par elle à Dame Harriett Frothingham, par un acte de vente passé devant John Fair, notaire, à Montréal, susdit, le vingt-quatrième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-quinze; aussi avec tous les droits personnels et réels stipulés dans le dernier testament de feu Walter R. Elmenhorst, dans et sur une portion du lot de

lot number seventeen hundred and seventy five belonging to William Emond, which parcel of land presently sold is more particularly described within the following limits:

Commencing at a point marked "B" on a plan prepared by Oscar Beauvoisin, land surveyor, dated the seventeenth of June, 1918, and situated at the southwest corner of lot number 1775-1, thence easterly following the line of division between the lots Nos. 1775-1 and 1775-6 up to a point marked "C", situated at the southeast corner of said lot No. 1775-1; thence returning towards the southwest and towards the west across lot No. 1775-6, following a curved line forming the north limit of the road presently built, which line is parallel to and thirty five feet distant to the north of the fence forming the south limit of the said road up to a point marked "D", on the said plan, situate at one hundred and fifty three feet to the east of the west limit of number 1775-6 and thence following a straight line up to a point marked "A", on the said plan, situate in the said west line of lot number 1775-6, thence from "A" to "B", along the west line of the said part of said lot number 1775-6 for a distance of one hundred and thirty three feet. Point "A" is at thirteen hundred and thirty four feet to the north of the north side of the *chemin des Rigolets*, at its point of origin. Point "B" is at about two hundred and eighty seven feet to the south of the mean water line of Lake Two Mountains, measured along the west line of the Nos. 1775-6 and 1775-1. This parcel of land as described above contains a superficies of twenty five thousand nine hundred and ninety square feet, the whole English measure.

A certain piece or parcel of land situate and being in the Saint Antoine ward of the city of Montreal, and being part of lot official number seventeen hundred and sixty eight (pt. 1768) of the official plan and book of reference of the said ward, the presently described piece of land measuring forty five feet three inches in width in front and in rear, by one hundred and forty five feet in depth, the whole English measure and more or less; said portion of land being bounded in front, to the southwest by official lot seventeen hundred and sixty of the said ward, on one side to the southeast, by another portion of the first-named lot (1768) sold to James Gardner; in rear to the northeast, by another portion of the same lot sold to Mr. J. N. Greenshields, and on the other side, to the north west by official lot number seventeen hundred and sixty seven of the said ward, belonging to Jonathan Hodgson or representatives—with the house and buildings thereon erected.

Together with all the servitudes and other real rights whatever thereto attaching, if any, and also in regard thereto with all and every the rights personal and real stipulated and reserved by Mrs Martha S. Donner Elmenhorst into over and upon portions of the said first mentioned official lot No. 1768, sold to Mr. John Beattie and Mr. James Gardner, by deeds of sale passed before A. C. Lyman, notary, at Montreal aforesaid, on the twenty first day of June eighteen hundred and ninety eight, and fifth of August following (1898) respectively, and into over and upon a portion of official lot seventeen hundred and sixty of the said ward, sold by her to Dame Harriett Frothingham, by deed of sale passed before John Fair, notary, at Montreal aforesaid, on the twenty fourth of January eighteen hundred and ninety five; together also with all and every the rights personal and real accruing under the last will of the late Walter R. Elmenhorst into over

subdivision officielle No un, du lot officiel mil sept cent soixante-dix (1770-1), du dit quartier, vendue par lui à Dame Mary Ann Stevenson, par un acte passé devant W. de N. Marler, à Montréal susdit, le six de mars mil huit cent quatre-vingt-quatorze, telle que la dite propriété existe maintenant, avec ses droits, circonstances et dépendances de toutes sortes.

Pour être vendus comme suit, savoir: Paragraphes 1 et 2, à la porte de l'église paroissiale de Vaudreuil, le DOUZIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin, et le paragraphe No 3, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 6 novembre 1923.
[Première publication, 10 novembre 1923]
5755—45-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } THEODORE PAQUIN
No 3880. } ET ALBERT PAQUIN, tous deux manufacturiers en fer ornemental, des cité et district de Montréal et y faisant affaires ensemble et en société sous les nom et raison sociale de T. Paquin & Fils, demandeurs; vs GED. CLERMONT, défendeur.

1. Deux lots de terre situés en la cité de Montréal, district de Montréal, ayant front sur la rue Berri de ladite cité, connus et désignés sous les Nos 487 et 488 de la subdivision officielle du lot originaire No 246, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec les bâtisses dessus construites;

2. Un emplacement composé de deux lots de terre ayant front sur le Boulevard Gouin, dans le quartier Ahuntsic-Bordeaux, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les Nos 480 et 481 de la subdivision officielle du lot originaire No 246, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec bâtisses dessus érigées, le tout formant une seule exploitation.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$500.00 sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. Juge Coderre, daté le 7 novembre 1923.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 7 novembre 1923. 5789—45-2
[Première publication, 10 novembre 1923]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir : } PAUL KRASEL, de la
No 939. } Haute-Melbourne, dans le district de Saint-François, en sa qualité d'exécuteur et administrateur de la succession de feu Robert Gruenwald, en son vivant dumême endroit, demandeur; vs L. PICKLEMAN, des cité et district de Montréal, défendeur, et JOSEPH DUHAMEL, de Montréal, député-protonotaire de la cour supérieure, curateur pour le cessionnaire.

La moitié indivise d'un emplacement sur la rue Sanguinet, dans la cité de Montréal, district de

and upon a portion of official subdivision lot number one of official lot number seventeen hundred and seventy (1770-1) of the said ward, sold by him to Dame Mary Ann Stevenson by deed of sale passed before W. de M. Marler, notary, at Montreal aforesaid, on the sixth of March eighteen hundred and ninety four, as the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

To be sold as follows, to wit: paragraphs 1 and 2 at the door of the parochial church of Vaudreuil, the TWELFTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon; and paragraph No. 3 at my office, in the city of Montreal, the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, November 6, 1923.
[First publication, November 10, 1923]
5756—45-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } THEODORE PAQUIN
No. 3880. } AND ALBERT PAQUIN, both manufacturers of ornamental iron, of the city and district of Montreal, and there carrying on business together in partnership under the firm name and style of "T. Paquin & Fils", plaintiffs; vs GED. CLERMONT, defendant.

1. Two lots of land situated in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Berri street of the said city, known and designated under the Nos. 487 and 488, of the official subdivision of original lot No. 246, on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet—with the buildings thereon erected.

2. An emplacement composed of two lots of land fronting on Gouin Boulevard, in Ahuntsic-Bordeaux ward, in the city of Montreal, known and designated under the Nos. 480 and 481 of the official subdivision of original lot No. 246 of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet—with the buildings thereon erected—the whole forming one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$500.00 shall be exacted from each and every bidder with first bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Coderre, dated the 7th of November, 1923.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, November 7, 1923.
[First publication, November 10, 1923]
5790—45-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit : } PAUL KRASEL, of
No. 939. } Upper Melbourne, in the district of Saint Francis, in his quality of executor and trustee of the estate of the late Robert Gruenwald, in his lifetime of the same place, plaintiff; vs L. PICKLEMAN, of the city and district of Montreal, defendant; and JOSEPH DUHAMEL, of Montreal, deputy prothonotary of the Superior Court, curator to the surrender.

The undivided half of an emplacement on Sanguinet Street, in the city of Montreal, district of

Montréal, connue comme le lot No 138 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal.

Avec les édifices sus-érigés et avec les droits qu'ils peuvent avoir dans les pignons d'iceux; avec aussi le droit à la ruelle connue comme lot No 136a du dit plan officiel.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Un dépôt de \$400.00 sera exigé de chaque et tout enchérisseur avec sa première enchère, conformément à un jugement de l'honorable juge Coderre, en date du 16 novembre 1923.

Bureau du shérif.
Montréal, 28 novembre 1923.

[Première publication, 1er décembre 1923]

6199—48—2

Montreal, known as lot No 138 on the official plan and book of reference of the Saint Louis ward, in the city of Montreal.

With the buildings thereon erected and with such rights as they may have in the gable walls thereof; together with all their rights in the lane known as lot No 136a of the said official plan.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$400.00 will be exacted from each and every bidder with his first bid, pursuant to a judgment of the Hon. Judge Coderre, dated the 16th day of November 1923.

Sheriff's office.
Montreal, November, 28, 1923.

[First publication, 1st December, 1923]

6200—48—2

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) JOSEPH-CLEMENT
No 2635.) VICTORIEN ROY,

demandeur; vs DAME ALEXINA DESROCHERS, veuve de Féréol Lacroix, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice de ses enfants mineurs: Alban, Albertine et Gilberte Lacroix, et FÉREOL LACROIX, OVILA LACROIX, BARNABÉ LACROIX, défendeurs.

1. Un quart indivis d'un immeuble situé en la ville de la Pointe-aux-Trembles, faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-cinq (No 185), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, mesurant soixante-quinze pieds de largeur par cent trente-cinq pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par la rue Notre-Dame telle qu'élargie, en arrière au nord-ouest et du côté nord-est par d'autres parties du dit lot numéro cent quatre-vingt-cinq, et du côté sud-ouest par partie du lot No cent quatre-vingt-quatre, aux dits plan et livre de renvoi—avec une maison dessus construite portant le No civique 6305 de la dite rue Notre-Dame et autres bâtisses dessus construites, le dit quart indivis appartient aux mineurs Alban Lacroix, Albertine Lacroix et Gilberte Lacroix;

2. Une maison portant le No civique 106 de la rue Deschênes, en la ville de la Pointe-aux-Trembles, construite sur le terrain ci-après, savoir:

Un terrain faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-cinq, aux dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant trente-cinq pieds de largeur dans sa ligne nord-est et trente pieds de largeur dans sa ligne sud-ouest par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné ce dit terrain comme suit, savoir: Dans sa ligne sud-est par une lisière de terrain (ruelle) faisant partie du dit lot numéro cent quatre-vingt-cinq, mesurant quinze pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, laquelle lisière se trouve située entre le terrain présentement décrit et la partie de terrain ci-dessus décrite au paragraphe 1, c'est-à-dire que la ligne sud-est du terrain présentement décrit se trouve à une distance de quinze pieds au nord-ouest de la ligne nord-ouest de l'emplacement ci-dessus décrit au paragraphe 1, ou encore à cent cinquante pieds au nord-ouest de la ligne nord-ouest de la rue Notre-Dame telle qu'élargie; borné dans ses lignes nord-est et nord-ouest par d'autres parties du dit lot No cent quatre-vingt-cinq et dans sa ligne sud-ouest par partie du dit lot numéro cent quatre-vingt-quatre, aux dits plan et livre de renvoi officiels;

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) JOSEPH CLEMENT
No. 2635.) VICTORIEN ROY,

plaintiff; vs DAME ALEXINA DESROCHERS, widow of Féréol Lacroix, both personally and in her quality of tutrix to her minor children: Alban, Albertine and Gilberte Lacroix; and FERÉOL LACROIX, OVILA LACROIX, BARNABÉ LACROIX, defendants.

1. One undivided quarter of an immovable situate in the town of Pointe aux Trembles, forming part of the lot number one hundred and eighty five (185), on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, measuring five feet in width by one hundred and thirty five feet in depth, more or less, English measurements; bounded in front by Notre Dame street as widened, in rear to the northwest and on the northeast side by other portions of said lot number one hundred and eighty five and on the southwest side by part of lot number one hundred and eighty four, on said plan and book of reference—with a house thereon erected bearing civic No. 6305 of said Notre Dame street and other buildings thereon erected, the said undivided quarter belonging to the minor Alban Lacroix, Albertine Lacroix and Gilberte Lacroix.

2. A house bearing civic No. 106 of Deschênes street, in the town of Pointe aux Trembles, erected upon the following lot of land, to wit:

A lot of land forming part of the lot number one hundred and eighty five, on the said official plan and book of reference, measuring thirty five feet in width in its northeast line and thirty feet in width in its southwest line by ninety feet in depth, more or less, English measurements; bounded, the said lot of land, as follows, to wit: in its southeast line by a strip of land (lane) forming part of said lot number one hundred and eighty five, measuring fifteen feet in width by ninety feet in depth, which strip of land lies between the lot of land presently described and the part of land above described in paragraph 1, namely that the southeast line of the lot of land presently described is situated at a distance of fifteen feet to the northwest of the northwest line of the emplacement above described in paragraph 1, or again at a distance of one hundred and fifty feet to the northwest of the northwest line of Notre Dame street as widened; bounded in its northeast and northwest lines by the other parts of the said lot one hundred and eighty five and in its southwest line by part of said lot number one hundred and eighty four, on said official plan and book of reference.

3. Un immeuble faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-cinq, aux dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant dix-huit pieds de largeur, mesure anglaise, et plus ou moins, par toute la profondeur qu'il peut y avoir à partie de la rue Notre-Dame, qui le borne en front, jusqu'au fleuve Saint-Laurent, qui le borne en profondeur; borné d'un côté par le lot numéro trois de la subdivision officielle du dit lot numéro cent quatre-vingt-cinq, appartenant à Kabé Hamelin, et de l'autre côté par partie du dit lot numéro cent quatre-vingt-cinq appartenant à Théo. Desnoyers—sans bâtisse.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Montréal, 28 novembre 1923. [Première publication, 1er décembre 1923]

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

3. An immovable forming part known and designated under the number one hundred and eighty five, on said official plan and book of reference, measuring eighteen feet in width, English measure and more or less, by all the depth there may be from Notre Dame street, the front boundary, up to the River Saint Lawrence, the rear boundary; bounded on one side by the lot number three of the official subdivision of said lot number one hundred and eighty five, belonging to Kabé Hamelin, and on the other side by part of said lot number one hundred and eighty five belonging to Theo. Desnoyers—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, Montreal, November 28, 1923. [First publication, December 1st, 1923]

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } H. R. N. VIAU, de-
No 3559. } H. mandeur, contre
GEORGES ST-GERMAIN, défendeur.

Un lopin de terre situé dans le quartier Saint-Louis, cité de Montréal, faisant partie du lot connu au plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Saint-Louis comme étant le lot numéro 4 du plan de subdivision officielle du lot numéro 47 (47-4); borné en front au sud-est par une partie de ladite subdivision numéro quatre, servant maintenant de rue Sainte-Agathe, en arrière par les lots 44, 45, et 46, d'un côté au nord-est par le lot trente-six, et de l'autre côté au sud-ouest par le lot quarante-neuf desdits plan et livre de renvoi, mesurant soixante-dix-sept pieds et six pouces (77'6") en front, soixante-dix-huit pieds (78'0") en arrière sur une profondeur d'environ trente-neuf pieds (39'0") du côté nord-est, et environ quarante pieds (40'0") du côté sud-ouest. Le tout d'après la mesure anglaise et contenant une superficie de trois mille soixante-dix pieds (3070) tel qu'il appert, contour en rouge, au plan fait par J. Rielle, A. P. Q., en date du 2 mars 1904—avec toutes les bâtisses et améliorations dessus construites, et tous droits de propriété transférés par la Montreal Loan & Mortgage Company à Joseph-Henri Labranche, dans un acte de vente en date du 12 février 1912 passé devant R. H. Clerk, notaire public, et enregistré sous le numéro 84877, dans cette partie de la dite subdivision numéro 4, dudit lot numéro quarante-sept (47-4) immédiatement adjacente à la partie ci-haut décrite et constituant la moitié nord-ouest de la rue Sainte-Agathe; ladite partie mesurant une largeur moyenne de onze pieds et huit pouces et demi (11'8½") sur une longueur de soixante-dix-sept pieds six pouces (77'6") du côté nord-ouest, et soixante-dix-sept pieds trois pouces (77'3") du côté sud-est, et contenant une étendue de neuf cent cinq pieds, mesure anglaise; sujet aux droits de passage sur cette partie en dernier lieu décrite des lots 47-4, accordés par acte de vente de la Montreal Loan and Mortgage Company à J. P. O'Shea, passé devant L.-C. Goyette, N. P., le 10 août 1909, enregistré sous le numéro 75833.—aussi avec tous les droits de passage à pied, en voiture et à autre usage de, dans et sur l'autre partie de ladite subdivision numéro quatre, faisant partie de la moitié sud-est de la rue Sainte-Agathe, qui ont été cédés par ladite Montreal Loan and Mortgage Company audit Joseph-Henri Labranche, par acte de vente de ladite compagnie à lui, auquel il est renvoyé ci-haut.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } H. R. N. VIAU, plain-
No. 3559. } H. tiff; against
GEORGES ST-GERMAIN, defendant.

A parcel of land situate in Saint Louis ward, city of Montreal, forming part of the lot known on the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, as being the lot number 4 of the official subdivision plan of lot number 47, (47-4); bounded in front to the southeast by a part of the said subdivision number four, now used as Sainte Agathe street, in rear by the lots 44, 45 and 46, on one side to the northeast by the lot thirty six and on the other side to the southwest by the lot forty nine of the said plan and book of reference, measuring seventy seven feet and six inches (77'6") in front, seventy eight feet (78'0") in rear by a depth of about thirty nine feet (39' 0") on the northeast side and about forty feet (40'0") on the southwest side. The whole English measurements and containing a superficies of three thousand and seventy feet (3070) as the whole is shown, marked red, on a plan made by J. Rielle, Q. L. S., dated the 2nd March 1904—with all the buildings and improvements thereon erected, and all property rights transferred by the Montreal Loan & Mortgage company to Joseph Henri Labranche, in a deed of sale dated the 12th February, 1912, passed before R. H. Clerk, notary public, and registered under the number 84877 in that part of the said subdivision number 4 of said lot number forty seven (47-4) immediately adjoining the part above described and constituting the northwest half of Sainte Agathe street; the said part measuring a mean width of eleven feet and eight inches and a half (11'8½") by a length of seventy seven feet six inches (77'6") on the northwest side and seventy seven feet three inches (77'3") on the southeast side, and containing an area of nine hundred and five feet, English measurements, subject to the right of passage upon that part lastly above described of lot 47-4, granted by deed of sale from the Montreal Loan & Mortgage Company to J. P. O'Shea, passed before L. C. Goyette, N. P., the 10th August, 1909, registered under number 75833—together with all the rights of passage on foot or with vehicles and for any other use in and upon the other part of the said subdivision number four forming part of the southeast half of Sainte Agathe street, which were ceded by the said Montreal Loan and Mortgage Company to the said Joseph Henri Labranche, by deed of sale by the said company to him and referred above.

Deux lots de terre ayant front sur le boulevard Saint-Laurent, dans le quartier Laurier, cité de Montréal, et connus et désignés comme étant les lots numéros trois cent un et trois cent deux de la subdivision du lot originaire numéro onze (lots 11-301 et 302), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis—avec droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle située en arrière desdits lots—avec une bâtisse en brique solide à trois étages.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$900.00 quant à l'immeuble décrit au paragraphe No 1 et de \$1,580.00 quant à l'immeuble décrit au paragraphe No 2, sera exigé de chaque offrant ou enchérisseur lors de son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 22ième jour de novembre 1923.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 28 novembre 1923. L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 1er décembre 1923]
6203—48-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } PAUL-EMILE WIL-
No 1184. } SON, demandeur;
vs EDMOND ROBIN, défendeur; et JOSEPH
DUHAMEL, curateur au délaissement.

Deux lots de terre situés sur la rue Church, en la ville de Verdun, district de Montréal, connus et désignés sous les numéros deux et trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille trois cent quatre (4304-2 & 3), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant ensemble, les dits lots, cinquante pieds de largeur, par cent vingt-deux (122) pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui a eu lieu à mon bureau en la cité de Montréal, le quatrième jour d'octobre dernier, aura lieu de nouveau au même endroit, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

A la folle enchère de Adéodat Chauret, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 23 novembre 1923.

Un dépôt de \$1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 27 novembre 1923.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 28 novembre 1923. L.-J. LEMIEUX.
6205
[Première publication, 1er décembre 1923]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Nicolet.

Province de Québec, } T. TOURIGNY ET AL.,
No. 647. } T. demandeurs; vs L.
DESCOTEAUX ET AL., défendeurs, et DAM-
PHOUSSE & HEBERT, mis-en-cause.

1. Le lot numéro cent dix (110) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Wenceslas, dans le Comté de Nicolet.

Two lots of land from Saint Lawrence Boulevard, in Laurier ward, city of Montreal, and known and designated as being the lots numbers three hundred and one and three hundred and two of the subdivision of original lot eleven (11-301 and 302) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis—with a right of passage in common with others in the lane at the rear of the said lots—with a solid brick three story building thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$900.00, with respect to the immovable described in paragraph 1, and of \$1580.00, with respect to the immovable described in paragraph 2, shall be exacted from each and every bidder with first offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 22nd day of November 1923.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, November 28, 1923. Sheriff.
[First publication, 1st December, 1923]
6204—48-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } PAUL EMILE WIL-
No. 1184. } SON, plaintiff; vs
EDMOND ROBIN, defendant; AND JO-
SEPH DUHAMEL, curator to the surrender of
property.

Two lots of land situate on Church street, in the town of Verdun, district of Montreal, known and designated under the numbers two and three of the official subdivision of the original lot number four thousand three hundred and four (4304-2 & 3), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring over all, the said lots, fifty feet in width, by one hundred and twenty two (122) feet in depth, English measurements, more or less—with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the above immovable, which took place at my office, in the city of Montreal, the fourth day of October last, will again be held at the same place, the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

For the false bidding of Adéodat Chauret, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 23rd of November, 1923.

A deposit of \$1,000.00 will be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 27th of November, 1923.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, November 28, 1923. Sheriff.
[First publication, 1st December, 1923]
6206

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Nicolet.

Province of Québec, } T. TOURIGNY ET AL.,
No. 647. } T. plaintiffs; vs L.
DESCOTEAUX ET AL., defendants, and DAM-
PHOUSSE & HEBERT, mis-en-cause.

1. The lot number one hundred and ten (110) of the official cadastral of the parish of Saint Wenceslas, in the county of Nicolet.

2. Le lot numéro cent onze (111) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Wenceslas, dans le Comté de Nicolet, moins une certaine pointe de terre en prairie, de figure irrégulière, appartenant à Denis Béliveau ET AL., suivant leurs titres, d'après un contrat passé devant Mtre David Lebrun, notaire, de Saint-Wenceslas, le 30 décembre 1912, sous le numéro 8382, et enregistré le 12 mai 1914 sous le numéro 10600.

Ces deux lots ne formant qu'une seule et même exploitation agricole seront vendus en bloc et non séparément.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Wenceslas, comté de Nicolet, le TROISIEME jour de JANVIER, mil neuf cent vingt-quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Nicolet, 21 novembre 1923.
[Première publication, 1er décembre 1923]
6153—48-2

Le shérif,
L.-P.-H. BOURK

2. The lot number one hundred and eleven (111) of the official cadastral of the parish of Saint Wenceslas, in the county of Nicolet, less a certain point of prairie land, of irregular figure, belonging to Denis Béliveau ET AL., according to their titles, and according to a contract passed before David Lebrun, notary, of Saint Wenceslas, the 30th of December 1912, under the number 8382, and registered the twelfth of May, 1914, under the number 10600.

These two lots forming one and the same farm and to be sold *en bloc* and not separately.

To be sold at the door of the church of Saint Wenceslas, county of Nicolet, the THIRD day of JANUARY next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Nicolet, November 21, 1923.
[First publication, 1st December, 1923]
6154—48-2

L. P. H. BOURK,
Sheriff.

QUÉBEC

Québec, à savoir: } LE PRET HYPOTHE-
No 4269. } CAIRE, corporation léga-
le ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec; contre GABRIEL-MISAEL PETIT-CLERC, de la cité de Québec.

Les subdivisions Nos 107 et 108 (cent sept et cent huit) du lot No 3 (trois) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, maintenant quartier Saint-Sauveur, de la cité de Québec, étant un terrain situé coin des rues Saint-Ambroise et des Récollets—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de \$16.50, payable le vingt-neuf de septembre de chaque année à l'Hôpital-Général de Québec.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, 29 novembre 1923.
[Première publication, 1er décembre 1923]
[Deuxième publication, 15 décembre 1923]
6209—48-2

Le shérif de Québec,
CLEOPHAS BLOUIN.

Quebec, to wit: } LE PRET HYPOTHECAL
No. 4269. } RE, a body politic and
corporate having its head office in the city of Quebec; against GABRIEL MISAEL PETIT-CLERC, of the city of Quebec.

The subdivisions Nos. 107 and 108 (one hundred and seven and one hundred and eight) of lot No. 3 (three) of the official cadastral for the parish of Notre Dame des Anges, now St. Sauveur ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate at the corner of Saint Ambroise and Des Récollets streets—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of \$16.50 payable the twenty ninth of September of each year to the Hôpital Général de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the FOURTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Québec, November 29, 1923.
[First publication, December 1, 1923]
[Second publication, December 15, 1923]
6210—48-2

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff of Québec.

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

District de Rimouski: } L'HONORABLE AU-
No 533. } GUSTE TESSIER

ET AL.; contre J.-B. MARTIN ET AL., savoir: Le lot No. vingt-six, au cadastre officiel du cinquième rang du canton Macpès, paroisse de Saint-Narcisse—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Narcisse, le DOUZIEME jour de DECEMBRE prochain (1923), à DEUX heures P.M.

Bureau du shérif, Rimouski, 6 novembre 1923.
[Première publication, le 10 novembre 1923]
5757—45-2

Le shérif,
CHS DANJOU.

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.

District of Rimouski: } THE HONORABLE
No. 533. } AUGUSTE TESSIER

ET AL.; against J. B. MARTIN ET AL., to wit: The lot number twenty six, of the official cadastre of the fifth range of the township of Macpès, parish of Saint Narcisse—with buildings.

To be sold at the door of the church of Saint Narcisse, the TWELFTH day of DECEMBER next, (1923), at TWO o'clock P. M.

Sheriff's office, Rimouski, 6th November, 1923.
[First publication, 10th November, 1923]
5758—45-2

CHS. DANJOU,
Sheriff.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Québec: } P.-T. LEGARE, LTEE; No 1505. } vs ALPHONSE ROULEAU, savoir:

Partie du lot quinze B au cadastre officiel de partie du canton Fleuriau, quatrième rang et paroisse de Saint-Gabriel, étant un emplacement avec bâtisses sus-érigées, de 70 pieds de front sur 110 de profondeur, plus ou moins; borné au sud au chemin Taché, à l'ouest à Joseph Brochu, au nord à Joseph Bélanger, à l'est à Romuald Labonté, à charge de la rente foncière.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Gabriel, le DOUZIÈME jour de DECEMBRE prochain 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif, CHS DANJOU, Sheriff's office, Rimouski, 6th November, 1923. [Première publication, 10 novembre 1923] 5759—45-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Quebec: } P.-T. LEGARE, LTD; No. 1505. } vs ALPHONSE ROULEAU, to wit:

Part of the lot fifteen B on the official cadastre of part of the township of Fleuriau, fourth range and parish of Saint Gabriel, being an emplacement with the buildings thereon erected, of 70 feet in front by 110 feet in depth, more or less; bounded to the south by Tache Road, to the west by Joseph Brochu, to the north by Joseph Bélanger, to the east by Romuald Labonté, subject to the ground rent.

To be sold at the door of the church of Saint Gabriel, the TWELFTH day of DECEMBER next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, CHS DANJOU, Sheriff. Rimouski, 6th November, 1923. [First publication, 10th November, 1923] 5760—45-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS

Cour supérieure

Province de Québec, District de Roberval. } FIDELE GIRARD, de No 3740. } Sainte-Jeanne-d'Arc, cultivateur, demandeur; contre PAUL FORTIN, de Saint-Félicien, cultivateur, défendeur, à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro quarante (No 40), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang du canton Ashuapmouchouan—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances. Sauf à en distraire le droit de passage du chemin de fer "James Bay & Eastern Railway".

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, JEUDI, le TROISIÈME jour de JANVIER prochain (1924), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif, GEO. LEVESQUE. Roberval, 27 novembre 1923. [Première publication, 1er décembre 1923] 6211—48-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval. } FIDELE GIRARD, of No. 3740. } Sainte Jeanne d'Arc, farmer, plaintiff; against PAUL FORTIN, of Saint Félicien, farmer, defendant. to wit:

A lot of land now known and designated under the number forty (No. 40), of the official and cadastral plan and book of reference for the second range of the township of Ashuapmouchouan—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies. Save and to be deducted therefrom the right of way of the James Bay & Eastern Railway.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Félicien, on THURSDAY, the THIRD day of JANUARY next (1924), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, GEO. LEVESQUE, Sheriff. Roberval, November 27, 1923. [First publication, December 1st, 1923] 6212—48-2

FIERI FACIAS

Cour supérieure

Province de Québec, District de Roberval. } DAME ELEOZA SIMARD, veuve de No 4002. } Juste Villeneuve, en son vivant, cultivateur, de Normandin, demanderesse; contre DANIEL LAMBERT, cultivateur, de Normandin, défendeur, à savoir:

Une terre de trois acres de front sur la profondeur à partir du chemin du rang dix de Normandin jusqu'au canton Albanel, étant la partie nord-est du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro quarante-deux (ptie N. E. No 42), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du rang nord du canton Normandin; bornée au nord-est au canton Albanel, au sud-ouest au chemin du dixième rang de Normandin, tenant au nord-ouest à Emile Marois, et au sud-est à la route conduisant à Albanel—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la pa-

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval. } DAME ELEOZA SIMARD, widow of No. 4002. } Juste Villeneuve, in his lifetime farmer, of Normandin, plaintiff; against DANIEL LAMBERT, farmer, of Normandin, defendant.

A farm of three acres in front by the depth there is from the road of the tenth range of Normandin up to the township of Albanel, being the northeast part of the lot of land now known and designated under the number forty two (N. E. Pt. No. 42), on the official cadastral plan and book of reference of the north range of the township of Normandin; bounded to the northeast by the township of Albanel, to the southwest by the road of the tenth range of Normandin, to the northwest by Emile Marois and to the southeast by the by-road leading to Albanel—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the

roisse de Saint-Cyrille-de-Normandin, JEUDI, le TROISIEME jour de JANVIER prochain (1924), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 27 novembre 1923.
[Première publication, 1er décembre 1923]
6213—48-2

parish of Saint-Cyrille de Normandin, on THURSDAY, the THIRD day of JANUARY next (1924), at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, November 27, 1923.
[First publication, December 1st, 1923]
6214—48-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Canada, }
Province de Québec, } GUSTAVE-DONAT
District de Terrebonne. } LALANDE, de-
No 678, à savoir: } mandeur; contre DA-
ROUX, défenderesse. } ME AZILDA LE-

Comme appartenant à la dite défenderesse, les immeubles suivants:

1. Un terrain situé au nord de la Côte-des-Anges, en la paroisse de Sainte-Scholastique, contenant environ un quart d'arpent en superficie, tel que clos, tenant devant au chemin du Roi, derrière à Antoine Joly, d'un côté au dit Joly, et de l'autre côté à Wilfrid Drapeau ou représentants—avec maison dessus érigée, le dit terrain faisant partie du No 36 du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Scholastique.

2. Un emplacement situé au sud de la Côte-des-Anges, connu et désigné sous le No 62, paroisse de Sainte-Scholastique, contenant environ un arpent de superficie, tel qu'enclos—avec bâtiesse dessus érigées; pour être vendus comme une seule et même exploitation.

Pour être vendus au bureau du shérif, au village de Sainte-Scholastique, dit district, le TROISIEME jour de JANVIER mil neuf cent vingt-quatre, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Sainte-Scholastique, 21 novembre 1923.
[Première publication, 1er décembre 1923]
6171—48-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure

Canada, }
Province de Québec, } V. F. DEVLIERE,
District de Montréal. } H. DUBUQUE, défen-
No 4424. } deur.

Comme appartenant au dit défendeur, les immeubles suivants, savoir:

Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels sous les numéros 16a, 16b, 17a et 17b, du cinquième rang de la paroisse de Saint-Adolphe-de-Howard, district de Terrebonne—avec les bâtiesse dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique de Saint-Adolphe-de-Howard, district de Terrebonne, le DOUZIEME jour de DECEMBRE 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Sainte-Scholastique, 30 octobre 1923.
[Première publication, 3 novembre 1923 est nulle]
[Première publication, 10 novembre 1923]
5611—45-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.

Canada, }
Province de Québec. } GUSTAVE DONAT
District de Terrebonne. } LALANDE, plain-
No. 678, to wit: } tiff; against DAME
AZILDA LEROUX,
defendant, to wit:

As belonging to the said defendant, the following immovables:

1. A lot of land situate to the north of Côte des Anges, in the parish of Sainte Scholastique, containing about one quarter of one arpent in superficies and as fenced in; bounded in front by the King's highway, in rear by Antoine Joly, on one side by the said Joly, and on the other side by Wilfrid Drapeau or representatives—with a house thereon erected, the said lot of land forming part of No. 36 of the cadastre of the said parish of Sainte Scholastique.

2. An emplacement situate to the south of Côte des Anges, known and designated under the No. 62 of the parish of Sainte Scholastique, containing about one arpent in superficies, as fenced in—with the buildings thereon erected; to be sold as one single plot of land.

To be sold at the office of the sheriff, in the village of Sainte Scholastique, said district, the THIRD day of JANUARY, one thousand nine hundred and twenty four, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, November 21, 1923.
[First publication, December 1st, 1923]
6172—48-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, }
Province of Quebec, } V. F. DEVLIERE,
District of Montreal. } H. DUBUQUE, defen-
No. 4424. } dant.

As belonging to the said defendant, the following immovables, to wit:

The lots of land known and designated on the official plan and book of reference under the numbers 16a, 16b, 17a and 17b, of the fifth range of the parish of Saint Adolphe de Howard, district of Terrebonne—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the catholic parochial church of Saint Adolphe de Howard, district of Terrebonne, the TWELFTH day of DECEMBER, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 30th October, 1923.
[First publication, November 3, 1923 is null]
First publication, November 10, 1923]
5612—45-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Magistrat—Comté de Terrebonne.
Province de Québec, } **THE MANTLE**
District de Terrebonne, } **LAMP Co., de-**
No 516. } manderesse; vs **JEAN**
BAPTISTE LABELLE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur J. Bte Labelle, l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain faisant partie du lot numéro cent dix-neuf (Pt 119) des plan et livre de renvoi officiels faits pour la paroisse de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, de la contenance de quarante-cinq pieds de largeur au chemin public sur la profondeur comprise entre le dit chemin public et la rivière Saint-Antoine; tenant d'un côté à Alphonse Paradis ou représentants, de l'autre côté le reste du dit lot, la propriété d'un nommé Laporte ou représentants—avec les bâtisses dessus construites, et y compris un chemin de huit pieds, ces huit pieds seront pris en entier sur le terrain ci-haut au chemin public et venant à rien aux bâtiments de Julien Chalou ou représentants. à cet endroit les huit pieds de largeur se trouvant sur le reste du terrain du dit Julien Chalou ou représentants, ce passage sera commun entre l'acquéreur et le nommé Julien Chalou ou représentants, l'acquéreur aura aussi le droit d'accoler ses bâtiments sur ceux du dit Julien Chalou ou représentants, sans que ces derniers puissent jamais se plaindre.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de la ville de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, le ONZIEME jour de DECEMBRE, mil neuf cent vingt-trois, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Sainte-Scholastique, 6 novembre 1923.
[Première publication, 10 novembre 1923]
5761—45-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.—County of Terrebonne.
Province of Quebec, } **THE MANTLE**
District of Terrebonne, } **LAMP Co., plain-**
No. 516. } tiff; vs **JEAN-BAPTIS-**
TE LABELLE, defendant.

As belonging to the said defendant J. Bte Labelle; the following immovable, to wit:

A piece of land forming part of the lot number one hundred and nineteen (Pt 119) of the official plan and book of reference made for the parish of Saint-Jerome, in the county of Terrebonne, containing forty five feet in width on the public road by the depth comprised between the said public road and the Saint Antoine river; bounded on one side by Alphonse Paradis or representatives, on the other side by the residue of the said lot, the property of one named Laporte or representatives—with the buildings thereon erected, and including a road of eight feet, these eight feet being taken in totality on the above piece of land at the public road and coming to nothing at the buildings of Julien Chalou or representatives, at such place the eight feet wide being on the land of the said Julien Chalou or representatives, such passage being common between the purchaser and the one named Julien Chalou or representatives, the purchaser shall also have the right to erect his buildings against those of the said Julien Chalou or representatives, without the latter having the right to put in any claims.

To be sold at the door of the catholic parochial church of the town of Saint-Jerome, county and district of Terrebonne, the ELEVENTH day of DECEMBER, one thousand nine hundred and twenty three, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,
Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, November 6, 1923.
[First publication, 10th November, 1923]
5762—45-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } **JOSAPHAT CHAU-**
No 573. } **VETTE**, demandeur
saisi; contre **LA COMPAGNIE DU CHEMIN**
DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN, cor-
poration légalement constituée, ayant sa princi-
pale place d'affaires dans les cité et district de
Montréal, défenderesse saisissante.

Comme appartenant au dit demandeur-saisi Josaphat Chauvette, savoir:

Une terre située dans le deuxième rang de la paroisse des Trois-Rivières, township de Saint-Maurice, connue et désignée sous le numéro deux cent vingt-huit (No 228), du cadastre officiel du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse des Trois-Rivières—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église cathédrale de la paroisse des Trois-Rivières, en la cité des Trois-Rivières, le DEUXIEME jour de JANVIER prochain, 1924, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 28 novembre 1923.
[Première publication, 1er décembre 1923]
6215—48-2

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } **JOSAPHAT CHAU-**
No. 573. } **VETTE**, seized plain-
tiff; against **THE CANADIAN PACIFIC RAIL-**
WAY COMPANY, a body politic and corporate
having its head office in the city and district of
Montreal, seizing defendant.

As belonging to the said seized plaintiff Josaphat Chauvette, to wit:

A farm situate in the second range of the parish of Three Rivers, township of Saint Maurice, known and designated under the number two hundred and twenty eight (No. 228), of the official cadastral of the county of Saint Maurice, for the said parish of Three Rivers—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the cathedral church of the parish of Three Rivers, in the city of Three Rivers, the SECOND day of JANUARY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, November 28, 1923.
[First publication, December 1, 1923]
6216—48-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
 Trois-Rivières, à savoir : } **DONAT BLAIS**, de-
 No 690. } mandeur saisi; vs
LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER
DU PACIFIQUE CANADIEN, corporation
 légalement constituée, ayant sa principale pla-
 ce d'affaires en les cité et district de Montréal,
 défenderesse-saisissante.

Comme appartenant à Donat Blais, deman-
 deur-saisi, à savoir :

1. Une terre située dans le deuxième rang du
 fief Saint-Maurice, contenant un arpent et demi
 de front sur vingt-sept arpents et huit perches
 de profondeur; bornée en front par le chemin
 public, en profondeur par le rang des Forges, du
 côté sud-ouest par Oliva Guilbert, et de l'autre
 côté par Théode Chamberland, connue et dési-
 gnée comme faisant partie du côté sud-est du lot
 numéro deux cent vingt-sept (ptie S.E. No 227)
 du cadastre officiel d'enregistrement du comté de
 Saint-Maurice, pour la paroisse des Trois-Rivières—
 circonstances et dépendances;

2. Une terre située dans le troisième rang de la
 paroisse des Trois-Rivières, du contenu de deux
 acres de front sur vingt-huit acres de profondeur,
 bornée en front par le chemin public, en profon-
 deur aux terres du quatrième rang, d'un côté vers
 le nord-ouest par Arthur Lampron, et de l'autre
 côté par Johnny Baribault, connue et désignée
 comme faisant partie du lot numéro deux cent
 soixante-dix-neuf (ptie No 279) du cadastre
 officiel du comté de Saint-Maurice, pour ladite
 paroisse des Trois-Rivières—avec une maison
 et dépendances dessus construites;

3. Une terre située dans le quatrième rang du
 township de Saint-Maurice, connue et désignée
 comme faisant partie du lot numéro trois cent
 vingt-deux (Ptie No 322) du cadastre officiel du
 comté de Saint-Maurice, pour la paroisse des
 Trois-Rivières, mesurant trois-quarts d'arpent
 de largeur sur vingt-huit arpents de longueur,
 plus ou moins; bornée en front au troisième rang,
 en profondeur aux terres de Pointe-du-Lac, au
 nord-ouest à Georges Dufresne, et au sud-est à
 Théodule Doucet—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église Cathé-
 drale, de la paroisse des Trois-Rivières, en la cité
 des Trois-Rivières, le TREIZIEME jour de
 DECEMBRE prochain, 1923, à DEUX heures
 de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 6 novembre 1923.

[Première publication, 10 novembre 1923]

5793-45-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de Magistrat de District.—Comté Champlain.
 Trois-Rivières, à savoir: } **JOSEPH ST-ONGE**
 No 98. } demandeur; vs
JOSEPH LORD, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, à savoir:

10. Un terrain situé en la paroisse de Sainte-
 Flore, faisant partie du lot numéro cent trente
 quatre (Ptie No 134) du cadastre hypothécaire de
 Sainte-Flore, mesurant cent pieds de largeur sur
 la profondeur d'environ quatre-vingt-dix pieds;
 borné en front par le chemin public; en arrière
 par un nommé Landry; d'un côté par le surplus
 du terrain du dit Joseph Lord, et d'autre côté
 par une rue projetée—avec maison et bâtisses
 y érigées, circonstances et dépendances.

20. Un terrain situé en la paroisse de Sainte-
 Flore, mesurant cinquante pieds de largeur sur
 la profondeur de quatre-vingt-dix pieds, mesure

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
 Three Rivers, to wit: } **DONAT BLAIS**,
 No. 690. } seized plaintiff;

vs **THE CANADIAN PACIFIC RAILWAY**
COMPANY, a body politic and corporate having
 its head-office in the city and district of Montreal,
 seizing defendant.

As belonging to Donat Blais, seized plaintiff,
 to wit:

1. A farm situate in the second range of Fief
 Saint Maurice, containing one arpent and a half
 in front by twenty seven arpents and eight per-
 ches in depth; bounded in front by the public
 road, in depth by range des Forges, on the
 southwest side by Oliva Guilbert, and on the
 other side by Théode Chamberland, known and
 designated as forming part of the southeast side
 of the lot number two hundred and twenty seven
 (S. E. Pt. No. 227) of the official cadastre of the
 county of Saint Maurice, for the parish of Three
 Rivers—circumstances and dependencies;

2. A farm situate in the third range of the
 parish of Three Rivers, containing two acres in
 front by twenty eight acres in depth; bounded
 in front by the public road, in depth by the
 land of the fourth range, on one side to the
 northwest by Arthur Lampron, and on the other
 side by Johnny Baribault, known and designated
 as forming part of the lot number two hundred
 and seventy nine (Pt. No. 279) of the official
 cadastre of the county of Saint Maurice, for the
 said parish of Three Rivers—with a house and
 dependencies thereon erected;

3. A farm situate in the fourth-range of the
 township of Saint Maurice, known and design-
 ated as forming part of the lot number three
 hundred and twenty two (Pt. No. 322) of the
 official cadastre of the county of Saint Maurice,
 for the parish of Three Rivers, measuring three
 quarters of one arpent in width by twenty eight
 arpents in depth, more or less; bounded in front
 by the third range, in depth by the lands of
 Pointe du Lac, to the northwest by Georges
 Dufresne, and to the southeast by Théodule
 Doucet—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the cathedral, of the
 parish of Three Rivers, in the city of Three
 Rivers, the THIRTEENTH day of DECEM-
 BER next, 1923, at TWO o'clock in the afternoon.
 Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, November 6, 1923.

[First publication, November 10, 1923]

5794-45-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District Magistrate's Court.—County of Champlain.
 Three Rivers, to wit: } **JOSEPH ST-ONGE**,
 No. 98. } plaintiff; vs **JOSEPH**
LORD, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

1. That certain lot of land situate in the parish
 of Sainte Flore, forming part of the lot number
 one hundred and thirty four (pt. No. 134) of the
 official cadastre of Sainte Flore, measuring one
 hundred feet in width by a depth of about ninety
 feet; bounded in front by the public road, in rear
 by one named Landry, on one side by the residue
 of the lot of land of the said Joseph Lord, and on
 the other side by a projected street—with the
 house and buildings thereon erected, circum-
 stances and dependencies.

2. That certain lot of land situate in the parish
 of Sainte Flore, measuring fifty feet in width by
 a depth of ninety feet, English measure; bounded

anglaise; borné en front par le chemin public, et des autres côtés par le surplus du terrain du dit Joseph Lord; faisant partie du lot numéro cent trente quatre (Ptie No 134) du cadastre hypothécaire de Sainte-Flore; le dit emplacement étant pris à environ cent quatre-vingt-quatre pieds de la ligne de division sud du dit lot No 134.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain (1923), à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 5 novembre 1923.
[Première publication, le 10 novembre 1923]
5797—45-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat de District.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } J. LS - D. D U -
No 705. } J. R A N D, de-
demandeur, vs PHILIPPE GERVAIS, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir: Une terre située en la paroisse de Sainte-Thècle, sur le rang B-Sud des Lacs Chicots, de la Seigneurie Sainte-Anne, ayant environ trois arpents de front sur environ vingt-sept arpents de profondeur, connue et désignée comme étant le lot numéro cent (No 100) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thècle—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thècle, le DOUZIEME jour de DECEMBRE prochain, (1923), à DIX heures du matin.

Le shérif
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 5 novembre 1923.
[Première publication, 10 novembre 1923]
5795—45-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de magistrat de district.—District des Trois-Rivières

Trois-Rivières, à savoir: } A DOLPHE TOU-
No 940. } PIN, demandeur;
contre PIERRE BEAULIEU, défendeur, et J. A.-Donat Chagnon, curateur au délaisement.

Comme appartenant au dit défendeur, sur le dit curateur au délaisement, savoir:

Un emplacement situé en la cité du Cap-de-la-Madeleine, à la concession du fleuve Saint-Laurent, au sud-est du chemin public, contenant quarante-cinq pieds de largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur dans la ligne sud-ouest, et cent vingt pieds de profondeur dans la ligne sud-est, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent trente-huit (ptie No 138), du cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain; borné en front au chemin public, en arrière et au sud-ouest à F.-X. Arcand, et au nord-est à Joseph Brière—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, le TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, 1923, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI. L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 6 novembre 1923.
[Première publication, 10 novembre 1923]
5799—45-2

in front by the public road and on the other sides by the residue of the lot of land of the said Joseph Lord; forming part of the lot number one hundred and thirty four (pt. No. 134) of the official cadastre of Sainte Flore; the said emplacement being taken at about one hundred and eighty four feet from the south line of division of said lot No. 134.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Flore, the ELEVENTH day of DECEMBER next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, November 5, 1923.
[First publication, November 10, 1923]
5798—45-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District Magistrate's Court.—District of Three-Rivers.

Three Rivers, to wit: } J. LS. D. DURAND,
No. 705. } J. plaintiff; vs PHILIPPE GERVAIS, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit: A farm situate in the parish of Sainte-Thècle, in range "B" south of Lakes Chicots, of the seigniorie of Sainte Anne, measuring about three arpents in front by about twenty seven arpents in depth, known and designated as being the lot number one hundred (No. 100) of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Thècle—with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Thècle, the TWELFTH day of DECEMBER next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, November 5, 1923.
[First publication, November 10, 1923]
5796—45-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District Magistrate's Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } A DOLPHE TOUPIN,
No. 940. } plaintiff; against
PIERRE BEAULIEU, defendant, and J. A. Donat Chagnon, curator to the surrender of property made herein.

As belonging to the said defendant upon the said curator to the surrender of property, to wit:

That certain emplacement situate in the city of Cap de la Madeleine, in the concession of the river Saint Lawrence, to the southeast of the public road, containing forty five feet in width by eighty feet in depth in the southwest line and one hundred and twenty feet in depth in the south east line, forming part of the lot of land known and designated under the number one hundred and thirty eight (Pt. No. 138), of the official cadastre of the parish of Cap de la Madeleine, county of Champlain; bounded in front by the public road, in rear and to the southwest by F. X. Arcand and to the northeast by Joseph Brière—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Marie Madeleine of Cap de la Madeleine, in the city of Cap de la Madeleine, the THIRTEENTH day of DECEMBER next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Three River, November 6, 1923.
[First publication, November 10, 1923]
5800—45-2

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, le 30 octobre 1923.

M. George Foye, de la cité de Québec, étudiant en médecine, juge de paix, avec juridiction sur le district de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 3361, S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par la loi 9 Geo. V, ch. 45.

M. Archie MacFarlane, de la cité de Montréal, agent, juge de paix pour le district de Montréal.

Québec, le 2 novembre 1923.

M. Théophile Naud, de Sainte-Philomène-de-Fortierville, marchand, juge de paix pour le district de Québec.

MM. Isaac Bigman et Max Trehub, marchands, de la cité de Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

Québec, le 17 novembre 1923.

M. G. B. Baker, de la cité d'Outremont, juge de paix, avec juridiction sur le district de Montréal, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 3361, S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par la loi 9 George V, chapitre 45.

M. Charles-Edouard Bernier, de la cité de Montréal, juge de paix pour le district de Montréal.

M. Charles Donohue, résidant à la Malbaie, industriel, juge de paix pour le district de Saguenay.

M. J. Valmore D'Artois, de Richmond, avocat et Conseil en Loi du Roi, greffier de la Couronne et greffier de la Paix du district de Saint-François, et greffier de la Cour de circuit pour le dit district.

Québec, le 19 novembre 1923.

M. Cléophas Giroux, de Loretteville, rentier, juge de paix, avec juridiction sur le district de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 3361, S. R. Q., 1909, tel qu'amendé par la loi 9 George V, chapitre 45.

MM. Joseph-Elzéar Brosseau, de Lac-des-Ecorces, marchand, Jean-Baptiste Cédilote, de Village de Labelle, bourgeois, et Ambroise Richard, de l'Ascension, maître de poste, juges de paix pour le district de Montcalm.

M. Joseph Pellerin, de Fabre, comté de Temiscamingue, maître de poste, juge de paix pour le district de Pontiac.

Québec, le 23 novembre 1923.

M. J.-A. Rémillard, de la cité de Québec, Qué., député-régistrateur de la division d'enregistrement de Québec.

M. L.-B. Cordeau, de la cité de Montréal, avocat et Conseil en loi du Roi, membre et président de la Commission des Liqueurs de Québec.

M. Augustin Goulet, de New-Carlisle, Qué., huissier-audiencier de la Cour supérieure et de la Cour de circuit pour le district de Gaspé, à New-Carlisle.

M. J.-O. Lacroix, de la cité de Montréal, avocat et Conseil en loi du Roi, juge de la Cour des Sessions de la Paix, et chargé de présider la Cour des Jeunes Délinquants, de Montréal. 6181

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments :

Quebec, October 30, 1923.

George Foye, of the city of Quebec, student in medicine, to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the district of Quebec for the purpose of administering the oath only, in accordance with the provisions of Article 3361 Q. R. S. 1909, as amended by the Act 9 Geo. V, ch. 45.

Archie MacFarlane, of the city of Montreal, agent, to be a Justice of the Peace for the district of Montreal.

Quebec, November 2, 1923.

Theophile Naud, of Sainte Philomène de Fortierville, merchant, to be a Justice of the Peace for the district of Quebec.

Isaac Bigman, and Max Trehub, merchants, of the city of Montreal, to be Justices of the Peace for the district of Montreal.

Quebec, November 17, 1923.

G. D. Baker, of the city of Outremont, to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the district of Montreal, for the purpose of administering the oath only, in accordance with the provisions of article 3361, Q. R. S. 1909, as amended by the Act 9 George V, chapter 45.

Charles Edouard Bernier, of the city of Montreal, to be a Justice of the Peace for the district of Montreal.

Charles Donohue, residing at La Malbaie, industrial, to be a Justice of the Peace for the district of Saguenay.

J. Valmore D'Artois, of Richmond, advocate and King's Counsel, to be clerk of the Crown and clerk of the Peace of the district of Saint Francis, and clerk of the Circuit Court for the said district.

Quebec, November 19, 1923.

Cleophas Giroux, of Loretteville, annuitant, to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the district of Quebec, for the purposes of administering the oath only, in accordance with the provisions of article 3361 Q. R. S. 1909, as amended by the Act 9 George V, chapter 45.

Joseph Elzéar Brosseau, of Lac des Ecorces, merchant, Jean Baptiste Cédilote, of the village of Labelle, gentleman, and Ambroise Richard, of l'Ascension, post-master, to be Justices of the Peace for the district of Montcalm.

Joseph Pellerin, of Fabre, county of Temiscamingue, post-master, to be a Justice of the Peace for the district of Pontiac.

Quebec, November 23, 1923.

J. A. Remillard, of the city of Quebec, Que., to be Deputy Registrar of the registration division of Quebec.

L. B. Cordeau, of the city of Montreal, advocate and King's Counsel, to be member and president of the Quebec Liquor Commission.

Augustin Goulet, of New-Carlisle, Que., to be court crier of the Superior Court and of the Circuit Court for the district of Gaspé, at New-Carlisle.

J. O. Lacroix, of the city of Montreal, advocate and King's Counsel, to be Judge of the Court of the Sessions of the Peace and charged with presiding over Juvenile Court of Montreal. 6182.

"Construction, Limitée—Construction, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de novembre 1923, constituant en corporation: Albert-Nadra Goora, courtier d'assurance, Joseph-Eugène DePatrick, architecte, Ferdinand-Elzéar Drouin, comptable, Jules Beaudoin, Marcel Bédard, avocats, tous de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de la construction des bâtiments, et l'industrie de manufacturiers, importateurs, exportateurs, négociants en toutes espèces de matériaux et articles de quelques dénominations que ce soit qui entrent dans la dite industrie; les manufacturer, importer, exporter et en disposer ainsi que des parties qui les composent, et de la matière première dont ils sont composés;

Exercer le commerce de l'immeuble en général; acheter, vendre, échanger, disposer de quelque manière que ce soit, des terrains, propriétés, bâtisses et propriétés immobilières de quelque nature que ce soit, pour son compte et profit personnel, ou à commission, pour le compte d'autrui, et développer de quelque manière que ce soit le dit commerce d'immeubles, ainsi que toutes espèces ou genre de commerce s'y rattachant ou s'y rapportant de quelque manière;

Demander, maintenir, acheter, acquérir, louer, détenir, posséder et disposer de permis, contrats, agences pour les fins d'exercer le commerce d'agents et courtiers d'assurance de quelque nature que ce soit, pour son compte personnel, ou pour le compte d'autrui, ou de ses clients en général;

Exercer le commerce d'agents de collections, faire la collection de comptes, billets, effets de commerce de quelque nature que ce soit, et toutes créances et dettes en général, à commission ou par contrat, de quelque nature que ce soit;

Administrer, gérer, tous biens, toutes propriétés, ensemble de propriétés et biens en général, pour le compte d'autrui et de ses clients, de tout commerce, industrie, posséder, détenir, acquérir, louer, vendre, acheter ou autrement disposer de ces biens, propriétés pour le compte de ses clients; consentir, acheter, acquérir, détenir, accorder, vendre, acheter ou disposer de quelque manière que ce soit de baux, ou contrats quelconques à ces fins;

Exercer le commerce de prêteur d'argent, chercher, trouver, acquérir de l'argent pour le compte de ses clients, faire des prêts, garantis ou non par hypothèque, pour le compte d'autrui ou pour son compte personnel, et à cet effet faire, passer, consentir, acquérir, louer, acheter tous droits, contrats avec toutes personnes, clients, sociétés et compagnies, avec ou sans rémunération, et exploiter tout commerce en rapport avec le présent commerce et nécessaire à l'exercice du dit commerce;

Demander, maintenir, enregistrer, louer, acquérir, détenir, vendre ou autrement disposer, accorder des permis ou autrement faire valoir tous brevets, procédés, marques de fabrique, marques de commerce, et choses semblables pour le compte de la compagnie, de clients ou autres;

Acquérir par achat, bail ou autrement et avoir et détenir toutes propriétés mobilières ou immobilières et tous droits et privilèges que la compa-

"Construction, Limitée—Construction, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1923, incorporating: Albert Nadra Goora, insurance broker, Joseph Eugène DePatrick, architect, Ferdinand Elzéar Drouin, accountant, Jules Beaudoin, Marcel Bédard, advocates, all of the city of Montreal, in the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the building trade and the business of manufacturers, importers, exporters and dealers in all kinds of materials and articles of any denomination whatsoever entering into the said business; to manufacture, import, export and dispose of the same as well as the component parts thereof and of the raw materials entering into their manufacture;

To carry on a general real estate business; to buy, sell, exchange and in any manner whatever to dispose of lands, properties, buildings and real estate of any nature whatsoever, for its own account and profit or on commission for others, and to develop in any manner whatever the said real business as well as all kinds and nature of business connected therewith or incidental thereto in any manner whatever;

To apply for, maintain, buy, acquire, lease, hold, possess, and dispose of licenses, contracts, agencies, for the purpose of carrying on the business of insurance agents and brokers for its own account or for others or for its clients generally;

To carry on a collection agency business, collect accounts, notes, commercial instruments of any nature whatsoever and any claims and debts generally, on commission or by contract of any nature whatsoever;

To administer, manage, any assets, property, estates in general, for others and its clients, business and trade, and to possess, hold, acquire, lease, sell, buy or otherwise dispose of such property and real estate for the account of its clients; to sign, buy, acquire, hold, grant, sell, buy and in any manner whatever dispose of leases or contracts whatever for such purposes;

To carry on a money lending business, search for, find, acquire money for the account of its customers, make loans guaranteed or not by hypothecs for the account of others or for its own account, and to that end to make, pass, assign, acquire, lease, buy, any rights, contracts with any persons, customers, partnerships or companies, with or without remuneration, and to carry on any business incidental to or necessary for the carrying on of the said business;

To apply for, maintain, register, lease, acquire and hold or to sell or otherwise dispose of and grant licenses in respect of or otherwise turn to account any patents of invention, processes, trade-marks, trade-names, and the like, for the benefit of the company, its customers and others;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to have and hold any movable or immovable property and any rights and privileges which the

gnie jugera nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie, et en particulier, tous terrains, fabriques, moulins ou outillages, bâtiments et travaux de tous genres, droits de brevets ou autres inventions, machineries et fonds de commerce que la compagnie jugera avantageux de posséder et détenir en rapport avec son industrie et commerce; bâtir, travailler, développer, exploiter et utiliser, et à cette fin construire, poser et entretenir tous bâtiments, travaux, appartenances et dépendances qui seront utiles à ses fins;

Acquérir, détenir, administrer, posséder des immeubles, les revendre, les échanger, les hypothéquer, les aliéner, y ériger toutes sortes de constructions, en tirer des revenus, donner à bail l'exploitation de ses immeubles à d'autres personnes ou compagnies, pour son compte personnel ou pour autrui, moyennant considérations pécuniaires;

Acquérir par achat, bail ou autrement ou prendre à son nom la totalité ou une partie de l'entreprise, affaires, propriétés, biens ou engagements de toutes personnes, sociétés ou corporations engagées dans un commerce que la compagnie est autorisée à exercer et qui est convenable aux fins de la présente compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autres avec aucune personne ou compagnie exerçant ou se livrant à aucun genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre en paiement ou en échange ou autrement acquérir, détenir, posséder, et tant que la compagnie les détiendra, elle aura tous les privilèges et pouvoirs de ces valeurs, et elle pourra vendre avec ou sans garantie, et disposer des actions, obligations, et débetures et autres valeurs de toute autre compagnie dont le but ou les objets sont en totalité ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou qui est engagée dans une industrie ou commerce capable d'être conduit de manière à être avantageux directement ou indirectement à la présente compagnie, et établir, promouvoir ou d'autre manière aider à toutes telles autres compagnies;

Emettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres valeurs comme paiement complet ou partiel de toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, permis ou concessions que la présente compagnie peut légalement acquérir et émettre des actions acquittées ou non, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie en paiement complet ou partiel ou en échange de parts, obligations, débetures ou valeurs de toute compagnie engagée dans une industrie ou un commerce identique ou reliée à l'industrie ou commerce de la présente compagnie;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire aucune action du capital corporatif ou aucune obligation ou autres valeurs de la compagnie dans ou à l'occasion de sa formation ou autrement dans son organisation ou l'exécution, la gestion de ses affaires et les payer en numéraire ou en actions de la compagnie, libérées ou non entièrement et de toute manière que la compagnie jugera opportun;

Vendre, grever, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer la totalité ou partie de la propriété, des droits et de l'entreprise

company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any lands, factories, mills or plants, buildings and works of every kind, patent rights or other inventions, machinery and stock in trade that the company may consider convenient to have and hold in connection with its business and trade; to build, work, develop, operate and make use of the same and to that end to construct, lay down and maintain all and any buildings, works, appurtenances and dependencies that may be convenient for such purposes;

To acquire, hold, manage, possess immovable, resell, exchange, hypothecate and dispose of the same, erect thereon all kinds of constructions, draw revenues therefrom, give on lease the exploitation of its own immovables to other persons or companies for its account or for others, for a pecuniary consideration;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or suitable for the purposes of this company;

To enter into partnership, or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To purchase, take in exchange or in payment or otherwise acquire, hold and own, and whilst holding same, to exercise all the rights and privileges of holders and owners thereof, and to sell, with or without guarantee, and deal in the shares, bonds, debentures and other securities of any other companies having purposes or objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business or trade capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise to assist any such other companies;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, movable or immovable, rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privileges, license or concession, which this company may lawfully acquire, and to issue shares, fully paid up or not, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business or trade similar or incidental to the business or trade of this company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in the subscription of any shares of the capital stock or any bond or other security of the company or in or about its formation or otherwise in respect to its organization or in the execution, management of its affairs and to pay for the same in cash or in shares of the company, whether fully paid up or not, and in any other manner which the company may think fit;

To sell, pledge, lease, exchange, hypothecate or otherwise dispose of all or any part of the property, rights, or undertaking of the com-

de la compagnie pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour des actions, débetures, obligations ou autres valeurs de toute compagnie dont les objets sont en totalité ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Prêter des fonds et garantir l'exécution des contrats par les clients et autres, et aussi l'accomplissement de toutes obligations ou entreprises de toute autre compagnie dans laquelle la présente compagnie est intéressée et accepter comme garantie de ses prêts et garanties toute garantie qui sera offerte par toute telle personne ou compagnie, y compris les actions ou débetures de toute telle autre compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et émettre des billets et autres lettres de change, chèques, mandats, débetures, valeurs en vertu de la loi des banques, qui sont permises aux compagnies constituées en vertu de la loi et autres instruments négociables et transférables;

Distribuer en espèces ou d'autre manière approuvée les biens de la compagnie entre les membres de la compagnie et en particulier les actions, débetures ou autres valeurs de toutes autres compagnies formées pour se charger de la totalité ou partie de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

De temps à autre faire un ou plusieurs des actes et choses ici énumérés et exercer et jouir des droits et privilèges et faire toutes autres choses se rattachant ou propres à atteindre les objets susdits ou aucun d'eux, et aussi exercer tout autre commerce manufacturier relié ou non aux fins et objets énumérés plus haut, et que la compagnie jugera propre à être exercé en rapport avec le commerce et les objets de la compagnie;

Considérer que les pouvoirs accordés dans aucun paragraphe ne pourront être limités ou restreints en aucune manière par les termes d'autres paragraphes;

Entrer en pourparlers avec toute ou aucune des autorités fédérales, provinciales, municipales, locales ou autres afin de solliciter, acquérir de telle autorité tous permis, droits, licences, privilèges, franchises que la compagnie croira avantageux d'obtenir et d'exercer;

Faire toutes ou chacune des choses autorisées par les présentes seule ou conjointement avec d'autres ou comme facteurs ou agents, sous le nom de "Construction, Limitée—Construction, Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille actions (1,000) de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
6111 ALEXANDRE DESMEULES.

pany for such consideration as the company may think proper, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To lend money and guarantee the performance of contracts by customers and others, as also the performance of any obligations or undertaking of any other company in which the company is interested and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such person or company, including shares and debentures of such other company;

To draw, make, accept, endorse, discount and issue promissory notes, bills of exchange, cheques, warrants, debentures, securities under the Bank Act not prohibited to companies incorporated under the said Act, and other negotiable or transferable instruments;

To distribute in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company among its members, and particularly the shares, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

From time to time to do all or any of the above acts and things and to exercise and enjoy all rights and privileges and do all other things incidental, or conducive to the attainment of the above objects or any of them, and also carry on any other manufacturing business germane or not to the purposes and objects herein set forth and which the company may think capable of being conveniently carried on in connection with the business and objects of the company;

To consider that the powers granted in any paragraph hereof shall in no wise be limited or restricted by the terms of any other paragraphs;

To enter into negotiations with all or any federal, provincial, municipal, local or other authority in order to apply for and acquire from such authority any permits, rights, licenses, privileges, franchises which the company may think convenient to obtain and exercise;

To do all or any of the above things hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors or agents, under the name of "Construction, Limitée—Construction, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided in one thousand (1,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of November, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
6112 Acting Assistant Provincial Secretary.

"J. Golfman & Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de novembre 1923, constituant en corporation: Jacob Golfman, Jacob Singer, manufacturiers, Anna Pesner, épouse de Jacob Golfman, et son dit époux aux fins d'autoriser son épouse, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, trafiquer de et faire le commerce de toutes

"J. Golfman & Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1923, incorporating: Jacob Golfman, Jacob Singer, manufacturers, Anna Pesner, wife of Jacob Golfman, and her said husband for the purpose of authorizing his wife, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, trade and deal in all kinds of hats, hat frames,

sortes de chapeaux, formes de chapeaux, casquettes, pelleteries, modes, habits, soieries, vêtements, draps, cotonnades, tweeds, lainages, tissus, merceries, ou tous articles se rattachant de quelque manière, directement ou indirectement, au genre de commerce ci-dessus;

Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, acquérir, garder ou vendre ou disposer, de quelque manière que ce soit, de parts, stock commun ou préférentiel, débetures, garanties ou autres obligations de toute autre compagnie poursuivant des fins totalement ou partiellement semblables aux fins de cette compagnie, ou exerçant tout commerce susceptible d'être exercé de manière à favoriser directement ou indirectement cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues, par l'intermédiaire de tel agent que la compagnie pourrait désigner;

Acquérir, se charger de, louer et mettre en œuvre toute corporation, compagnie, firme ou société exerçant un commerce dont quelque ligne pourrait directement ou indirectement se rattacher au commerce, ou à quelques parties du commerce exercé par "J. Golfman & Co., Limited", et les payer le prix convenu, soit en argent comptant, ou en parts totalement acquittées du capital-actions de la compagnie créée par les présentes, ou partiellement en argent, et partiellement en argent et partiellement en parts acquittées;

Ouvrir et mettre en opération des succursales, des manufactures, entrepôts, magasins, boutiques, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons, et toutes sortes de places d'affaires, où le commerce de la compagnie pourrait être exercé;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou individu exerçant un commerce analogue, en tout ou en partie, à celui exercé par cette compagnie;

S'unir à toute compagnie, société ou individu exerçant un genre d'affaires semblable, de quelque manière, à celui de cette compagnie;

Vendre, transférer, ou autrement céder la totalité ou quelques parties des affaires de la présente compagnie à toute corporation, société ou individu, et accepter, comme considération, des actions, débetures, obligations ou garanties de toute autre compagnie;

Acquérir, acheter, faire l'acquisition de, prendre à bail, louer, vendre, échanger ou aliéner de quelque manière que ce soit, toute propriété mobilière ou immobilière ou immeuble, que la compagnie présente jugerait être nécessaires ou utiles à l'exécution de quelques-unes de ses entreprises;

Emettre, vendre, distribuer, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, professionnellement ou autrement, des actions totalement acquittées dans le capital-actions de la présente compagnie, sous le nom de "J. Golfman & Co., Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le comté d'Hochelaga, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de novembre 1923.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
6113 ALEXANDRE DESMEULES

caps, furs, millinery, clothing, silks, wearing apparel, cloth, cotton, tweeds, woollens, fabrics, dry goods and any other articles connected in any way, directly or indirectly, with the abovementioned trade;

To purchase, resell, accept, take, receive, acquire, hold or sell, or dispose of in any way shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote all shares so held through such agent as the directors may appoint;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership, carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business carried on by "J. Golfman & Co., Limited", and to pay for same the price agreed upon, either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the company hereby created, or partly in cash and partly in cash or partly in paid up shares;

To operate and open branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on;

To take agencies for any company, corporation, partnerships or person carrying on business in any line connected with the present company's objects;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar in any way to that of the present company;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way any immovable property or real estate which the present company may consider necessary or useful to carry out any of its business;

To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present company, under the name of "J. Golfman & Co., Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in Montreal, in the county of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of November, 1923.

ALEXANDRE DESMEULES,
6114 Acting Assistant Provincial Secretary.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 48 .

Index of the Quebec Official Gazette, No 48

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Anger vs Fontaine	3726
" Bisson vs Lambert	3728
" Blanchard vs Auclair	3728
" Boulanger vs Vandandaigue	3727
" Côté vs Auger	3727
" Desrosiers vs Bérubé	3726
" Doyon vs St-Laurent	3729
" Ethier vs Mercier	3729
" Gagné vs Langlois	3730
" Garceau vs Marcotte	3729
" Gauthier vs Blais	3728
" Goldberg vs Sweig	3727
" Gravel vs Pharand	3726
" Guilmin vs Wilson	3728
" Lasanté vs Lamy	3729
" Lévesque vs Pinet	3727
" Morin vs Saindon	3727
" Pelletier vs Boyer	3728
" Poulin vs Bisson	3729
" Rosenstein vs Singer	3726
" Roy vs Lévesque	3728
" Tanguay vs Darche	3727

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Anger vs Fontaine	3726
" Bisson vs Lambert	3728
" Blanchard vs Auclair	3728
" Boulanger vs Vandandaigue	3727
" Côte vs Auger	3727
" Desrosiers vs Bérubé	3726
" Doyon vs St-Laurent	3729
" Ethier vs Mercier	3729
" Gagné vs Langlois	3730
" Garceau vs Marcotte	3729
" Gauthier vs Blais	3728
" Goldberg vs Sweig	3727
" Gravel vs Pharand	3726
" Guilmin vs Wilson	3728
" Lasanté vs Lamy	3729
" Lévesque vs Pinet	3727
" Morin vs Saindon	3727
" Pelletier vs Boyer	3728
" Poulin vs Bisson	3729
" Rosenstein vs Singer	3726
" Roy vs Lévesque	3728
" Tanguay vs Darche	3727

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

Mélançon vs Lafontaine	3730
Monette vs Dutrizac	3730

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Mélançon vs Lafontaine	3730
Monette vs Dutrizac	3730

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 3683

AVIS DIVERS :—

A vendre, Gazette Officielle reliée	3684
Silver Spring Brewery Co. Lt'd	3730
The Eastern International Dog-Sled Derby Club	3730

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 3683

MISCELLANEOUS NOTICES :—

For sale, bound copies Official Gazette ..	3684
Silver Spring Brewery Co. Lt'd	3730
The Eastern International Dog-Sled Derby Club	3730

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.	3684
-----------------------------------------------------------------------------------	------

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY :—

Relating to private bills to be introduced during the coming session.....	3684
------------------------------------------------------------------------------	------

BUREAU-CHEF :—

Crédit Anglo-Français, ltée	3731
L'Aiglon, limitée	3731
Plouffe & Cie, ltée	3731

CHIEF OFFICE :—

Crédit Anglo-Français, ltée	3731
L'Aiglon, limitée	3731
Plouffe & Cie, ltée	3731

CHARTER—ABANDON DE :—

The Turner Lumber and Pulpwood Company	3732
-------------------------------------------------	------

CHARTER—SURRENDER OF :—

The Turner Lumber and Pulpwood Company	3732
-------------------------------------------------	------

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES :

Canadian Seamless Wire Co., Lt'd	3732
The Beardmore Belting Co., Lt'd	3732

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—

Canadian Seamless Wire Co., Lt'd	3732
The Beardmore Belting Co., Lt'd	3732

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Association de Bienfaisance des Pom- piers de Montréal	3712
Berberi, Georges	3718
Bonnepetit, Dame Maurice	3720
Boulevard Gouin	3713
Brière, Arthur <i>et al.</i>	3721
Brown Corporation	3711
Bureau des Commissaires d'écoles protes- tantes de la ville de Montréal	3710

APPLICATION TO PARLIAMENT :—

Montreal Firemen's Benefit Associaton..	3712
Berberi, Georges	3718
Bonnepetit, Dame Maurice	3720
Boulevard Gouin	3713
Brière, Arthur <i>et al.</i>	3721
Brown Corporation	3711
Protestant School Board of Commissioners of the city of Montreal	3710

Burton, T. E.	3712	Burton, T. E.	3712
Canada Steamship Lines, Lt'd.	3712	Canada Steamship Lines, Lt'd.	3712
Chaussé, Alcide	3711	Chaussé, Alcide	3711
Chevaliers de Colomb: district de Montréal.	3720	Knights of Columbus: district of Montreal.	3720
Cité de Lachine.	3719	City of Lachine.	3719
Cité de Lévis.	3723	City of Lévis.	3723
Cité d'Outremont.	3717	City of Outremont.	3717
Club St-Denis.	3712	Club St-Denis.	3712
Commissaires d'écoles de la municipalité de Grand'Mère.	3717	School commissioners of the municipality of Grand'Mère.	3717
Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.	3714	Montreal Catholic School Commission ..	3715
Commission Métropolitaine de Montréal.	3714	Montreal Metropolitan Commission ...	3714
Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park.	3714	Congregation Tifereth Joseph of Amherst Park.	3714
Crédit National.	3722	Crédit National.	3722
Décarie, H. <i>et al.</i>	3721	Décarie, H. <i>et al.</i>	3721
Décary, C. A.	3721	Décary, C.-A.	3721
Drouin, Rosario.	3713	Drouin, Rosario.	3713
Girard, L.-A.	3723	Girard, L.-A.	3723
LaBrecque, François.	3716	LaBrecque, François.	3716
La Corporation de Notre-Dame-du-Chemin.	3719	La Corporation de Notre-Dame-du-Chemin.	3719
LaRue, Lucien	3716	LaRue, Lucien	3716
Les Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul.	3720	Les Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul.	3720
Le Séminaire de Gaspé.	3717	Le Séminaire de Gaspé.	3717
Les Ursulines de Gaspé.	3717	Les Ursulines de Gaspé.	3717
Les Syndics des écoles protestantes de Lachine.	3719	Protestant School Trustees of Lachine ..	3719
L'Heureux, Dr Arthur	3711	L'Heureux, Dr Arthur	3711
L'Institut des Frères de Notre-Dame de la Miséricorde	3711	L'Institut des Frères de Notre-Dame de la Miséricorde	3711
Meilleur, Jules <i>et al.</i>	3719	Meilleur, Jules <i>et al.</i>	3719
Montreal Maternity	3718	Montreal Maternity	3718
Montreal Tramways Company.	3714	Montreal Tramways Company	3714
Morgan, James <i>et al.</i>	3713	Morgan, James <i>et al.</i>	3713
Paroisse Saint-Herménégilde	3718	Parish Saint Herménégilde.	3718
Sainte-Madeleine-d'Outremont.	3721	Sainte-Madeleine-d'Outremont	3721
Paroisse St-Pierre Claver	3714	Parish Saint-Pierre-Claver	3714
Quebec & Chibougamau Ry. Co.	3716	Quebec & Chibougamau Ry Co.	3716
Succession Francis Rosconi.	3715	Estate Francis Roscon.	3715
Succession James Robinson	3721	Estate James Robinson.	3721
Succession W. J. Poupore	3709	Estate W. J. Poupore.	3709
Syndics des écoles protestantes de la cité de Verdun.	3713	Protestant Board of School Trustees of the city of Verdun	3713
The Metropolitan Columbus Association.	3717	The Metropolitan Columbus Association.	3717
The Shefford, Bagot & Missisquoi Ry., Co.	3716	The Shefford, Bagot & Missisquoi Ry., Co.	3716
Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Co.	3712	Verchères Chambly & Laprairie Tramways Co.	3712
Ville de Bagotville	3715	Town of Bagotville	3715
Village de La Malbaie.	3722	Village of La Malbaie.	3722
Ville de Magog.	3720	Town of Magog.	3720
Tille de Terrebonne	3710	Town of Terrebonne	3710
Vincent, P. Heeney	3716	Vincent, P. Heeney	3716

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :— DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Municipalité scolaire de Saint-Cyr	3724	School municipality of Saint-Cyr	3724
Municipalité scolaire de Sainte-Eulalie ..	3724	School municipality of Sainte-Eulalie ..	3724

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

TREASURY DEPARTMENT :—

Affiliated Underwriters.	3725	Affiliated Underwriters.	3725
Cie Provinciale d'Assurance mutuelle contre le feu des Beurreries et Fromageries de la province de Québec.	3725	Cie Provinciale d'Assurance mutuelle contre le feu des Beurreries et Fromageries de la province de Québec.	3725
Commercial Union Assurance Co. Lt'd. ..	3724	Commercial Union Assurance Co. Lt'd. ..	3724
La Cie d'assurance mutuelle de la municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme.	3725	La Cie d'assurance mutuelle de la municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme.	3725
The General Accident Assurance Company of Canada	3725	The General Accident Assurance Company of Canada	3725

LETTRES PATENTES :—

Ahuntsic-Nord, limitée.....	3687
Builders Reserve Limited.....	3689
Citadel Brick, Lt'd.....	3696
Club Social Belgo-Canadien, ltée.....	3699
Construction, ltée.....	3758
Garage de l'Avenue Bernard, ltée.....	3691
J. Golfman & Co., Lt'd.....	3760
Kerhulu limitée.....	3695
La manufacture de Chaussures de Lévis, ltée.....	3705
Multigraphing & Printing Service, Lt'd.....	3699
Peerless Dress Co., Lt'd.....	3706
St. Lawrence Finance Corporation.....	3701

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—

Dufferin Rest Limited.....	3707
The Cantin Shoe Co., Lt'd.....	3708

MINUTES DE NOTAIRE :—

Côté, Adjutor.....	3732
Gauvin, J.-A.....	3733

NOMINATIONS :—

Diverses.....	3757
---------------	------

PROCLAMATIONS :—

Municipalité de Cabano.....	3684
Municipalité de Saint-Eugène.....	3686

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Corriveau, Ferdinand.....	3735
Désilets, A.-D.....	3734
The Homestead Inn., Lt'd.....	3733
W. H. Kelly Lumber Company.....	3733

VENTE PAR LICITATION :—

Ostell <i>et al</i> vs Ostell <i>et al</i>	3738
--------------------------------------------------	------

VENTES POUR TAXES :—

Ville de Pointe-aux-Trembles.....	3736
-----------------------------------	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ABITIBI :—

Daigle vs Lemay.....	3739
Ladouceur vs Jacob.....	3740
P.-T. Légaré, ltée vs Bourcier <i>et al</i>	3739

BEAUCE :—

Beaudoin vs Poulin.....	3740
-------------------------	------

GASPÉ :—

G. E. Barbour Co. Lt'd vs St-Onge.....	3740
----------------------------------------	------

HULL :—

C. W. Lindsay, ltée vs Boucher.....	3741
Ricard vs Objensky.....	3741

IBERVILLE :—

Lareau vs Régnier.....	3742
------------------------	------

LETTERS PATENT :—

Ahuntsic-Nord, limitée.....	3687
Builders Reserve Limited.....	3689
Brique Citadelle, ltée.....	3696
Club Social Belgo-Canadien, ltée.....	3699
Construction, Lt'd.....	3758
Bernard Avenue Garage, Ltd.....	3691
J. Golfman & Co., Lt'd.....	3760
Kerhulu limitée.....	3695
The Levis Shoe Factory Lt'd.....	3705
Multigraphing & Printing Service, Lt'd.....	3699
Peerless Dress Co., Lt'd.....	3706
St. Lawrence Finance Corporation.....	3701

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—

Dufferin Rest Limited.....	3707
The Cantin Shoe Co., Lt'd.....	3708

NOTARIAL MINUTES :—

Côté, Adjutor.....	3732
Gauvin, J.-A.....	3733

APPOINTMENTS :—

Miscellaneous.....	3757
--------------------	------

PROCLAMATIONS :—

Municipality of Cabano.....	3684
Municipality of Saint-Eugène.....	3686

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Corriveau, Ferdinand.....	3735
Désilets, A.-D.....	3734
The Homestead Inn., Lt'd.....	3733
W. H. Kelly Lumber Company.....	3733

SALE BY LICITATION :—

Ostell <i>et al</i> vs Ostell <i>et al</i>	3738
--------------------------------------------------	------

SALES FOR TAXES :—

Town of Pointe-aux-Trembles.....	3736
----------------------------------	------

SHERIFFS' SALES :—

ABITIBI :—

Daigle vs Lemay.....	3739
Ladouceur vs Jacob.....	3740
P.-T. Légaré, ltée vs Bourcier <i>et al</i>	3739

BEAUCE :—

Beaudoin vs Poulin.....	3740
-------------------------	------

GASPÉ :—

G. E. Barbour Co. Lt'd vs St-Onge.....	3740
----------------------------------------	------

HULL :—

C. W. Lindsay, ltée vs Boucher.....	3741
Ricard vs Objensky.....	3741

IBERVILLE :—

Lareau vs Régnier.....	3742
------------------------	------

JOLIETTE :—

Aumond vs Aumond <i>et vir</i>	3743
Basinet vs Belleville	3743
Corporation de la cité de Joliette vs Boisvert	3742

JOLIETTE :—

Aumond vs Aumond <i>et vir</i>	3743
Basinet vs Belleville	3743
Corporation of the city of Joliette vs Boisvert	3742

MONTRÉAL :—

Compania Ingeniera Importadore Y Contratista S. A. vs Barnard	3745
Krasel vs Pickleman	3747
Paquin <i>et al</i> vs Clermont	3747
Roy vs Desrochers	3748
Trust & Loan Co. of Canada vs Dubeau	3744
Viau vs St-Germain	3749
Vinet vs Fournier	3744
Wilson vs Robin	3750

MONTREAL :—

Compania Ingeniera Importadore Y Contratista S. A. vs Barnard	3745
Krasel vs Pickleman	3747
Paquin <i>et al</i> vs Clermont	3747
Roy vs Desrochers	3748
Trust & Loan Co. of Canada vs Dubeau	3744
Viau vs St-Germain	3749
Vinet vs Fournier	3744
Wilson vs Robin	3750

NICOLET :—

Tourigny <i>et al</i> vs Descôteaux <i>et al</i>	3750
--------------------------------------------------------	------

NICOLET :—

Tourigny <i>et al</i> vs Descôteaux <i>et al</i>	3750
--------------------------------------------------------	------

QUÉBEC :—

Le Prêt Hypothécaire vs Petitlec	3751
----------------------------------------	------

QUEBEC :—

Le Prêt Hypothécaire vs Petitlec	3751
----------------------------------------	------

RIMOUSKI :—

P.-T. Légaré vs Rouleau	3752
Tessier <i>et al</i> vs Martin <i>et al</i>	3751

RIMOUSKI :—

P.-T. Légaré vs Rouleau	3752
Tessier <i>et al</i> vs Martin <i>et al</i>	3751

ROBERVAL :—

Girard vs Fortin	3752
Simard vs Lambert	3752

ROBERVAL :—

Girard vs Fortin	3752
Simard vs Lambert	3752

TERREBONNE :—

Devildère vs Dubuque	3753
Lalande vs Leroux	3753
The Mantle Lampe Co. vs Labelle	3754

TERREBONNE :—

Devildère vs Dubuque	3753
Lalande vs Leroux	3753
The Mantle Lampe Co. vs Labelle	3754

TROIS-RIVIÈRES :—

Blais vs Canadien Pacific Ry	3755
Chauvette vs Canadian Pacific Ry. Co. ..	3754
Durand vs Gervais	3756
St-Onge vs Lord	3755
Toupin vs Beaulieu	3756

THREE RIVERS :—

Blais vs Canadien Pacific Ry	3755
Chauvette vs Canadian Pacific Ry. Co. ..	3754
Durand vs Gervais	3756
St-Onge vs Lord	3755
Toupin vs Beaulieu	3756

